



**RAPPORT ANNUEL**  
**DE LA**  
**BANQUE DE LA REPUBLIQUE**  
**DU BURUNDI**  
**EXERCICE 2011**



**LETTRE INTRODUCTIVE AU RAPPORT ANNUEL 2011**

**DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**

**ADRESSEE**

**A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT**

**DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**

**PAR LE GOUVERNEUR**

**AU NOM DU CONSEIL GENERAL**



## CONSEIL GENERAL

### EXERCICE 2011



WAGARA Melchior  
Premier Vice Gouverneur



SINDAYIGAYA Gaspard  
Gouverneur



KANYANA A. Laurentine  
Deuxième Vice Gouverneur

#### COMITE DE DIRECTION

---



RUGERINYANGE Eloi  
Membre



NZOPFABARUSHE Melchiade  
Membre



NGENDAKUMANA Jacques  
Membre



DODIKO Gloriose  
Membre



NIMBONA Léon  
Membre

#### MEMBRES

---





*Excellence Monsieur le Président de la République,*

*La quarante-huitième édition du rapport annuel de la Banque de la République du Burundi que j'ai l'honneur de Vous présenter porte sur l'exercice clos le 31 décembre 2011.*

*Le rapport développe, après un bref aperçu sur l'environnement économique international, l'évolution économique et financière du pays ainsi que les activités et les comptes de la Banque.*

*La croissance de l'économie mondiale a fléchi en 2011 revenant de 5,3 à 3,9 p.c. Pendant que les fragilités structurelles n'étaient pas encore corrigées, l'économie internationale a été de nouveau secouée par une série de chocs qui ont entravé la reprise économique entamée depuis le quatrième trimestre 2009 et qui s'était consolidée en 2010.*

*Au sein des pays avancés, la reprise a été beaucoup plus lente (1,6 contre 3,2 p.c.) en raison de la crise de la dette souveraine, l'incertitude sur la solidité des établissements financiers, la persistance des déséquilibres sur les marchés de l'immobilier ainsi que le tremblement de terre et le tsunami au Japon.*

*Aux États-Unis, la croissance s'est décélérée (1,7 contre 3,0 p.c.) suite à l'incidence négative exercée par le renchérissement des matières premières, la catastrophe au Japon ainsi que la diminution des dépenses publiques.*

*Au Japon, l'activité économique a reculé (-0,7 contre 4,4 p.c.) suite au tremblement de terre et le tsunami qui ont entravé la production et les exportations, en particulier dans les secteurs des industries de l'automobile et de l'électronique.*

*La zone euro a plongé dans une crise de la dette publique avec une forte tourmente financière, provoquant un ralentissement de la croissance économique (1,4 contre 1,9 p.c.).*

*A l'exception des pays de l'Europe (5,3 contre 4,5 p.c.) et des Etats Indépendants (4,9 contre 4,6 p.c.) qui ont bénéficié de la demande intérieure et de la hausse des prix des produits de base respectivement, la croissance économique dans les pays émergents s'est repliée (6,2 contre 7,5).*

*Dans les pays de l'Amérique Latine et Caraïbes (4,5 contre 6,2 p.c.) la croissance économique a reculé suite à la détérioration de l'environnement extérieur.*

*Dans les pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord, l'activité économique s'est ralentie (3,5 contre 4,9 p.c.) suite notamment aux agitations politiques qui ont entraîné la baisse des revenus pétroliers.*

*Bien qu'elle ait bénéficié de la hausse des recettes d'exportation des matières premières, l'Afrique subsaharienne a également enregistré une baisse de la croissance (5,1 contre 5,3 p.c.) en rapport avec les chocs internes tels que la sécheresse et les guerres civiles.*

Le commerce mondial a été moins dynamique (6,9 contre 12,7 p.c.) en rapport avec la morosité de l'activité économique mondiale accentuée par les perturbations des échanges commerciaux internationaux suite au tremblement de terre au Japon.

En matière d'inflation, le niveau des prix a augmenté, passant de 1,6 à 2,7 p.c. dans les pays développés et de 6,1 à 7,2 p.c. dans les pays émergents et en développement du fait d'un net redressement des cours des matières premières.

Les marchés financiers internationaux ont été affectés par les incertitudes quant à la stabilité financière internationale suite à la crise de la dette souveraine et à la forte détérioration des perspectives économiques.

Le niveau d'endettement public a atteint des niveaux difficilement soutenables. En effet, le ratio de la dette par rapport au PIB a atteint 102,9 p.c. aux Etats-Unis, 88,1 p.c. dans la zone euro et 23,8 p.c. dans les pays émergents et en développement.

Les transferts de fonds ont continué à assurer le financement extérieur des pays en développement. Au cours de l'année 2011, ils ont progressé de 8,0 p.c., atteignant 351 contre 325 milliards de dollars.

\*

\*

\*

L'économie burundaise a été caractérisée par un ralentissement de l'activité. En effet, le rythme de croissance s'est décéléré (4,2 contre 4,8 p.c.) en liaison avec le recul du secteur primaire (-1,1 contre 6,2 p.c.) qui a partiellement contrebalancé l'amélioration de l'activité enregistrée par les secteurs secondaire (11,2 contre 6,8 p.c.) et tertiaire (5,2 contre 3,0 p.c.).

Le secteur primaire a pâti de la faible croissance de l'agriculture vivrière (0,7 contre 2,8 p.c.) et surtout du repli de l'agriculture d'exportation (-29,5 contre 129,6 p.c.) suite à la chute de la production du café dont les apports de parache sont revenus de 31.444 à 19.240 T.

La bonne tenue du secteur secondaire (11,2 contre 6,8 p.c.) a résulté de la progression de la branche des industries, mines et énergie (11,2 contre 5,0 p.c.) tandis que celle de la construction s'est légèrement ralentie (11,4 contre 11,8 p.c.).

Le secteur tertiaire a connu une accélération de l'activité (5,2 contre 3,0 p.c.) suite à la reprise de croissance des services marchands (6,4 contre -7,7 p.c.), les services non marchands ayant ralenti (3,9 contre 19,2 p.c.).

Mesuré par l'indice des prix à la consommation des ménages de Bujumbura, le pouvoir d'achat s'est dégradé de 9,6 contre 6,5 p.c. enregistré l'année précédente suite principalement à la hausse des prix des produits de première nécessité.

Les finances publiques ont été caractérisées par un déficit plus lourd que l'année précédente (-90.073,0 contre -42.294,4 MBIF).

Ce déficit est lié à l'augmentation des charges (14,2%) plus prononcée que celle des ressources (7,3%). Aussi, le ratio du déficit budgétaire par rapport au PIB s'est-il détérioré remontant de 1,6 à 3,1 p.c.

L'encours total de la dette publique (975.210,5 contre 905.273,0 MBIF) s'est accru de 69.937,5MBIF, soit 7,7 p.c. suite à l'augmentation de la dette intérieure qui a progressé de 84.002,5MBIF passant de 427.102,6 à 511.105,1 MBIF.



Cette évolution a résulté d'un accroissement des engagements de l'Etat envers le secteur bancaire (+68.828,8 MBIF) et non bancaire (+39,809.3 MBIF). En revanche, la dette extérieure a baissé de 14.065,0 MBIF, soit -2,9 p.c. suite essentiellement à l'annulation de la dette envers l'Union Européenne, le Japon et la Fédération de Russie.

Le ratio du service de la dette extérieure sur les recettes d'exportations des biens et services non facteurs s'est légèrement amélioré, s'établissant à 2,4 contre 2,6 p.c.

Dans le domaine monétaire, la Banque a mené une politique prudente axée sur la stabilité des prix. Ses actions se sont focalisées sur le contrôle de la base monétaire et le suivi des critères quantitatifs d'avoirs intérieurs et extérieurs nets fixés dans le programme économique et financier conclu avec le FMI dans le cadre de l'accord triennal de la Facilité Elargie de Crédit (FEC).

Pour suivre les objectifs quantitatifs, la Banque a eu recours aux instruments indirects de régulation de la liquidité à sa disposition, en l'occurrence les appels d'offres de liquidité, les réserves obligatoires et la facilité de prêt marginal.

De plus, un nouvel instrument de Pension Livrée (REPO) a été mis en place en vue de rendre plus dynamique le marché monétaire.

La masse monétaire (M2) a enregistré une faible croissance par rapport à l'année précédente (5,2 contre 20,4 p.c.). Ce ralentissement a résulté de la croissance de la quasi monnaie (22,2 contre 21,2 p.c.), partiellement contrebalancée par la baisse des disponibilités monétaires (-0,2 contre 20,1 p.c.).

Les emplois du système bancaire ont connu un accroissement moins rapide que celui de l'exercice précédent (13,3 contre 13,8 p.c.) en liaison avec l'expansion du crédit intérieur (27,0 contre 22,9 p.c.) qui a été

partiellement contrebalancée par la forte baisse des avoirs extérieurs nets (-55,0 contre -17,1 p.c.).

Comme pour l'année précédente, la création additionnelle de la monnaie a été d'origine interne. En effet, les avoirs intérieurs nets ont contribué dans la croissance de M2 à hauteur de 17,3 points de pourcentage alors que les avoirs extérieurs nets ont exercé une influence restrictive à concurrence de 12,1 points de pourcentage.

La liquidité globale de l'économie s'est accrue à un rythme moins rapide que celui de l'année précédente (17,4 contre 24,4 p.c.). Toutefois, le taux de liquidité de l'économie calculé sur la base du PIB s'est accéléré, passant de 34,7 à 35,1 p.c. d'une fin d'année à l'autre, la croissance de la liquidité de l'économie (17,4 p.c.) étant plus prononcée que celle du PIB nominal (12,9 p.c.).

Concernant le secteur extérieur, la balance des paiements reste encore marquée par un important déséquilibre du compte courant (-357.619,3 contre -370.433,1 MBIF) et par un excédent du compte de capital et d'opérations financières (350.842,7 contre 362.681,3 MBIF). Cette situation a résulté de la dégradation de la balance commerciale (-540.355,1 contre -414.956,7 MBIF), des services (-127.581,2 contre -109.359,7 MBIF) et des revenus (-22.055,2 contre -13.375,7 MBIF). En revanche, le solde excédentaire du compte de capital et d'opérations financières a légèrement fléchi suite à la diminution de nouveaux décaissements sur les crédits extérieurs (105.607,6 contre 186.171,9 MBIF). En définitive, l'économie burundaise reste en grande partie financée par l'épargne extérieure.

\*

\* \*

*Les perspectives de l'économie burundaise pour l'année 2012 sont encourageantes bien que soumises à d'importants facteurs difficilement maîtrisables.*

*Les performances du secteur agricole dépendront en grande partie des conditions climatiques tandis que la réalisation des différents projets de développement sera fortement tributaire de la capacité des autorités à mobiliser les sources de financement.*

*La croissance économique devrait atteindre en 2012, en termes réels, 4,7 contre 4,2 p.c. cette année.*

*Cet optimisme est basé sur les prévisions contenues dans le CSLP II où le secteur primaire s'appuiera sur le Plan National d'Investissement Agricole 2012-2017 qui sera axé sur l'accroissement de la production et du capital productif, l'organisation des producteurs, le développement de filières rentables et le renforcement des institutions d'appui technique au monde rural.*

*L'activité dans les secteurs secondaires et tertiaires dépendra du niveau de réalisation des programmes visant l'amélioration du climat des affaires, la relance des activités industrielles, la promotion des filières porteuses de croissance, l'amélioration du commerce et la promotion des nouvelles technologies de l'information et de la communication.*

*Dans le domaine des finances publiques, les efforts seront orientés dans l'amélioration de la collecte fiscale, la maîtrise des dépenses ainsi que la bonne gestion de la trésorerie et de la dette publique.*

*En matière de politique monétaire, la Banque continuera à mener une politique prudente afin de contenir les pressions inflationnistes. Dans le but de faciliter l'échange de liquidité entre les banques, elle devra redynamiser le marché monétaire par la promotion de l'utilisation des Pensions Livrées.*

*De plus, la Banque entend adopter une politique de taux de change plus flexible en vue d'atténuer les effets de la crise mondiale sur l'économie burundaise et compte accélérer les projets de réformes du système bancaire à travers l'informatisation de ses opérations et la modernisation des systèmes des paiements.*

*Par ailleurs, elle devra accélérer la mise en œuvre du marché financier qui permettra de mobiliser les ressources longues indispensables pour les investissements de long terme.*

*En ce qui nous concerne, la Banque de la République du Burundi ne ménagera aucun effort pour apporter sa contribution, dans les domaines de sa compétence, à la mise en œuvre des politiques de relance de l'économie.*

Jean CIZA

GOUVERNEUR.

**TABLE DES MATIERES**

TABLE DES MATIERES.....	i
LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES.....	iv
<b>PREMIERE PARTIE : ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU PAYS.....</b>	<b>1</b>
<b>I.ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL .....</b>	<b>1</b>
I.1. VUE D'ENSEMBLE.....	1
I.2. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DANS LES PAYS AVANCES.....	1
I.3. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT .....	2
I.4. LES ECHANGES MONDIAUX .....	3
I.5. L'INFLATION MONDIALE.....	3
I.6. LES MARCHES FINANCIERS .....	3
I.7. LES MARCHES DES CHANGES.....	4
I.8. L'ENDETTEMENT PUBLIC .....	4
I.9. LES TRANSFERTS .....	4
I.10. LA COOPERATION INTERNATIONALE.....	4
<b>II.EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI .....</b>	<b>5</b>
<b>II.1. PRODUCTION ET PRIX .....</b>	<b>5</b>
II.1.1. PRODUCTION .....	5
II.1.1.1. Contributions sectorielles.....	7
II.1.1.2. La demande .....	15
II.1.2. EVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION .....	18
<b>II.2. FINANCES PUBLIQUES .....</b>	<b>20</b>
II.2.1. RECETTES ET DONS .....	21
II.2.1.1. Recettes .....	21
II.2.1.2. Dons .....	22
II.2.2. DEPENSES.....	22
II.2.3. SOLDE GLOBAL ET FINANCEMENT.....	23
II.2.3.1. Financement intérieur .....	23
II.2.3.2. Financement extérieur net .....	23
II.2.4. DETTE PUBLIQUE .....	23
II.2.4.1. Dette intérieure .....	24
II.2.4. 2. Dette extérieure.....	25
II.2.4. 3. Service de la dette .....	26
<b>II.3. SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER.....</b>	<b>28</b>

II.3.1. RESSOURCES ET EMPLOIS DU SYSTEME BANCAIRE .....	28
II.3.1.1. Ressources .....	29
II.3.1.2. Emplois.....	30
II.3.2. LIQUIDITE BANCAIRE .....	31
II.3.3. LIQUIDITE DE L'ECONOMIE.....	32
II.3.4. RISQUES DU SYSTEME BANCAIRE.....	33
II.3.4.1. Evolution générale.....	33
II.3.4.2. Catégories de crédits .....	34
II.3.4.3. Crédits par branche d'activité .....	34
<b>II.4. BALANCE DES PAIEMENTS.....</b>	<b>37</b>
II.4. 1. OPERATIONS COURANTES .....	37
II.4.1.1. Biens.....	38
II.4.1.2. Services .....	41
II.4. 2. OPERATIONS EN CAPITAL .....	44
II.4.2.1. Compte de capital.....	44
II.4.2.2. Compte d'opérations financières .....	45
<b>DEUXIEME PARTIE: ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE.....</b>	<b>47</b>
<b>III. ACTIVITES LIEES AUX MISSIONS DE LA BANQUE .....</b>	<b>49</b>
<b>III.1. POLITIQUE MONETAIRE. ....</b>	<b>49</b>
III.1.1. Les appels d'offres de liquidité.....	49
III.1.2. Les facilités de prêt marginal.....	50
III.1.3. Les réserves obligatoires .....	50
<b>III.2. LES TAUX D'INTERETS.....</b>	<b>50</b>
<b>III.3. POLITIQUE DE TAUX DE CHANGE ET MARCHÉ DE CHANGE.....</b>	<b>51</b>
III.3.1. Politique de taux de change .....	51
III.3.2. Marché de change .....	52
<b>III.4. GESTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE ET DES SYSTEMES DE PAIEMENT.....</b>	<b>53</b>
III.4.1. Gestion de la circulation fiduciaire.....	53
III.4.2. Gestion des systèmes de paiement.....	53
<b>III.5. SUPERVISION DU SECTEUR BANCAIRE ET DE LA MICROFINANCE.....</b>	<b>53</b>
III.5.1. Réglementation et contrôle .....	53
III.5.2. Activités du secteur bancaire .....	53
<b>III.6. RECHERCHE, ELABORATION ET DIFFUSION DES STATISTIQUES .....</b>	<b>54</b>
<b>III.7. ACTIVITES EN RAPPORT AVEC L'INTEGRATION REGIONALE .....</b>	<b>55</b>

III.7.1. La coopération monétaire et financière au sein de l'EAC .....	54
III.7.2. Intégration au niveau du COMESA .....	56
<b>III.8. AUTRES ACTIVITES .....</b>	<b>56</b>
<b>IV. GOUVERNANCE ET COMPTES DE LA BANQUE .....</b>	<b>57</b>
<b>IV.1. GOUVERNANCE .....</b>	<b>57</b>
IV.1.1. ADMINISTRATION.....	57
IV.1.1.1. Le Conseil Général .....	57
IV.1.1.2. Le Comité de Direction .....	58
IV.1.1.3. Les organes de contrôle .....	58
IV.1.2. LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES .....	60
IV.1.2.1. Effectif.....	60
IV.1.2.2. Politique sociale.....	60
IV.1.2.3. Formation .....	60
<b>IV.2. COMPTES.....</b>	<b>60</b>
IV.2.1. BILAN .....	60
IV.2.1.1. Actif.....	60
IV.2.1.2. Passif.....	61
IV.2.2. COMPTES DE RESULTAT .....	64
<b>ANNEXES STATISTIQUES .....</b>	<b>60</b>

## LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES

ABCA	: Association des Banques Centrales Africaines
ACH	: Automated Clearing House
AFD	: Agence Française de Développement
AFRITAC	: Africa Regional Technical Assistance Centers
ARFIC	: Autorité de Régulation de la filière Café du Burundi
BAD	: Banque Africaine de Développement
BBS	: Burundi Back brue System
BEI	: Budget Extraordinaire d'Investissement
BEI	: Banque Européenne d'Investissement
BIF	: Franc Burundi
BIRD	: Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
BRB	: Banque de la République du Burundi
CCP	: Comptes des Chèques Postaux
CEEAC	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
CEI	: Communauté des Etats Indépendants
CIF	: Cost, Insurance and Freight
COGERCO	: Compagnie de Gérance du Coton
COMEBU	: Comptoir Minier des Exploitations du Burundi
COMESA	: Common Market for Eastern and Southern Africa
COTEBU	: Complexe Textile de Bujumbura
Cts/lb	: Cents par Livre
CSLP	: Cadre Stratégique pour la Lutte contre la Pauvreté
DIB	: Dépense Intérieure Brute
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux
EAC	: East African Community
EAMU	: East African Monetary Union
FAO	: Food and Agriculture Organisation
FEC	: Facilité Elargie de Crédit
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB	: Free On Board
FOT	: Free On Track
FW	: Fully Washed
GWH	: Giga Watt par Heure
IADM	: Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (Multilateral Initiative for Debt Relief)
IAS	: International Accounting Standard
IDA	: International Development Association
IFRS	: International Financial Reporting Standards
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
MAC	: Monetary Affairs Committee
M1	: Disponibilités monétaires
M2	: Masse monétaire
MBIF	: Millions de francs Burundi

Mds	: Milliards
MED	: Marché d'Enchères de Devises
MFPDE	: Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique
MINAGRIE	: Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
OBR	: Office Burundais de Recettes
OHP	: Office des Huileries de Palme
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONATEL	: Office National des Télécommunications
ONATOUR	: Office National de la Tourbe
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTB	: Office du Thé du Burundi
PABV	: Projet d'Aménagement des Bassins Versants
PARSE	: Projet d'Appui à la Reconstruction du secteur de l'Elevage
P.C.	: Pourcent
PRASAB	: Projet de Réhabilitation Agricole et de Gestion Durable des Terres au Burundi
PIB	: Produit Intérieur Brut
PM	: Prix moyen
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTTE	: Pays Pauvres Très Endettés
PTRPC	: Programme Transitoire de Reconstruction Post-Conflict
RC	: Route Communale
REPO	: Repurchase Operations
RN	: Route Nationale
RTGS	: Real Time Gross Settlement
SFI	: Société Financière Internationale
SIP	: Société Immobilière Publique
SOGESTAL	: Société de Gestion des Stations de Lavage
SRDI	: Société Régionale de Développement de l'Imbo
SWIFT	: Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication
T	: Tonnes
TCEN	: Taux de Change Effectif Normal
U.E.	: Union Européenne
USD	: Dollar Américain
V	: Valeur
VSAT	: Voie Satellitaire
TIC	: Technologie de l'Information et de Communication





**PREMIERE PARTIE**

**ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL**

**ET**

**EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU PAYS**



## PREMIERE PARTIE : ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU PAYS

### I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

#### I.1. VUE D'ENSEMBLE

Après le vif redressement enregistré en 2010, la croissance du PIB mondial s'est ralentie en 2011, revenant de 5,3 à 3,9 p.c. L'élan de la reprise de la croissance économique a été freiné par plusieurs facteurs dont la montée du chômage dans certaines économies avancées, la crise de la dette publique dans la zone euro, le tsunami et l'accident nucléaire au Japon, la hausse des prix des matières premières et le resserrement des politiques budgétaire et monétaire dans les pays émergents confrontés à une accélération de l'inflation.

**Tableau 1 : Croissance de la Production Mondiale (1)**

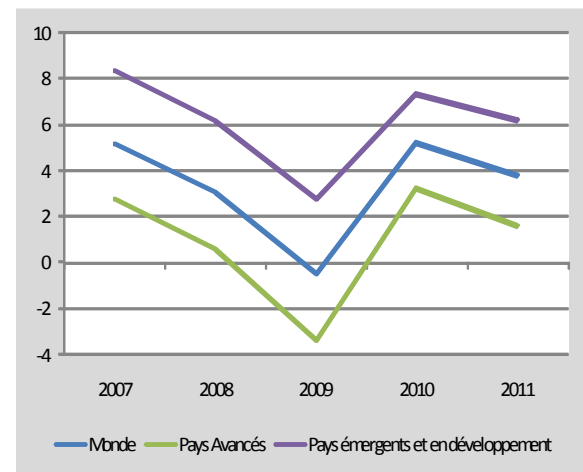
	2008	2009	2010	2011
<b>Monde</b>	<b>3,0</b>	<b>-0,5</b>	<b>5,3</b>	<b>3,9</b>
<b>Pays Avancés</b>	<b>0,5</b>	<b>-3,4</b>	<b>3,2</b>	<b>1,6</b>
Etats-Unis	0,4	-2,6	3	1,7
Zone Euro	0,6	-4,1	1,9	1,4
Japon	-1,2	-6,3	4,4	-0,7
Autres	1,7	-1,2	5,8	3,2
<b>Pays émergents et en développement</b>	<b>6,1</b>	<b>2,7</b>	<b>7,5</b>	<b>6,2</b>
Afrique subsaharienne	5,5	2,8	5,3	5,1
Europe Centrale et Orientale	3,0	-3,6	4,5	5,3
Communauté des Etats Indépendants	5,5	-6,4	4,6	4,9
Asie	7,9	7,2	9,7	7,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	5,1	1,8	4,9	3,5
Amérique latine et Caraïbes	4,3	-1,7	6,2	4,5

(1): variations en p.c. du PIB à prix constants  
Source: FMI, World Economic Outlook, avril 2012

Le recul de la croissance a touché presque toutes les grandes zones économiques bien qu'on observe des disparités géographiques. L'expansion a été plus

modérée dans les pays développés (1,6 contre 3,2 p.c.) alors qu'elle est restée vigoureuse dans les économies émergentes et en développement (6,2 contre 7,5 p.c.).

**Graphique 1 : Evolution de la croissance du PIB mondial (en pourcentage)**



#### I.2. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DANS LES PAYS AVANCES

La croissance dans les économies avancées a été freinée par la crise de la dette souveraine surtout en Europe, les doutes sur la solidité des établissements financiers, la persistance des déséquilibres sur les marchés de l'immobilier et du travail, en particulier aux États-Unis ainsi que les perturbations résultant du tremblement de terre et du tsunami au Japon.

Aux États-Unis, la croissance économique (1,7 contre 3,0 p.c.) s'est poursuivie en 2011 à un rythme beaucoup plus lent qu'en 2010 en raison principalement de la

faiblesse de la demande intérieure. L'expansion économique a été freinée par la persistance des problèmes sur les marchés de l'immobilier et du travail, le renchérissement des matières premières et la diminution des dépenses publiques.

Au Japon, l'activité économique s'est contractée (-0,7 contre 4,4 p.c.) suite au tsunami qui a touché les centrales nucléaires. De fait, cette situation a fortement perturbé la production industrielle et les exportations, surtout dans les secteurs de l'automobile et l'électronique qui avaient été le principal moteur de la croissance durant la première phase de la reprise en 2010.

Au cours de l'année 2011, la croissance économique dans la zone euro s'est ralentie (1,4 contre 1,9 p.c.) en liaison avec les déficits et endettement public élevés, la faiblesse de la production et les tensions sur les marchés financiers. Cette évolution a connu cependant un rythme varié, aussi bien dans le temps que dans l'espace. La croissance économique a été vigoureuse au premier semestre et a par la suite fléchi suite à la crise de la dette publique et aux tensions sur les marchés financiers. Par ailleurs, l'activité s'est inscrite en net recul en Grèce (-6,9 contre -3,5 p.c.) et au Portugal (-1,5 contre 1,4 p.c.), tandis qu'elle est restée robuste en Allemagne (3,6 contre 3,1 p.c.).

### **I.3. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT**

La croissance économique (6,2 contre 7,5) dans les pays émergents et en développement a fléchi en 2011 sous l'effet du resserrement de la politique

macroéconomique pour faire face à la montée des pressions inflationnistes et du ralentissement de la demande extérieure.

Dans les pays émergents et en développement d'Asie, la croissance économique s'est ralentie (7,8 contre 9,7 p.c.) suite à la faiblesse de l'activité dans les principaux pays avancés et surtout aux perturbations de la production de l'industrie japonaise.

Les pays émergents et en développement de l'Europe ont enregistré une accélération de la croissance (5,3 contre 4,5 p.c.) malgré les tensions sur les marchés de la dette de la zone euro. Ces pays ont bénéficié d'une demande intérieure dynamique, soutenue par une politique macroéconomique accommodante.

Dans la Communauté des États indépendants, la croissance économique a légèrement fléchi (4,5 contre 4,6) suite à la morosité de l'activité économique mondiale et à l'aversion croissante des investisseurs pour le risque. Toutefois, ces pays ont tiré profit de la montée des prix des produits de base et des transferts des migrants.

La région de l'Amérique latine et Caraïbes a enregistré un ralentissement de la croissance (4,5 contre 6,2 p.c.) en raison de la faiblesse de la demande extérieure et des politiques macroéconomiques moins accommodantes.

Dans les pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord, la croissance économique a fléchi (3,5 contre 4,9 p.c.) en rapport avec la baisse de la production du pétrole, des recettes touristiques et des entrées de

capitaux suite aux troubles politiques qui ont éclaté dans certains pays de la région.

L'Afrique subsaharienne a également enregistré une baisse de la croissance (5,2 contre 5,4 p.c.) en rapport avec les chocs négatifs exercés sur l'offre par la sécheresse et les guerres civiles qui ont sévi dans certaines régions du continent.

Toutefois, l'activité a été soutenue par une forte demande intérieure et une hausse des exportations de produits de base. Par ailleurs, la région a été moins affectée par les perturbations financières internationales en raison de sa faible intégration aux réseaux industriels et financiers mondiaux.

A l'exception du Rwanda, la croissance économique dans les pays de la Communauté Est Africaine a été caractérisée par une décélération de l'activité économique. En effet, le Rwanda a connu une forte croissance économique (8,6 contre 7,2 p.c.) tirée par tous les secteurs de l'économie grâce à l'amélioration significative des conditions d'accès au crédit. Au Burundi, le taux de croissance du PIB a reculé revenant de 4,8 à 4,2 p.c. en rapport avec les contreperformances du secteur primaire dues aux mauvaises récoltes de café. Au Kenya, le rythme de la croissance économique a fléchi (4,4 contre 5,8 p.c.) en liaison avec la sécheresse et la hausse des prix du carburant et des denrées alimentaires. En Tanzanie, le taux de croissance du PIB s'est également replié (6,4 contre 7,3 p.c.) en rapport avec la pénurie de l'électricité et la baisse des exportations. Le taux de croissance du PIB réel de l'Ouganda a reculé revenant de 6,2

à 5,9 p.c. en rapport avec la baisse des productions vivrières et des services.

#### **I.4. LES ECHANGES MONDIAUX**

La croissance du volume du commerce mondial des biens et services s'est sensiblement décélérée, revenant de 12,7 à 6,9 p.c. d'une année à l'autre. Ce ralentissement est imputable au tremblement de terre au Japon qui a perturbé les échanges, les prix élevés des matières premières ainsi que la faiblesse de la croissance de l'économie mondiale.

#### **I.5. L'INFLATION MONDIALE**

L'inflation mondiale s'est accrue en 2011, passant de 1,6 à 2,7 p.c. dans les pays développés et de 6,1 à 7,2 p.c. dans les pays émergents et en développement. Cette hausse est liée en grande partie à la montée des cours des matières premières notamment énergétiques suite aux tensions politiques observées dans certains pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. En Afrique subsaharienne (8,4 contre 7,5 p.c.), l'inflation a été amplifiée par la crise alimentaire consécutive à la grave sécheresse qui sévit dans la Corne de l'Afrique.

#### **I.6. LES MARCHES FINANCIERS**

Les marchés financiers ont été fragilisés par les craintes de l'instabilité financière suite à la crise de la dette souveraine dans la zone euro et la forte détérioration des perspectives économiques. Les marchés d'actions ont reculé suite à la volatilité des cours, ce qui a poussé les investisseurs à se réfugier dans les obligations publiques des pays jugés plus «sûrs».

## I.7. LES MARCHES DES CHANGES

Au cours de l'année 2011, les marchés de change ont été marqués par la volatilité des cours. L'Euro s'est apprécié par rapport au dollar jusqu'au mois de septembre avant de se déprécier fortement avec l'amplification des problèmes de la dette publique. En fin de compte, l'euro s'est déprécié de 3,2 p.c. vis-à-vis du dollar tandis que le Yuan chinois s'est apprécié de 5,0 p.c. vis-à-vis du dollar en raison de la politique de change flexible adoptée par la banque centrale chinoise. Le yen et le franc suisse se sont appréciés, les deux monnaies ayant été fortement demandées pour constituer des valeurs de refuge pour les investisseurs face aux turbulences financières induites par la crise de la dette souveraine.

## I.8. L'ENDETTEMENT PUBLIC

L'année 2011 a été marquée par la crise de dette souveraine dans la zone euro. Cette crise, qui a éclaté en Grèce en 2010, s'est progressivement étendue à d'autres Etats de la zone engendrant des craintes quant à la stabilité financière et la viabilité de la dette publique. Mesuré par rapport au PIB, l'endettement public brut est passé de 98,5 à 102,9 p.c. aux Etats-Unis et de 85,7 à 88,1 p.c. dans la zone euro. En revanche, ce ratio s'est replié dans les pays émergents et en développement, revenant de 25,2 à 23,8 p.c. La problématique qui se pose actuellement est la réduction de la dette et du niveau des déficits publics tout en essayant de promouvoir la croissance et l'emploi.

## I.9. LES TRANSFERTS

Les transferts de fonds ont poursuivi leur progression en 2011. D'après les estimations de la Banque Mondiale, ils se sont établis à 440 contre 406 milliards de dollars l'année précédente. Ceux en faveur des pays en développement ont atteint 351 contre 325 milliards de dollars, soit une augmentation de 8,0 p.c.

## I.10. LA COOPERATION INTERNATIONALE

Au cours de l'année 2011, la Banque Mondiale s'est essentiellement efforcée à aider les pays en développement à surmonter les défis du moment, notamment les changements survenus dans le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, la hausse et la volatilité des prix des denrées alimentaires et des carburants, l'accélération de l'inflation sur les marchés émergents avec les risques de surchauffe et les ravages occasionnés par les catastrophes naturelles.

En effet, les décaissements de la BIRD se sont élevés à 21,9 contre 28,9 milliards de dollars en 2010, ceux de l'IDA, le fonds de la Banque pour les pays les plus pauvres, ont représenté 16,3 milliards de dollars, soit un accroissement de 12 p.c. par rapport à l'exercice précédent.

Dans ces financements, l'Afrique a bénéficié de plus 7,1 milliards de dollars dont 7 milliards fournis par l'IDA et 56 millions par la BIRD.

Le Fonds Monétaire International a continué à renforcer la surveillance du système financier international et à soutenir les pays membres dans leurs efforts de renouer avec une croissance vigoureuse et soutenue. A cet effet, il a mis sur pied de nouvelles dispositions pour renforcer les activités de surveillance afin de mieux détecter et maîtriser les risques qui se dessinent à l'échelle de l'économie mondiale. Il s'est également attaché à fournir des conseils en matière de politiques économiques et des appuis techniques et budgétaires pour faire face aux besoins de financement. A l'égard des pays à faible revenu, le FMI a accordé un montant de 142,2 milliards de DTS au titre des prêts non concessionnels et 1,1 milliard de DTS pour les financements concessionnels.

Concernant le Burundi, la Banque Mondiale a approuvé le financement des projets : Gestion environnementale du Lac Victoria (Burundi et Rwanda), Développement du secteur routier (Financement additionnel) et Développement du secteur privé (Financement additionnel) pour un montant total de 57 millions de dollars. S'agissant des tirages, la Banque Mondiale a décaissé, au cours de cette année, environ 13,1 millions de dollars pour financer différents projets. En vertu de l'accord triennal de juillet 2008 au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC), le FMI a autorisé le décaissement de 20,9 millions de dollar américain au profit du Burundi après la cinquième et la sixième revue des performances macroéconomiques.

## II.EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

### II.1. PRODUCTION ET PRIX

#### II.1.1. PRODUCTION

Au cours de l'année 2011, le taux de croissance de l'économie burundaise s'est décéléré, s'établissant à 4,2 contre 4,8 p.c. en 2010. Ce ralentissement est imputable à la baisse de la production du secteur primaire (-1,1 contre 6,2 p.c.) alors que les secteurs secondaire (11,2 contre 6,8 p.c.) et tertiaire (5,2 contre 3,0 p.c.) ont enregistré une amélioration de l'activité.

Le secteur primaire a pâti de la baisse de la croissance de l'agriculture vivrière (0,7 contre 2,8 p.c.) et surtout de l'agriculture d'exportation (-29,5 contre 129,6 p.c.) en rapport avec la chute de la production de café.

La valeur ajoutée de l'agriculture vivrière a décéléré son rythme de croissance (0,7 contre 2,8 p.c.) en rapport avec la mauvaise pluviosité, l'insuffisance des intrants agricoles et la prévalence de certaines maladies phytosanitaires.

Concernant l'agriculture d'exportation, la campagne café 2011/2012 a été moins productive que la précédente (19.240 contre 31.444 T de café parche) en raison du phénomène de cyclicité du rendement des cafiers. Toutefois, cette diminution de la production a été moins importante que celle attendue en rapport avec la bonne pluviosité, l'application d'engrais et l'entrée en production de nouvelles plantations.

En dépit de la baisse des superficies exploitées (2.399 contre 2.820 ha), la récolte de coton graine a progressé de 11,2

p.c., passant de 1.672 à 1.860 T, grâce à la disponibilité des produits phytosanitaires et au bon entretien des plantations

feuilles vertes, soit une hausse de 7,8 p.c. grâce à la bonne pluviosité et l'application d'engrais.

La production théicole a également augmenté passant de 37.877 à 40.849 T de

**Tableau 2 : Produit Intérieur Brut (\*)**

	2007	2008	2009	2010	2011
A. Milliards de francs (à prix courants)					
<b>1. SECTEUR PRIMAIRE</b>	<b>512,6</b>	<b>726,3</b>	<b>827,2</b>	<b>1 022,8</b>	<b>1 104,4</b>
- Agriculture vivrière (1)	488,7	675,6	808,3	950,1	1 045,9
dont agriculture vivrière proprement dite	434,7	609,0	729,6	856,8	939,1
- Agriculture d'exportation	23,8	50,8	18,9	72,7	58,5
<b>2. SECTEUR SECONDAIRE</b>	<b>251,7</b>	<b>294,6</b>	<b>364,2</b>	<b>442,7</b>	<b>545,0</b>
- Industries, mines et énergie (2)	193,5	233,7	295,3	361,1	438,7
- Construction	58,3	60,9	68,9	81,6	106,4
<b>3. SECTEUR TERTIAIRE</b>	<b>585,7</b>	<b>732,4</b>	<b>831,9</b>	<b>888,1</b>	<b>1 006,7</b>
- Services marchands	409,9	509,3	570,4	566,1	663,3
- Services non marchands	175,8	223,1	261,5	322,0	343,4
<b>4. PIB AU COUT DES FACTEURS (1 + 2 + 3)</b>	<b>1 350,0</b>	<b>1 753,3</b>	<b>2 023,3</b>	<b>2 353,6</b>	<b>2 656,1</b>
5. IMPOTS INDIRECTS MOINS SUBVENTIONS	117,2	157,8	182,1	211,9	239,1
<b>6. PIB AUX PRIX DU MARCHE (4 + 5)</b>	<b>1 467,2</b>	<b>1 911,1</b>	<b>2 205,4</b>	<b>2 565,5</b>	<b>2 895,2</b>
B. Variations en p.c. (à prix constants) (3)					
<b>1. SECTEUR PRIMAIRE</b>	<b>-10,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>-0,9</b>	<b>6,2</b>	<b>-1,1</b>
- Agriculture vivrière	-6,4	-2,5	2,9	2,8	0,7
dont agriculture vivrière proprement dite	-6,2	0,2	2,3	2,2	0,0
- Agriculture d'exportation	-53,6	51,7	-57,6	129,6	-29,5
<b>2. SECTEUR SECONDAIRE</b>	<b>6,7</b>	<b>1,0</b>	<b>5,8</b>	<b>6,8</b>	<b>11,2</b>
- Industries, mines et énergie	3,2	-1,9	3,8	5,0	11,2
- Construction	20,5	10,9	11,5	11,8	11,4
<b>3. SECTEUR TERTIAIRE</b>	<b>18,3</b>	<b>10,3</b>	<b>6,8</b>	<b>3,0</b>	<b>5,2</b>
- Services marchands	10,5	1,3	3,0	-7,7	6,4
- Services non marchands	39,2	29,6	13,0	19,2	3,9
<b>4. P.I.B. AU COUT DES FACTEURS</b>	<b>3,8</b>	<b>4,6</b>	<b>3,8</b>	<b>4,8</b>	<b>4,2</b>
5. IMPOTS INDIRECTS MOINS SUBVENTIONS	0,5	8,3	3,8	4,8	4,2
<b>6. PIB AUX PRIX DU MARCHE</b>	<b>3,5</b>	<b>4,9</b>	<b>3,8</b>	<b>4,8</b>	<b>4,2</b>

(\*) : Données estimées à partir de l'année 2009.

(1) : Agriculture vivrière proprement dite, élevage, pêche et sylviculture.

(2) : Y compris l'artisanat.

(3) : Variations (prix de 2005).

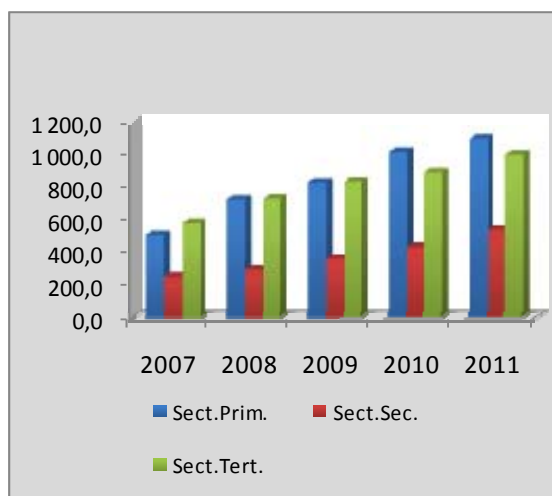
Source : MFPDE.

L'accélération de la croissance de la valeur ajoutée du secteur secondaire (11,2 contre 6,8 p.c.) a concerné la branche des industries, mines et énergie (11,2 contre 5,0 p.c.) alors que celle de la construction a légèrement fléchi (11,4 contre 11,8 p.c.).

Au niveau de l'industrie, l'indice moyen pondéré de la production industrielle a progressé de 8,7 p.c., passant de 110,6 à 120,2 d'un exercice à l'autre, en raison de la bonne tenue des industries alimentaires, chimiques et des autres industries.



**Graphique 2 : Produit Intérieur Brut par secteur d'activité (en Mds de BIF aux prix courants)**



La production de l'énergie électrique a augmenté de 2,7 p.c., s'établissant à 245,4 contre 238,9 GWH l'exercice précédent suite à la hausse de la production des centrales hydroélectriques de Mugere, Nyemanga et Ruvyironza. Toutefois, la demande a augmenté plus rapidement que l'offre, creusant davantage le déficit énergétique. Pour faire face à cette situation, la REGIDESO a recouru à des délestages réguliers aussi bien dans la ville de Bujumbura qu'à l'intérieur du Pays.

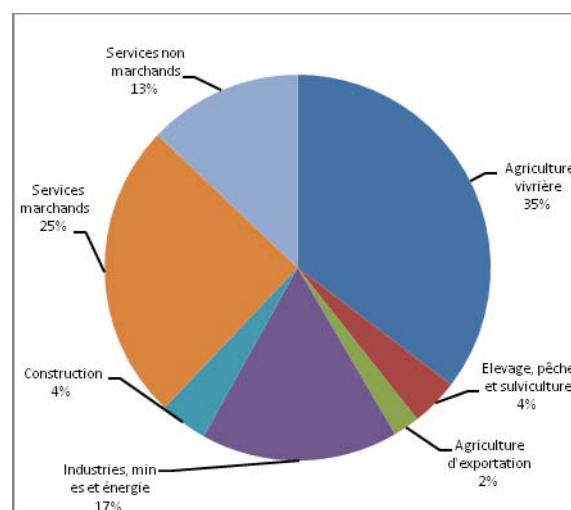
L'activité de la branche de la construction a légèrement diminué tout en gardant une croissance robuste (11,4 contre 11,8 p.c.) grâce aux travaux d'aménagement et de viabilisation des terrains à bâtir ainsi qu'à la construction des différents ouvrages tant publics que privés à travers tout le pays.

Le secteur tertiaire s'est accéléré (5,2 contre 3,0 p.c.) en liaison avec la progression des services marchands (6,4 contre -7,7 p.c.) dans les domaines du transport et des télécommunications, du

commerce et des autres services, qui a l'emporté sur le ralentissement de la croissance des services non marchands (3,9 contre 19,2 p.c.).

La répartition du PIB par branche d'activité fait ressortir l'importance des branches de l'agriculture vivrière (35 p.c.) et des services non marchands (25 p.c.) au détriment de la branche des industries, mines et énergie (17 p.c.) traduisant un faible niveau d'industrialisation de l'économie.

**Graphique 3: Structure du PIB au coût des facteurs (en Mds de BIF aux prix courants)**



## II.1.1.1. Contributions sectorielles

### II.1.1.1.1. Secteur primaire

Le secteur primaire englobe essentiellement l'agriculture vivrière et l'agriculture d'exportation.

#### II.1.1.1.1.1. Agriculture vivrière

La valeur ajoutée de l'agriculture vivrière au sens large a enregistré un taux de croissance de 0,7 contre 2,8 p.c. l'année précédente. Cette décélération a été observée dans les productions vivrières proprement dite (0,0 contre 2,2 p.c.) et celles de la pêche (-37,1 contre 17,6).

**Tableau 3 : Evolution des principales productions vivrières (E.C.<sup>1</sup>)**

	2008	2009	2010	2011
<b>A. Milliers de tonnes d'E.C</b>				
Céréales	287	298	312	322
Légumineuses	222	239	235	242
Tubercules et Racines	486	485	520	528
Bananes	125	129	137	140
<b>Total</b>	<b>1 120</b>	<b>1 151</b>	<b>1 204</b>	<b>1 231</b>
<b>B. Variation en p.c.</b>				
Céréales	-1,0	-1,0	5,0	3,1
Légumineuses	-7,0	-7,0	-2,0	3,0
Tubercules et Racines	0,1	0,1	7,0	1,5
Bananes	2,5	3,2	6,0	2,0
<b>Total</b>	<b>-0,8</b>	<b>2,8</b>	<b>5,0</b>	<b>2,2</b>

Source: Estimations MINAGRIE-FAO

Les productions vivrières proprement dites ont progressé moins rapidement que l'année précédente (2,2 contre 5,0 p.c.), atteignant 1.230.756 contre 1.204.000 T d'EC suite à la mauvaise pluviosité qui a prévalu dans certaines régions, à l'insuffisance des intrants agricoles et à la prévalence de certaines maladies phytosanitaires.

La production du riz s'est accrue de 10,1 p.c. passant de 83.019 à 91.417 T grâce à la bonne pluviosité. Dans les périmètres encadrés par la SRDI, la production agronomique s'est maintenue à 22.000 T avec un rendement moyen de 5,5 T par hectare. Les variétés V14 et V18 restent prépondérantes dans ce périmètre en raison de leur forte rentabilité.

La production du palmier à huile a reculé de 15,1 p.c., revenant de 11.418 à 9.689 T en liaison avec la poursuite du programme d'abattage-replantation pour renouveler

les palmeraies et la cyclicité biennale des rendements.

La production de cannes à sucre a atteint 206.883 contre 164.490 T, soit une progression de 25,8 p.c., en rapport avec l'augmentation des superficies récoltées, la bonne pluviosité et le bon entretien des plantations. Aussi, le rendement moyen par hectare s'est-il considérablement amélioré de 36,7 p.c., passant de 88,5 à 121 T en raison de l'exploitation des bas fonds qui sont propices à cette culture.

Concernant la pêche, les prises dans le lac Tanganyika ont reculé de 31,0 p.c., revenant de 17.491 à 12.069 T en 2010 tandis qu'elles ont atteint 257 T contre 111 T dans les lacs du Nord. Par ailleurs, le département de la pêche a poursuivi l'encadrement des pêcheurs afin de lutter contre les pratiques illicites et la recherche-développement en matière de conservation.

Le Centre National pour le Développement de l'Aquaculture et de la Pêche Artisanale (CNDAPA) s'est attelé à promouvoir la pisciculture dans les différentes régions du pays. Ainsi, les activités de distribution des alvins et la poursuite de l'aménagement des étangs piscicoles associés à l'élevage ont été réalisées notamment à Kayanza, Bubanza, Cibitoke, Gitega et Bujumbura.

Dans le domaine de l'élevage, les actions de repeuplement et d'accompagnement ont été poursuivies avec l'appui des intervenants dans ce secteur. Ainsi, plus de 791 bovins, 23.259 caprins, 1.800 porcins et 24.458 volailles ont été distribués à travers le pays. De même, la lutte contre certaines maladies comme la maladie de Newcastle sur la volaille, la peste porcine africaine, la dermatose nodulaire et la fièvre aphteuse des bovins ainsi que l'amélioration de l'hygiène et de l'alimentation ont été renforcées.

<sup>1</sup> EC (Equivalent-Céréales) : C'est la quantité de céréales ayant la même valeur calorique que la production agricole considérée. Elle est égale à 1 pour les céréales et les légumineuses, à 0,314 pour les tubercules et racines et à 0,0714 pour les bananes et plantains

Les activités sylvicoles ont concerné l'élargissement de la couverture forestière, la gestion et la protection du patrimoine forestier et la protection de l'environnement. Dans le cadre du Programme National de Reboisement, avec l'appui des partenaires, le Département des forêts a planté plus de 12,0 millions d'arbres forestiers et agro forestiers ainsi que 2,3 millions d'arbres fruitiers.

#### II.1.1.1.2. Agriculture d'exportation

L'agriculture d'exportation a enregistré une baisse de la production par rapport à l'année précédente, la valeur ajoutée ayant reculé de 29,5 p.c. suite à la chute de la récolte de café Arabica.

#### A. Café

La production caféicole de la campagne 2011/2012 a fortement baissé suite au phénomène de cyclicité des rendements des caféiers. Le volume du café Arabica en parche s'est établi à 19.240 contre 31.444 T la campagne précédente, soit une chute de 38,8 p.c. Toutefois, en comparaison avec les campagnes 2009/2010 et 2007/2008 aussi moins productives, la baisse de la production de cette campagne a été relativement moins élevée en raison de la bonne pluviosité, de l'application des fertilisants minéraux et de l'entrée en production des jeunes caféiers.

Tableau 4: Production de café parche et vert par campagne (en tonnes)

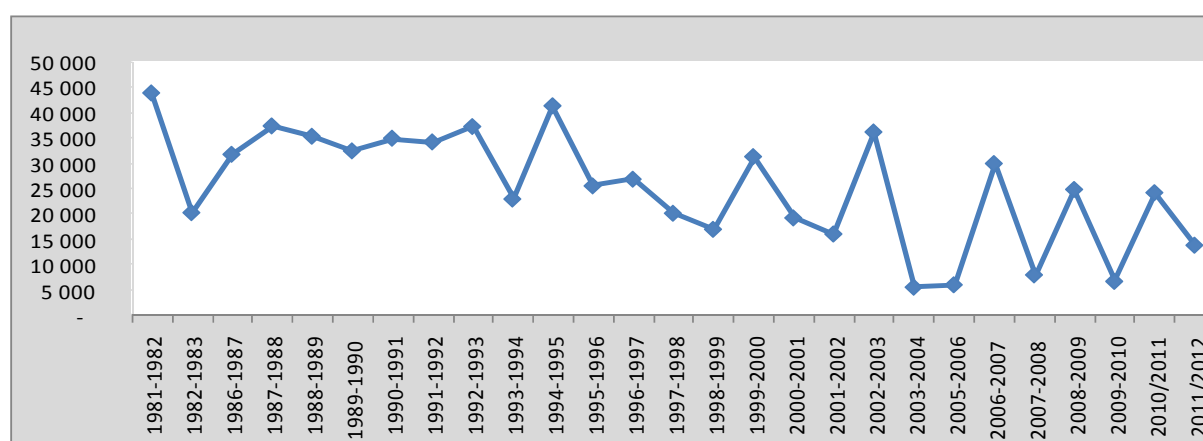
	ARABICA			ROBUSTA	
	Café parche	Café vert	Rendement	Café vert	Total vert
2007-2008	10 433	8 071	77,4	11	8 082
2008-2009	32 527	24 863	76,4	-	24 863
2009-2010	9 056	6 814	75,2	-	6 814
2010/2011	31 444	24 130	76,7	-	24 130
2011/2012	19 240	14 228	73,9	-	14 228

Source : ARFIC (EX-OCIBU).

Concernant la qualité, la part du café *Fully Washed* dans les apports de la parche a reculé (45,3 contre 48,4 p.c.) en raison de

la concurrence des intervenants dans la collecte du café *Washed*.

Graphique 4: Evolution de la production du café vert (en tonnes)

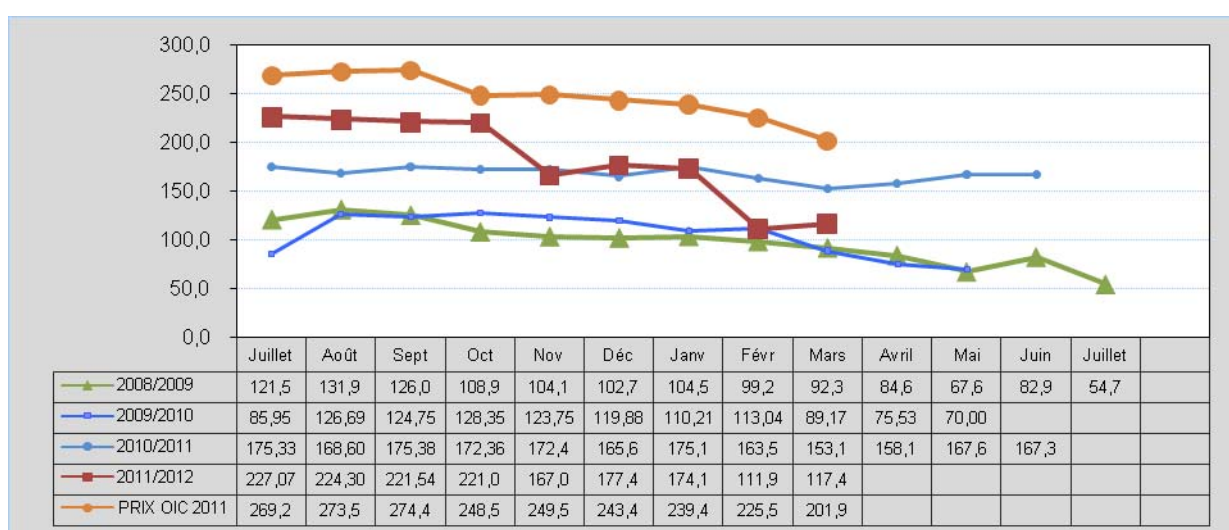


Après usinage, la production du café marchand s'est établie à 14.228 contre 24.130 T la campagne précédente, soit une baisse de 41,0 p.c. De même, le rendement moyen à l'usinage a fléchi, revenant de 76,7 à 73,9 p.c.

La commercialisation s'est déroulée dans un contexte favorable des cours. Le volume

de café vert vendu s'est élevé à 14.074 T pour une valeur de 61.660.214,29 USD contre respectivement 23.760 T et 78.210.237,52 USD la campagne précédente. Le prix moyen s'est ainsi établi à 198,72 contre 149,31 cts/lb, soit une amélioration des cours de 33,1 p.c.

**Graphique 5 : Evolution des prix de vente du café arabica par campagne (prix moyens mensuels en cts/lb)**



Au cours de la campagne 2011/2012, les prix ont fluctué à la baisse, revenant de 227,07 cts/lb au mois de juillet 2011 pour atteindre 117,4 cts/lb en mars 2012. Cette évolution des prix a suivi la conjoncture des cours sur le marché international. En effet, le prix moyen mensuel OIC du café Arabica « Autres doux » sur le marché de New York a également connu une volatilité, revenant de 269,2 à 201,9 cts/lb sur la même période.

## B. Coton

La production de coton-graines s'est accrue de 13,0 p.c., passant de 1.672 à 1.860T en

rapport avec la disponibilité des produits phytosanitaires et le bon entretien des champs de coton. Les superficies récoltées ont, par contre, diminué de 14,9 p.c., revenant de 2.820 à 2.399 ha en liaison avec l'abandon d'une partie des champs suite aux inondations et au manque de suivi des itinéraires techniques. Ainsi, le rendement moyen par hectare s'est amélioré de 30,7 p.c., passant de 593 à 775 kg/ha.

**Tableau 5: Production de coton et superficies productives par région (en tonnes et en hectares)**

REGION	2007		2008		2009		2010		2011	
	T	Ha	T	Ha	T	Ha	T	Ha	T	Ha
IMBO NORD	1 552	1 914	1 458	1 947	1 188	1 651	861	1 397	1 035	1 357
IMBO SUD	1 105	1 599	1 252	2 254	1 253	2 179	772	1 316	785	980
MOSO	213	385	145	318	63	274	35	96	36	52
NYANZA-LAC+ RDC	16	28	32	89	10	60	3	11	4	10
<b>TOTAL</b>	<b>2 886</b>	<b>3 925</b>	<b>2 887</b>	<b>4 608</b>	<b>2 513</b>	<b>4 165</b>	<b>1 672</b>	<b>2 820</b>	<b>1 860</b>	<b>2 399</b>
Rendement (kg/ha)		735		627		603		593		775
COTON FIBRE	1 231		1 222		1 054		731		803	
Rendement à l'égrainage	42,9		42,3		41,8		43,5		43,2	

Source : COGERCO

Après l'égrenage, le volume de coton-fibre produit a progressé de 9,8 p.c., s'établissant à 803 contre 731 T en raison de la hausse de la production de coton-graine. Toutefois, le rendement à l'égrenage a fléchi, revenant de 43,5 à 43,2 p.c.

### C. Thé

La production de thé en feuilles vertes a augmenté de 7,8 p.c., passant de 37.877 à

40.849 T d'une année à l'autre, en rapport avec la bonne pluviosité et l'application d'engrais. A l'exception du complexe théicole d'Ijenda qui a connu une légère diminution (-0,6 p.c.), cet accroissement de la production a été observé dans tous les autres complexes théicoles, notamment à Buhoro (22,4 p.c.), Rwegura (15,5 p.c.), Tora (5,3 p.c.) et Teza (3,0 p.c.).

**Tableau 6: Production de thé**

	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Production de feuilles vertes (tonnes)</b>	<b>33 676</b>	<b>31 792</b>	<b>31 832</b>	<b>37 877</b>	<b>40 849</b>
Superficie plantée (ha)	8 990	8 990	9 003	9 051	9 051
Superficie en production (ha)	7 605	7 605	7 605	7 605	7 605
Rendement à l'ha (kg)	4 428	4 180	4 186	4 980	5 371
<b>Production de thé sec (tonnes)</b>	<b>6 868</b>	<b>6 715</b>	<b>6 731</b>	<b>8 025</b>	<b>8 817</b>
Rendement à l'usinage (en p.c.)	20,4	21,1	21,1	21,2	21,6

Source : OTB.

La quantité de thé sec produit après usinage s'est accrue de 9,9 p.c., passant de 8.025 à 8.817 T d'une d'année à l'autre. Le rendement moyen à l'usinage s'est amélioré, s'établissant à 21,6 contre 21,2 p.c. en raison du bon état des équipements de transformation.

En ce qui concerne la commercialisation, le produit des ventes a augmenté de 23,4 p.c., s'établissant à 29.120 contre 23.590 MBIF en raison de la hausse des quantités vendues (8.375 contre 7.692 T) et de la bonne tenue des cours (3.477 contre 3.067 BIF/Kg).

Tableau 7 : Ventes de thé sec

	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Enchères Mombasa</b>					
Volume (T)	4 505	4 675	4 491	5 768	6 561
Valeur (MBIF)	6 572	11 882	13 470	17 525	22 824
Prix Moyen (BIF/kg)	1 459	2 542	2 999	3 038	3 479
Prix Moyen (\$/kg)	1,36	2,14	2,44	2,47	2,77
<b>Marchés Directs</b>					
Volume (T)	1 991	1 355	1 801	1 551	1 404
Valeur (MBIF)	3 382	3 694	5 476	4 952	5 115
Prix Moyen (BIF/kg)	1 699	2 727	3 040	3 193	3 644
Prix Moyen (\$/kg)	1,56	2,28	2,47	2,61	2,92
<b>Ventes Locales</b>					
Volume (T)	547	472	387	373	410
Valeur (MBIF)	670	879	1 008	1 114	1 181
Prix Moyen (BIF/kg)	1 225	1 864	2 600	2 989	2 879
<b>TOTAL</b>					
<b>Volume (T)</b>	<b>7 043</b>	<b>6 501</b>	<b>6 680</b>	<b>7 692</b>	<b>8 375</b>
<b>Valeur(MBIF)</b>	<b>10 624</b>	<b>16 455</b>	<b>19 953</b>	<b>23 590</b>	<b>29 120</b>
Prix Moyen (BIF/kg)	<b>1 509</b>	<b>2 531</b>	<b>2 987</b>	<b>3 067</b>	<b>3 477</b>

Source : OTB.

Cette amélioration des prix est liée à la bonne qualité du thé et à la hausse des cours sur le marché de Mombasa, en rapport avec l'insuffisance de l'offre face à une demande mondiale croissante.

#### II.1.1.1.2. Secteur secondaire

L'accroissement de la valeur ajoutée du secteur secondaire s'est accéléré, passant de 6,8 à 11,2 p.c. suite principalement aux performances de la branche de l'industrie (11,2 contre 5,0 p.c.).

L'industrie manufacturière a été marquée, dans son ensemble, par un accroissement d'activité en liaison avec l'augmentation de la production des branches des industries alimentaires, chimiques et des autres industries. De fait, l'indice moyen pondéré de la production industrielle s'est accru de 8,7 p.c. passant de 110,6 à 120,2 d'un exercice à l'autre.

Tableau 8 : Indice pondéré de la production industrielle

Industrie	INDUSTRIES ALIMENTAIRES			INDUSTRIES CHIMIQUES			AUTRES			INDICE PONDERE
	dont			dont			dont			
Période	Boissons	Sucre	S/Total	Peinture	Savons	S/Total	Tubes PVC	Plaques en fibro-ciment	S/Total	
2007	57,4	19,9	90,5	1,7	1,3	5,3	0,7	0,0	0,7	96,5
2008	60,0	18,0	90,2	1,7	2,7	7,6	0,4	0,0	0,4	98,2
2009	60,0	14,1	88,5	1,5	2,9	6,9	0,5	0,0	0,6	96,0
2010	71,7	17,2	103,5	1,8	2,6	6,9	0,5	0,0	0,6	110,6
2011	75,5	20,4	110,2	2,1	4,2	9,2	0,7	0,0	0,8	120,2

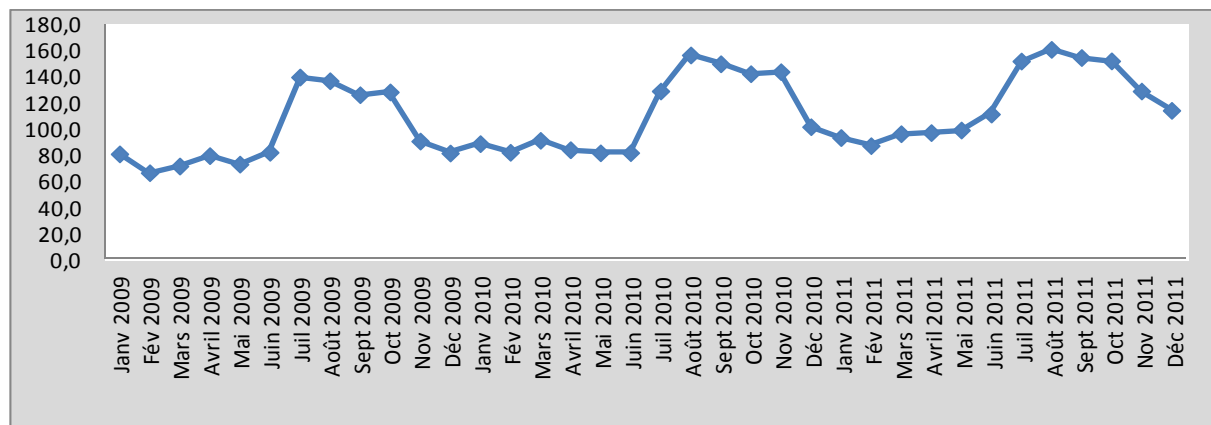
L'accroissement d'activité de la branche des industries alimentaires a été principalement tiré par l'augmentation de

la production de boissons (5,2 p.c.), de sucre (18,3p.c.) et de cigarettes (11,6 p.c.).

L'activité des industries chimiques a augmenté en rapport essentiellement avec la progression de la production des peintures (13,9 p.c.) et des savons (61,8 p.c.).

De son côté, la valeur ajoutée des autres industries a été tirée par l'augmentation de la production des tubes en PVC (29,1 p.c.).

**Graphique 6 : Evolution de l'Indice général de la production industrielle (1989=100)**



La production annuelle d'électricité s'est accrue de 2,7 p.c., s'élevant à 245,4 contre 238,9 GWH l'année précédente. Cette augmentation a résulté principalement de la hausse de la production des Centrales hydroélectriques de Mugere, de Nyemanga et de Ruvyironza.

Cependant, le rythme de croissance de la demande d'électricité a été plus rapide que l'offre ce qui a conduit la REGIDESO à recourir aux délestages de courant électrique tant à Bujumbura qu'à l'intérieur du pays durant toute l'année.

L'Office National de la Tourbe a poursuivi l'exploitation des tourbières sur ses sites de Gisozi, Matana, Gitanga et Buyongwe mais la production s'est repliée de 39,0 p.c., revenant de 13.111 à environ 8.000 T d'une année à l'autre en liaison avec des problèmes de trésorerie consécutifs aux difficultés de recouvrement auprès de sa clientèle.

Dans le secteur de la géologie et des mines, les travaux ont porté sur l'encadrement technique des exploitations artisanales des substances minérales et des matériaux de construction, l'inventaire des zones filoniennes susceptibles de renfermer les minéralisations de grande valeur économique tels que l'or, le wolframite et la colombo-tantalite, la recherche minière et géologique dans les périmètres de Marangara pour la cassitérite et les minerais associés ainsi que la cartographie géologique à Buhinyuza et Mwakiro.

Le volume des minerais produits s'est élevé à 505,1 T de wolframite, 21,0 T de cassitérite et 158,8 T de colombo-tantalite contre respectivement 336,7 T; 28,7 T et 67,4 T l'année précédente.

Bien que le rythme de croissance ait décéléré (11,4 contre 11,8 p.c.), la branche de la construction a gardé une activité soutenue en liaison avec les réalisations de la Direction Générale de l'Urbanisme et de

l'Habitat, de l'ECOSAT et de la SIP qui ont principalement porté sur les études et les travaux d'aménagement et de viabilisation des terrains, la prospection de sites à aménager pour la production des parcelles à usage résidentiel à Bujumbura Mairie, Gitega, Ngozi, Bujumbura Rural, Mwaro, Rutana, Karuzi, Bubanza, Cibitoke, Muramvya et Ruyigi ainsi que la construction d'un 4ème Bloc de logements collectifs à Kigobe Nord.

Dans le domaine des infrastructures routières, sur financement du Gouvernement et des différents partenaires du développement (l'IDA, le FED, la BADEA-OFID, la BAD le FAD), l'Office des Routes a réalisé les travaux de réhabilitation et d'entretien du réseau routier existant, la construction des routes neuves revêtues telles que la RN9 Bujumbura-Ndora (40,2 Km) et la RN13 Ruyigi-Cankuzo (48,5Km) ainsi que des travaux d'intervention d'urgence. Le coût des réalisations a été estimé à 129.627,6 MBIF.

### II.1.1.1.3. Secteur tertiaire

Le taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur tertiaire s'est accru (5,2 contre 3,0 p.c.) en rapport avec l'accélération de l'activité dans les branches de transport et télécommunication (6,0 contre 3,5 p.c.), de commerce (3,0 contre 2,7 p.c.) et des autres services marchands (12,4 contre -13,5 p.c.) tandis que le rythme de croissance de l'administration publique a faibli (1,4 contre 13,6 p.c.).

Le transport lacustre a légèrement augmenté de 1,1 p.c., le tonnage des entrées et sorties de marchandises au port de Bujumbura ayant passé de 231.271 à 233.773 T. Cette augmentation est liée essentiellement à l'accroissement des importations de produits alimentaires (14.162 contre 4.869 T, soit 190,9 p.c.)

Le trafic aérien a, pour sa part, connu une régression. Au cours de l'année 2011, les avions ont effectué 6.341 contre 6.900 mouvements l'année précédente, soit une diminution de 8,1 p.c., en raison du recul enregistré par l'aviation générale et l'entraînement au pilotage (793 contre 2.110). Les mouvements de l'aviation commerciale ont par contre progressé (5.548 contre 4.790) en liaison avec l'ouverture d'une ligne de *Uganda Air* avec trois fréquences hebdomadaires. Par ailleurs, le nombre de passagers s'est accru de 24,0 p.c. (207.581 contre 167.464) alors que le tonnage des bagages a chuté de 49,9 p.c. (540 contre 1.077 T). Enfin, le total du fret (2.849 contre 3.445 T) et le volume des colis postaux (73 contre 80 T) ont respectivement diminué de 17,3 p.c. et de 8,8 p.c.



Tableau 9 : Trafic a l'aéroport international de Bujumbura

		2007	2008	2009	2010	2011
ARRIVEES	Passagers	89 538	95 926	103 410	102 669	127 628
	Bagages (en T)	491	608	736	659	329
	Fret (en T)	2 251	2 184	2 416	3 114	2 560
	Poste (en T)	38	40	51	45	47
DEPARTS	Passagers	62 751	68 709	79 350	64 795	79 953
	Bagages (en T)	403	401	495	418	211
	Fret (en T)	278	365	275	331	289
	Poste (en T)	24	26	33	35	35
AERONEFS		5 414	5 185	5 655	6 900	6 341
(Arrivées et départs)						
Source: RSA						

Dans le secteur des télécommunications, le pays a entamé, avec l'aide de la Banque Mondiale, le projet de construction d'un réseau de télécommunications large bande à fibre optique marine qui reliera le Burundi au réseau international. A ce titre, une licence a été attribuée à la société Burundi Backbone System (BBS) qui, à son tour, a signé un contrat de concession avec l'ARCT.

Par ailleurs, sur financement de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT), une licence a été octroyée à l'Office Nationale des Télécommunications (ONATEL) pour l'exploitation d'un réseau de connexion à haut débit qui devra connecter les écoles et les principaux hôpitaux.

En outre, l'ARCT a procédé aux réaménagements des bandes de fréquences des réseaux mobiles en allouant les ressources de façon équitable à tous les opérateurs du secteur de la téléphonie mobile en vue de corriger les déséquilibres et favoriser la compétitivité sur ce marché.

Au niveau de l'industrie des assurances, les primes émises ont progressé de 22,6 p.c., passant de 21.122,6 à 25.903,4 MBIF, d'une année à l'autre alors que les indemnités des sinistrés ont augmenté de 19,2 p.c. (7.758,9 contre 6.508,2 MBIF).

Concernant les autres services privés, les recettes touristiques ont sensiblement augmenté de 34,5 p.c. passant de 2.166,4 à 2.914,3 MBIF d'une année à l'autre.

Quant aux services non marchands, représentés par l'administration publique, la croissance s'est décélérée (3,9 contre 19,2 p.c.) en rapport avec la baisse de 4,2 p.c. des effectifs recrutés à la Fonction Publique (7.629 contre 7.964).

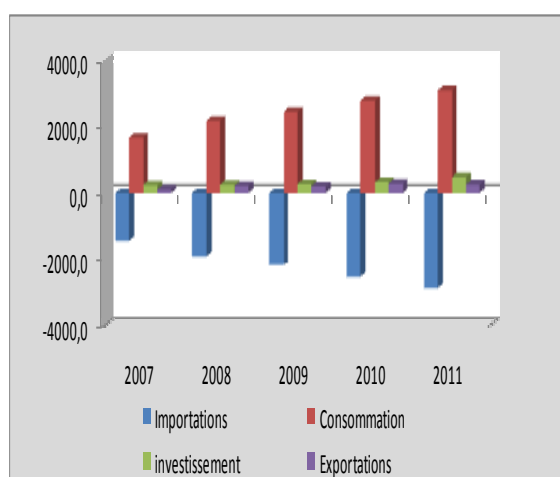
#### II.1.1.2. La demande

Les emplois de l'économie se sont accrus moins rapidement que l'année précédente (3,6 contre 4,4 p.c.), l'accélération de la demande intérieure (4,9 contre 3,7 p.c.) ayant été freinée par le recul des exportations de biens et services non facteurs (-16,5 contre 15,2 p.c.).

**Tableau 10 : Ressources et Emplois (\*)**

	2007	2008	2009	2010	2011
A. Milliards de francs (à prix courants)					
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	1 467,2	1 911,1	2 205,4	2 565,5	2 895,2
2. Importations (biens et services non facteurs)	469,2	701,4	672,0	769,9	868,3
<b>3. Ressources = Emplois</b>	<b>1936,4</b>	<b>2612,5</b>	<b>2877,4</b>	<b>3335,4</b>	<b>3763,5</b>
4. Dépenses intérieures	1836,9	2411,2	2684,2	3065,9	3517,4
- Consommation	1 612,8	2 172,0	2 425,0	2 752,1	3 059,0
- Investissement brut(**)	224,1	239,2	259,2	313,8	458,4
5. Exportations (biens et services non facteurs)	99,5	201,3	193,2	269,5	246,1
B. Variations en p.c. (à prix constants)					
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	3,5	4,9	3,8	4,8	4,2
2. Importations (biens et services non facteurs)	-2,3	26,9	6,3	3,4	2,1
<b>3. Ressources = Emplois</b>	<b>2,0</b>	<b>10,4</b>	<b>4,5</b>	<b>4,4</b>	<b>3,6</b>
4. Dépenses intérieures	2,2	7,6	5,8	3,7	4,9
- Consommation	3,6	8,1	2,3	7,3	2,4
- Investissement brut	-6,3	4,6	29,6	-14,9	22,3
5. Exportations (biens et services non facteurs)	-1,6	67,3	-12,5	15,2	-16,5
(*) : Données estimées à partir de l'année 2009.					
(**) : Investissement brut= Formation brute de Capital Fixe + Variation des stocks					
Source : MFPDE.					

Au niveau des emplois intérieurs, les investissements bruts se sont nettement redressés (22,3 contre -14,9 p.c.) alors que la consommation s'est repliée (2,4 contre 7,3 p.c.).

**Graphique 7 : Evolution des emplois du PIB (En Mds de BIF aux prix courants)**


Les exportations des biens et services non facteurs ont fléchi (-16,5 contre 15,2 p.c.) en rapport essentiellement avec la diminution, en termes réels, des

exportations de café de la campagne 2011/2012 qui a été moins productive.

### II.1.1.2.1. Evolution de la demande intérieure

La demande intérieure s'est accélérée en rapport avec le redressement de la croissance des dépenses d'investissement alors que le taux de croissance des dépenses de consommation s'est ralenti. Les dépenses d'investissement ont enregistré une reprise (22,3 contre -14,9 p.c.) suite essentiellement au redressement de la variation des stocks (3,5 contre -252,2 p.c.), la formation brute de capital fixe ayant plutôt fléchi (16,8, contre 56,0 p.c.) tant au niveau des investissements publics (23,8 contre 176,4 p.c.) que privés (11,4 contre 16,5 p.c.). De son côté, la baisse du taux de croissance de la consommation (2,4 contre 7,3 p.c.) a résulté du ralentissement de la consommation privée (2,9 contre 7,0 p.c.) et surtout du recul de la consommation publique (-0,5 contre 8,8 p.c.) suite à la baisse du taux de croissance des dépenses gouvernementales.

### II.1.1.2.2 Ecart entre la production et la demande intérieure

Comme par le passé, les dépenses intérieures ont été supérieures aux ressources intérieures. Mesuré par rapport au PIB, l'écart s'est légèrement accru (21,5 contre 19,5 p.c.), la part des exportations de biens et services non facteurs dans le PIB ayant diminué (8,5 contre 10,5 p.c.) alors que celle des importations de biens et services non facteurs s'est stabilisée à 30,0 p.c. d'une année à l'autre. Cette évolution traduit un alourdissement du déficit de la balance commerciale.

**Tableau 11 : Ecart entre les Ressources et les Emplois Intérieurs(\*)**

	2008	2009	2010	2011
1. Emplois intérieurs	126,2	121,7	119,5	121,5
2. Ressources intérieures = Produit intérieur brut	100,0	100,0	100,0	100,0
3. Ecart : (2-1) = (4-5)	26,2	21,7	19,5	21,5
4. Importations de biens et services non facteurs	36,7	30,5	30,0	30,0
5. Exportations de biens et services non facteurs	10,5	8,8	10,5	8,5

(\*) : Données estimées à partir de l'année 2009.  
Source : MFPDE.

### II.1.1.2.3. Revenu, dépenses et besoin de financement

Le produit intérieur brut (2.895,2 Mds de BIF), considéré comme l'ensemble des revenus, a été inférieur à la consommation intérieure (3.059,0 Mds de BIF). L'épargne intérieure ainsi dégagée a été de nouveau négative, s'établissant à -163,8 contre -186,7 Mds de BIF l'année précédente.

**Tableau 12 : Revenus, Dépenses et Besoin de Financement(\*)**

	2009	2010	2011
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	2 205,4	2 565,5	2 895,2
2. Consommation privée et publique	2 425,0	2 752,1	3 059,0
<b>3. Epargne intérieure brute (1-2)</b>	<b>-219,6</b>	<b>-186,7</b>	<b>-163,8</b>
4. Solde des services facteurs et des transferts unilatéraux avec l'étranger	259,2	313,8	458,4
<b>5. Epargne nationale brute (3+4)</b>	<b>39,6</b>	<b>127,1</b>	<b>294,6</b>
6. Investissements bruts	362,3	379,9	441,5
<b>7. Besoin (-) net de financement (5-6) ou capacité (+) de financement</b>	<b>-322,7</b>	<b>-252,8</b>	<b>-146,9</b>

(\*) : Données estimées à partir de l'année 2009.  
Source : MFPDE.

En rapport avec l'augmentation du solde des services facteurs et des transferts unilatéraux avec l'étranger (458,4 contre 313,8 Mds de BIF), le niveau de l'épargne nationale brute s'est relevé passant de 127,1 à 294,6 Mds de BIF d'une année à l'autre. Ainsi, le besoin net de financement s'est allégé, revenant de 252,8 à 146,9 Mds de BIF, en dépit de la hausse des investissements bruts (441,5 contre 379,9 Mds de BIF).

\*

\*

\*

Le taux de croissance de l'économie burundaise s'est décéléré en 2011, s'établissant à 4,2 contre 4,8 p.c. l'année précédente suite essentiellement aux faibles performances du secteur primaire.

L'agriculture vivrière a pâti des aléas climatiques pendant que l'agriculture d'exportation a été affectée par la cyclicité du rendement des caféiers.

La production pourrait se relancer en 2012. En effet, l'agriculture vivrière bénéficie des actions de renforcement de la production à travers une plus grande mise en valeur des espaces cultivables, notamment les marais, ainsi que l'amélioration des circuits d'approvisionnement en intrants agricoles. La production animale sera redynamisée par des actions de repeuplement, d'appui technique et d'encadrement.

Concernant les cultures d'exportation, des efforts de revaloriser ces filières ont été renforcés afin d'accroître la productivité et la qualité, notamment par la privatisation et la rénovation de l'appareil de transformation.

Dans le secteur secondaire, l'augmentation de la production dépendra de la capacité de maîtrise de certains facteurs dont le maintien d'un bon climat des affaires, la réduction progressive du déficit énergétique et le développement des infrastructures économiques pour attirer les investissements aussi bien nationaux qu'étrangers.

Pour améliorer la production dans le secteur tertiaire, un accent particulier devra être mis sur la promotion des Technologies de l'Information et de Communication (TIC) notamment l'accélération du projet de construction d'un réseau de télécommunication large bande à fibre optique marine qui reliera le Burundi au réseau international.

## II.1.2. EVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

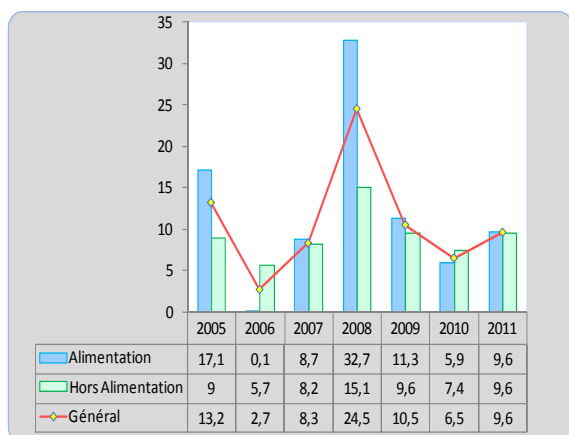
L'année 2011 a été marquée par une détérioration du pouvoir d'achat des ménages traduite par une hausse des prix de 9,6 p.c. contre 6,5 p.c. l'année précédente. Cette détérioration s'explique par le renchérissement des produits alimentaires (9,6 contre 5,9 p.c.) et non alimentaires (9,6 contre 7,4 p.c.).

**Tableau 13 : Evolution du taux d'inflation (en p.c.)**

	IPC Alimentation	IPC Hors Alimentation	IPC Général
Pondération	51,9	48,1	100,0
2007	8,7	8,2	8,3
2008	32,7	15,1	24,5
2009	11,3	9,6	10,5
2010	5,9	7,4	6,5
2011	9,6	9,6	9,6
1er Trim. 2010	3,0	9,2	5,6
2e Trim. 2010	6,8	11,1	8,6
3e Trim. 2010	7,7	6,6	7,2
4e Trim. 2010	6,1	3,1	4,8
1er Trim. 2011	4,5	6,0	5,1
2e Trim. 2011	6,8	9,9	8,2
3e Trim. 2011	10,3	11,1	10,6
4e Trim. 2011	16,8	12,4	14,9

Calculs basés sur les données de l'ISTEEBU

En moyenne trimestrielle, la progression de l'indice général qui était de 4,8 p.c. au quatrième trimestre de 2010 a atteint 14,9 p.c. au quatrième trimestre 2011 en liaison avec la forte augmentation de l'indice des prix des secteurs « Alimentation » de 6,1 à 16,8 p.c. et « hors alimentation » de 3,1 à 12,4 p.c. pour la même période.

**Graphique 8 : Evolution annuelle du taux d'inflation (en p.c.)**

D'une fin d'année à l'autre, l'augmentation de 9,6 p.c. des prix du secteur « Alimentation » a résulté de la hausse des prix de l'ensemble des denrées de première nécessité, en particulier ceux du riz (65,2 contre -13,2 p.c.), du mukeke frais (9,5 contre 8,9 p.c.), de la viande de bœuf (9,4 contre 0,4 p.c.), de l'huile de palme (18,7 contre 4,4 p.c.), du ndagala sec (24,3 contre -10,0 p.c.), du sucre cristallisé (38,3 contre 3,1 p.c.), de la farine de manioc (13,7 contre 6,8 p.c.), etc.

De même, l'indice « hors alimentation » s'est accru de 9,6 p.c. en liaison avec l'accélération de la hausse des prix des secteurs « Habillement » (16,7 contre 0,9 p.c.), « Transport et télécommunications » (19,8 contre 2,6 p.c.) et « Services médicaux et médicaments » (30,8 contre 0,2 p.c.), ceux du logement ayant enregistré une décélération (6,6 contre 9,9 p.c.).

## II.2. FINANCES PUBLIQUES

L'exercice 2011 a enregistré un déficit (base engagement) plus lourd que celui de l'année précédente, atteignant 90.073,0 contre 42.294,3 MBIF. Le déficit s'est accentué suite à l'augmentation des

charges (14,2 p.c.) plus élevée que celle des ressources (7,5 p.c.). De même, le ratio du déficit global (y compris dons) par rapport au PIB s'est détérioré, passant de 1,6 à 3,1 p.c.

Tableau 14 : Opérations Financières consolidées de l'Etat (en MBIF)

	2008	2009	2010	2011	Prévisions 2011	Tx de réal
<b>A. RECETTES ET DONNS</b>	<b>397 694,7</b>	<b>408 881,4</b>	<b>631 243,2</b>	<b>678 889,4</b>	<b>907 359,5</b>	<b>74,8</b>
1. RECETTES	260 160,2	302 130,0	393 170,1	474 526,7	438 254,1	108,3
Recettes fiscales	237 095,5	278 800,5	363 087,3	440 974,7	412 618,0	106,9
dont compensation COMESA	0,0	7 907,6	0,0	14 673,8	27 400,0	53,6
Recettes non fiscales	23 064,7	23 329,5	30 082,8	32 184,0	25 221,1	127,6
Recettes exceptionnelles	0,0	0,0	0,0	1 368,0	415,0	329,6
2. DONNS	137 534,5	106 751,4	238 073,1	204 362,7	469 105,4	43,6
Dons courants	117 085,1	88 754,5	172 708,0	121 144,4	186 900,0	64,8
Dons en capital	20 449,4	17 996,9	65 365,1	83 218,3	282 205,4	29,5
<b>B. DEPENSES</b>	<b>438 236,2</b>	<b>537 419,8</b>	<b>673 537,5</b>	<b>768 962,4</b>	<b>986 173,4</b>	<b>78,0</b>
a. Dépenses courantes	361 570,2	432 270,2	491 942,1	554 057,0	553 022,9	100,2
Dépenses sur biens et services	258 155,5	283 563,5	325 349,2	370 948,0	370 521,1	100,1
Salaires	154 847,0	179 790,1	220 809,3	273 008,4	272 437,7	100,2
Achats de biens et autres services	103 308,5	103 773,4	104 539,9	97 939,6	98 083,4	99,9
Subventions et autres transferts	71 434,1	113 776,6	133 762,1	139 973,9	136 039,5	102,9
dont exonérations	-	-	-	20 000,0	20 000,0	100,0
Paiements d'intérêts	26 309,3	26 213,1	21 983,2	32 459,0	35 581,1	91,2
Dépenses sur les fonds spéciaux	5 671,3	8 717,0	10 847,6	10 676,1	10 881,1	98,1
SOLDE COURANT HORS DONNS	-101 410,0	-130 140,2	-98 772,0	-79 530,3	-114 768,8	69,3
SOLDE COURANT DONNS COMPRIS	36 124,5	-23 388,8	139 301,1	124 832,4	354 336,6	35,2
b. Dépenses en capital	76 666,0	105 149,6	181 595,4	214 905,4	453 150,5	47,4
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (base droits constatés)	-178 076,0	-235 289,8	-280 367,4	-294 435,7	-547 919,3	53,7
<b>SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base droits const.)</b>	<b>-40 541,5</b>	<b>-128 538,4</b>	<b>-42 294,3</b>	<b>-90 073,0</b>	<b>-78 813,9</b>	<b>114,3</b>
<b>C. FINANCEMENT</b>	<b>40 541,5</b>	<b>128 538,4</b>	<b>42 294,4</b>	<b>90 073,0</b>	<b>98 813,9</b>	<b>91,2</b>
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	14 317,4	77 608,4	89 758,8	54 036,2	79 013,9	68,4
Tirages	11 414,9	30 154,0	42 752,6	27 010,6	44 893,0	60,2
Moins amort. de la dette extérieure	-87 411,9	-1 094 028,2	-62 281,9	-4 559,4	-45 926,5	9,9
Variation des arriérés	896,3	-	-	-	-	-
Allègement de la dette	89 418,1	1 141 482,6	109 288,1	31 584,9	80 047,4	39,5
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	33 165,7	85 795,5	39 651,7	72 722,4	19 800,0	367,3
a. Secteur bancaire	20 180,0	81 182,9	33 485,0	54 352,5	-2 200,0	-2 470,6
B.R.B.	-11 711,7	70 283,6	-7 761,3	82 745,9	-5 200,0	-1 591,3
Banques commerciales	28 193,5	8 239,5	37 845,4	-26 160,2	3 000,0	-872,0
CCP	3 698,2	2 659,8	3 400,9	-2 233,2	-	-
b. Secteur non bancaire	12 985,7	4 612,6	6 166,7	18 369,9	22 000,0	83,5
Etablissements financiers	833,8	-	-	-	-	-
Secteur non financier	12 151,9	4 612,6	6 166,7	18 369,9	22 000,0	83,5
3. ERREURS ET OMISSIONS	-6 941,6	-34 865,5	-87 116,1	-36 685,6	-	-
Pour mémoire						
Recettes fiscales (y compris exonérations)				483 182,7	432 618,0	111,7
PIB	1 911 139,0	2 205 439,5	2 565 465,3	2 895 197,3		

Source : MFPDE

Le solde est calculé sur base engagement depuis 2010

## II.2.1. RECETTES ET DONS

Les ressources de l'Etat ont progressé à un rythme moins rapide que celui de l'année précédente (7,5 contre 54,4 p.c.) s'établissant à 678.889,4 contre 631.243,2 MBIF. Elles ont couvert 74,8 des prévisions

budgétaires qui étaient projetées à 907.359,5 MBIF. Cette faible performance est imputable à la faible réalisation des dons (43,6 p.c.), les recettes ayant atteint 108,3 p.c.

**Tableau 15 : Recettes et Dons (en MBIF)**

	2009	2010	2011	Variations (2011/2010)	
				en valeurs	p.c.
<b>1. RECETTES</b>	<b>302 129,9</b>	<b>393 170,1</b>	<b>474 526,7</b>	<b>81 356,6</b>	<b>20,7</b>
a. Recettes fiscales	278 800,5	363 087,3	440 974,7	77 887,4	21,5
Impôts sur les revenus	84 699,9	114 358,4	123 972,2	9 613,8	8,4
Sociétés	41 157,3	56 763,6	70 627,5	13 863,9	24,4
Personnes physiques	30 330,1	55 324,6	52 807,6	-2 517,0	-4,5
Autres impôts sur les revenus	13 212,5	2 270,2	537,1	-1 733,1	-76,3
Impôts sur le commerce intérieur	147 350,9	195 129,7	248 383,8	53 254,1	27,3
Taxes sur les transactions	91 502,4	131 797,4	177 327,5	45 530,1	34,5
Taxes de consommation sur le tabac	3 028,5	3 644,9	4 430,5	785,6	21,6
Taxes de consomm./bière et boiss. gaz.	40 405,4	37 506,5	40 685,6	3 179,1	8,5
Autres impôts intérieurs	12 414,6	22 180,9	25 940,3	3 759,4	16,9
Impôts sur le commerce extérieur	34 382,6	37 140,9	68 614,3	31 473,4	84,7
Taxes à l'importation	30 357,8	32 770,4	48 829,7	16 059,3	49,0
Taxes à l'exportation	72,2	216,9	162,0	-54,9	-25,3
Autres impôts sur le commerce extérieur	3 952,6	4 153,6	4 948,7	795,1	19,1
Compensation COMESA	7 907,6	0,0	14 673,8	14 673,8	
Autres recettes fiscales	2 232,8	4 218,8	4,4	-4 214,4	-99,9
b. Recettes non fiscales	23 329,4	30 082,8	32 184,0	2 101,2	7,0
1. Dividendes	9 260,0	4 302,1	18 311,3	14 009,2	325,6
dont: bénéfices B.R.B.	3 758,7			0,0	
2. Autres recettes	14 069,4	25 780,7	13 872,7	-11 908,0	-46,2
c. Recettes spéciales	0,0	0,0	1 368,0	1 368,0	
<b>2. DONS</b>	<b>106 751,5</b>	<b>238 073,1</b>	<b>204 362,7</b>	<b>-33 710,4</b>	<b>-14,2</b>
Dons courants	88 754,6	172 708,0	121 144,4	-51 563,6	-29,9
Dons en capital	17 996,9	65 365,1	83 218,3	17 853,2	27,3
<b>TOTAL</b>	<b>408 881,4</b>	<b>631 243,2</b>	<b>678 889,4</b>	<b>47 646,2</b>	<b>7,5</b>

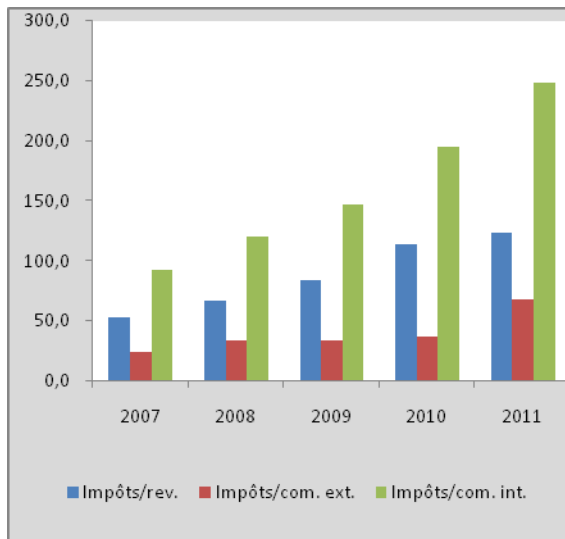
Source : MFPDE

### II.2.1.1. Recettes

Les recettes publiques ont progressé de 20,7 p.c. par rapport à celles de l'année précédente, passant de 393.170,1 à 474.526,7 MBIF en rapport essentiellement avec l'amélioration de la collecte fiscale par

l'Office Burundais des Recettes. Les recettes fiscales occupent une part prépondérante de 92,9 p.c., tandis que les recettes non fiscales et spéciales représentent 6,8 et 0,3 p.c. respectivement.

**Graphique 9 : Principales recettes (en Mds de BIF)**



#### II.2.1.1.1. Recettes fiscales

Les recettes fiscales hors exonérations se sont accrues de 21,5 p.c., s'établissant à 440.974,7 contre 363.087,3 MBIF l'année précédente avec un taux de réalisation de 106,9 p.c. par rapport aux prévisions de 412.618,0 MBIF. Cette performance a concerné toutes les composantes des recettes fiscales.

Les impôts sur les revenus (123.972,2 contre 114.358,4 MBIF) ont augmenté de 9.613,8 MBIF, soit 8,4 p.c. suite à la progression des impôts des sociétés (+13.863,9 MBIF) partiellement contrebalancée par la baisse des impôts sur les personnes physiques (-2.517,0 MBIF) et des autres impôts sur le revenu (-1.733,1 MBIF).

Les impôts sur le commerce intérieur des biens et services ont progressé de 27,3 p.c. passant de 195.129,7 à 248.383,8 MBIF soit 53.254,1 MBIF d'augmentation, en liaison avec l'expansion du produit des taxes sur la valeur ajoutée et sur les transactions de 34,5 p.c. Les taxes de consommation sur le

tabac, sur la bière et les boissons gazeuses ainsi que les autres impôts ont respectivement augmenté de 21,6 ; 8,5 et 16,9 p.c.

Les impôts sur le commerce extérieur se sont considérablement accrus de 84,7 p.c. se fixant à 68.614,3 contre 37.140,9 MBIF en rapport avec la progression des taxes à l'importation (16.059,3 MBIF), du produit de la compensation COMESA (14.673,8 MBIF) et des autres impôts sur le commerce extérieur (795,1 MBIF). En revanche, les taxes à l'exportation ont diminué de 54,9 MBIF.

#### II.2.1.1.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont enregistré une progression de 7,0 p.c. passant de 30.082,8 à 32.184,0 MBIF suite à l'augmentation des dividendes de 14.009,2 MBIF partiellement contrebalancé par la diminution des autres recettes de 11.908,0 MBIF.

#### II.2.1.2. Dons

D'une fin d'année à l'autre, les dons ont reculé de 14,2 p.c., revenant de 238.073,1 à 204.362,7 MBIF. Cette diminution est consécutive à la baisse des appuis budgétaires de 51.563,6 MBIF, les dons en capital ayant augmenté de 17.863,2 MBIF. Par rapport aux prévisions de 469.105,4 MBIF, les décaissements de dons n'ont été réalisés qu'à hauteur de 43,6 p.c.

#### II.2.2. DEPENSES

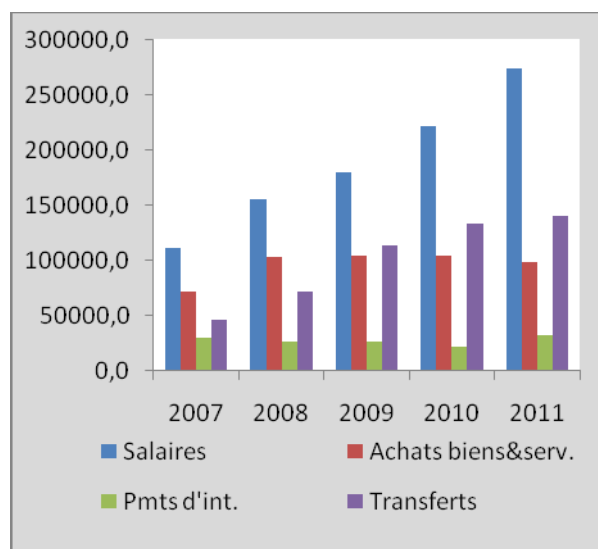
S'établissant à 786.962,4 contre 673.537,5 MBIF, les dépenses budgétaires hors exonérations ont enregistré une expansion moins prononcée que celle de l'année précédente (14,2 contre 25,3 p.c.). Cette augmentation a concerné aussi bien les dépenses en capital (18,3 p.c. contre 72,7) que courantes (12,6 p.c. contre 13,8).



Par rapport au PIB, les dépenses budgétaires ont représenté 39,0 p.c. contre 36,9 p.c. l'année passée.

L'accroissement des dépenses courantes est essentiellement expliqué par l'augmentation des dépenses au titre de rémunération de personnel de 52.199,1 MBIF consécutive à la poursuite de la transposition et la régularisation du personnel enseignant et médical.

**Graphique 10 : Principales dépenses courantes (en Mds de BIF)**



La progression des dépenses en capital a résulté de l'augmentation des dépenses financées sur les ressources locales et les dons en capital qui ont progressé de 27.779,5 et 21.121,1 MBIF respectivement alors que les dépenses sur tirages des projets de l'administration ont régressé de 15.590,6 MBIF.

### II.2.3. SOLDE GLOBAL ET FINANCEMENT

L'accroissement des ressources du Gouvernement (7,5 p.c.) a été moins

rapide que celui des dépenses (14,2 p.c.), ce qui s'est traduit par une détérioration du déficit global qui est passé de 42.294,4 à 90.073,0 MBIF, soit 3,1 contre 1,6 p.c. du PIB nominal. Ce déficit a été financé par les ressources intérieures et extérieures à concurrence de 72.722,4 et 54.036,2 MBIF respectivement.

#### II.2.3.1. Financement intérieur

Le financement intérieur (72.722,4 contre 39.651,7 MBIF) a fortement augmenté suite à l'augmentation des engagements de l'Etat envers la Banque Centrale (82.745,9 MBIF) et le secteur non bancaire (18.369,9 MBIF) partiellement contrebalancée par le désendettement net de l'Etat vis-à-vis des banques commerciales (-26.160,2 MBIF).

#### II.2.3.2. Financement extérieur net

Le financement extérieur a diminué de 35.722,6 MBIF revenant de 89.758,8 à 54.036,2 MBIF suite à la diminution des tirages (27.010,6 contre 42.752,6 MBIF) et du montant remis (31.584,9 contre 109.288,1 MBIF) au titre de l'allègement de la dette dans le cadre de l'Initiative des Pays Pauvres Très Endettés.

### II.2.4. DETTE PUBLIQUE

La dette publique totale s'est accrue de 7,7 p.c., s'établissant à 975.210,5 contre 905.273,0 MBIF. Cette augmentation a résulté de l'accroissement de la dette intérieure de 19,7 p.c., la dette extérieure ayant diminué de 2,9 p.c.. De son côté, le ratio de la dette publique totale par rapport au PIB s'est amélioré, revenant de 35,3 à 33,7 p.c.

**Tableau 16: Structure de la dette publique à fin d'année(en MBIF)**

	2007	2008	2009	2010	2011
<b>DETTE INTERIEURE</b>	<b>241 179,0</b>	<b>272 437,6</b>	<b>366 046,1</b>	<b>427 102,6</b>	<b>511 105,1</b>
1. Certificats, bons et obligations du Trésor	46 222,0	84 705,8	119 017,6	131 998,3	127 965,8
2. Créances envers la B.R.B.	181 740,7	170 798,9	215 622,3	253 190,1	322 018,9
3. Autres	13 216,3	16 932,9	31 406,2	41 914,2	61 120,4
<b>DETTE EXTERIEURE</b>	<b>1 530 542,8</b>	<b>1 567 958,7</b>	<b>561 392,0</b>	<b>478 170,4</b>	<b>464 105,4</b>
1. Dette directe	1 326 976,7	1 370 354,7	449 575,2	446 755,2	457 479,5
2. Dette indirecte	203 566,1	197 604,0	111 816,8	31 415,2	6 625,9
<b>TOTAL</b>	<b>1 771 721,8</b>	<b>1 840 396,3</b>	<b>927 438,1</b>	<b>905 273,0</b>	<b>975 210,5</b>
<b>En pourcentage de l'encours total</b>					
<b>DETTE INTERIEURE</b>	<b>13,6</b>	<b>14,8</b>	<b>39,5</b>	<b>47,2</b>	<b>52,4</b>
1. Certificats, bons et obligations du Trésor	2,6	4,6	12,8	14,6	13,1
2. Avances de la B.R.B.	10,3	9,3	23,2	28,0	33,0
3. Autres	0,7	0,9	3,4	4,6	6,3
<b>DETTE EXTERIEURE</b>	<b>86,4</b>	<b>85,2</b>	<b>60,5</b>	<b>52,8</b>	<b>47,6</b>
1. Dette directe	74,9	74,5	48,5	49,4	46,9
2. Dette indirecte	11,5	10,7	12,1	3,5	0,7
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>En pourcentage du PIB</b>					
<b>DETTE INTERIEURE</b>	<b>16,4</b>	<b>14,3</b>	<b>16,6</b>	<b>16,6</b>	<b>17,7</b>
<b>DETTE EXTERIEURE</b>	<b>104,3</b>	<b>82,0</b>	<b>25,5</b>	<b>18,6</b>	<b>16,0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>120,8</b>	<b>96,3</b>	<b>42,1</b>	<b>35,3</b>	<b>33,7</b>
<b>PIB</b>	<b>1 467 231,0</b>	<b>1 911 139,0</b>	<b>2 205 439,5</b>	<b>2 565 465,3</b>	<b>2 895 197,3</b>

Source : MFPDE  
(p) : Provisoire

**II.2.4.1. Dette intérieure**

La dette publique intérieure a progressé de 84.002,5 MBIF, se fixant à 511.105,1 contre 427.102,6 MBIF en 2010. Cette augmentation a résulté de l'accroissement des engagements de l'Etat envers la Banque centrale (+68.828,8 MBIF) expliqué par une augmentation des avances ordinaires intervenue au mois de décembre 2011 et des engagements envers le secteur non financier de 39,809.3 MBIF dont 21.439,4 MBIF d'arriérés en dépense. En revanche, l'Etat s'est désendetté vis-à-vis des banques commerciales (-22.402,4 MBIF).

Au niveau des Titres du Trésor, l'encours à fin 2011 a diminué de 6.250,2 MBIF, revenant de 134.216,0 MBIF à 127.965,8 MBIF en rapport avec la diminution de

l'encours des bons du Trésor, celui des obligations du Trésor n'ayant pas varié.

**Tableau 17 : Encours des titres du trésor en MBIF**

	2008	2009	2010	2011
<b>BRB</b>	-	<b>32,841.2</b>	-	-
Obligations	-	32,841.2	-	-
<b>Banques Commerciales</b>	<b>58,561.0</b>	<b>65,361.0</b>	<b>109,104.5</b>	<b>84,484.4</b>
Bons	51,000.0	58,200.0	92,120.1	67,500.0
Obligations	7,561.0	7,161.0	16,984.4	16,984.4
<b>Secteur non Bancaire</b>	<b>26,144.8</b>	<b>18,944.8</b>	<b>25,151.4</b>	<b>43,481.4</b>
Bons	18,000.0	10,800.0	17,130.0	35,460.0
Obligations	8,144.8	8,144.8	8,021.4	8,021.4
<b>Total</b>	<b>84,705.8</b>	<b>117,147.0</b>	<b>134,255.9</b>	<b>127,965.8</b>

L'encours de bons du trésor détenus par les banques commerciales a diminué de 24.620,10 MBIF tandis que celui détenus par le secteur non bancaire a augmenté de 18.369,9 MBIF.

## II.2.4. 2. Dette extérieure

Le stock de la dette extérieure à fin décembre 2011 a chuté de 14.642,8 MBIF s'établissant à 464.105,3 contre 478.170,4 MBIF l'année précédente soit une diminution de 2,9 p.c. Le montant des nouveaux tirages (27.010,6 MBIF) et des plus values de réévaluation (43.920,2 MBIF)

a été nettement inférieur à celui des amortissements et de l'allègement de la dette (84.995,9 MBIF).

L'annulation de la dette a concerné les engagements envers l'union européenne (46.403,5 MBIF), le Japon (25.370,3 MBIF) et la fédération de Russie (2.891,0 MBIF).

**Tableau 18 : Dette extérieure (en MBIF)**

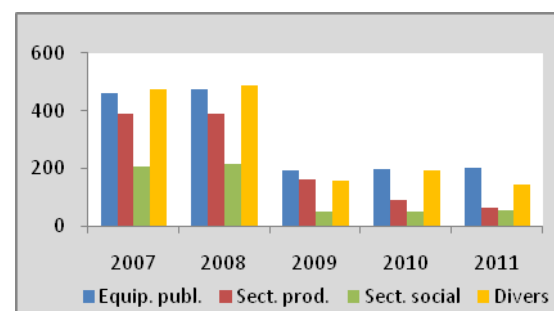
	2007	2008	2009	2010	2011
<b>I. DETTE DIRECTE</b>					
a. Encours début période	1 149 971,1	1 326 976,7	1 370 354,7	449 575,2	446 755,2
b. Tirages	35 368,9	11 453,7	30 688,4	42 752,6	27 010,6
c. Réévaluation	183 797,4	69 708,8	47 836,9	-9 231,6	43 124,9
d. Amortissements	-42 160,8	-37 784,5	-999 297,5	-62 760,2	-59 411,3
e. Encours fin période	1 326 976,7	1 370 354,7	449 575,2	446 755,2	457 479,4
<b>II. DETTE INDIRECTE</b>					
a. Encours début période	175 352,9	203 566,1	197 604,0	111 816,8	31 415,2
b. Tirages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c. Réévaluation	32 047,5	6 593,7	9 485,4	-3 825,9	795,3
d. Amortissements	-3 834,2	-12 555,9	-95 272,6	-76 575,6	-25 584,6
e. Encours fin période	203 566,1	197 604,0	111 816,8	31 415,2	6 625,9
<b>III. DETTE TOTALE (I et II)</b>					
a. Encours début période	1 325 324,0	1 530 542,8	1 567 958,7	561 392,0	478 170,4
b. Tirages	35 368,9	11 453,7	30 688,4	42 752,6	27 010,6
c. Réévaluation	215 844,9	76 302,5	57 322,3	-13 057,5	43 920,2
d. Amortissements	-45 995,0	-50 340,4	-1 094 570,1	-139 335,8	-84 995,9
e. Encours fin période	1 530 542,8	1 567 958,7	561 392,0	478 170,4	464 105,3
<b>IV. DETTE TOTALE/ PIB (en %)</b>	<b>104,3</b>	<b>82,0</b>	<b>25,5</b>	<b>20,6</b>	<b>16,0</b>

Source : MFPDE

N.B. Les données sur la dette garantie ne sont pas prises en compte

De leur côté, les nouveaux tirages sur crédit de l'OPEP (6.137,9 MBIF) et de la BADEA (5.398,9 MBIF) ont financé la construction de la route Bubanza-Ndora tandis que les décaissements sur crédit de la Banque Mondiale ont été alloués aux projets « Développement du secteur routier » (5.835,5 MBIF), « PAGE » (3.464,5 MBIF) et « Facilitation du commerce » (3.807,9 MBIF).

**Graphique 11 : Dette publique extérieure par secteurs économiques (en Mds de BIF)**



**Tableau 19 : Opérations de la dette publique extérieure par secteurs (Encours en fin d'année, en MBIF)**

	Encours fin 2010	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2011
<b>I. DETTE DIRECTE</b>	<b>446 755,2</b>	<b>27 010,6</b>	<b>43 125,0</b>	<b>59 411,3</b>	<b>2 677,1</b>	<b>457 479,6</b>
A. Equipements publics	199 005,3	11 234,4	17 214,0	25 747,2	1 079,3	201 706,5
1. Transport	148 134,4	11 234,4	13 226,2	12 308,1	1 037,3	160 286,9
a) Routes	148 100,5	11 234,4	13 223,8	12 308,1	1 037,3	160 250,6
b) Aéroport et port	23,8	-	2,4	-	-	26,3
2. Infrastructures urbaines	50 881,0	-	3 987,7	13 439,0	42,0	41 429,7
3. Divers	-	-	-	-	-	-
B. Secteurs productifs	56 888,7	0,0	8 263,1	2 860,4	40,9	62 291,4
1. Agriculture et Elevage	54 437,0	-	8 237,0	383,6	40,9	62 290,4
2. Sylviculture	0,0	-	-	-	-	0,0
3. Industrie	176,0	-	1,9	177,9	-	0,0
4. Mines et Energie	2 274,7	-	24,2	2 298,9	-	0,0
C. Secteur social	47 453,2	-	4 865,5	13,6	368,6	52 305,1
1. Education	-	-	-	-	-	-
2. Santé	47 454,8	-	4 865,5	13,6	368,6	52 306,7
D. Divers	143 407,3	15 776,2	12 782,5	30 790,1	1 188,3	141 175,9
1. Balance des paiements	25 798,0	-	291,7	25 370,3	-	719,4
2. Assistance technique	-	-	-	-	-	-
3. Gestion des entreprises pul	-	-	-	-	-	-
4. Etudes des projets	1 224,6	-	125,5	1,8	0,7	1 348,3
5. Autres	116 384,6	15 776,2	12 365,3	5 418,0	1 187,6	139 108,1
<b>II. DETTE RETROCEDEE</b>	<b>31 415,2</b>	<b>-</b>	<b>795,3</b>	<b>25 584,7</b>	<b>48,4</b>	<b>6 625,8</b>
A. Equipements publics	0,0	-	-	-	-	0,0
1. Télécommunications	0,0	-	-	-	-	0,0
2. Infrastructures urbaines	0,0	-	-	-	-	0,0
B. Secteurs productifs	31 405,5	-	795,3	25 584,7	48,4	6 616,1
1. Agriculture et élevage	6 592,7	-	288,6	5 386,6	-	1 494,7
2. Agro-Industrie	10 567,3	-	362,9	5 808,9	48,4	5 121,3
3. Energie	14 245,4	-	143,8	14 389,2	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>478 170,4</b>	<b>27 010,6</b>	<b>43 920,4</b>	<b>84 996,0</b>	<b>2 725,5</b>	<b>464 105,4</b>

Source : MFPDE

### II.2.4. 3. Service de la dette

Le service de la dette publique supporté par le Trésor a augmenté de 40,9 p.c., passant de 33.461,8 à 47.135,5 MBIF. Cette évolution a concerné aussi bien le paiement du principal (22.857,0 contre 11.478,6

MBIF) que des intérêts (24.278,5 contre 21.983,2 MBIF). Le service de la dette a lourdement pesé sur les dépenses budgétaires, représentant 6,0 p.c. contre 4,9 p.c. l'année précédente.

Tableau 20 : Service de la dette publique (en MBIF)

	2008	2009	2010	2011
A. Service de la dette publique supporté par le budget (en MBIF)	<b>78 423,7</b>	<b>71 764,2</b>	<b>33 461,8</b>	<b>47 135,5</b>
. Dette intérieure	31 376,3	35 152,5	27 679,4	39 850,6
Principal	14 196,5	17 559,3	7 764,0	18 297,6
Intérêts	17 179,8	17 593,2	19 915,5	21 553,0
. Dette extérieure	47 047,4	36 611,7	5 782,3	7 284,9
Principal	37 784,5	28 832,6	3 714,6	4 559,4
Intérêts	9 262,9	7 779,1	2 067,7	2 725,5
B. Service total de la dette publique (en MBIF)	<b>91 709,0</b>	<b>1 138 436,9</b>	<b>91 072,7</b>	<b>177 516,5</b>
. Dette intérieure	31 376,3	35 152,5	27 679,4	39 850,6
. Dette extérieure	60 332,7 **	1 103 284,4 ***	63 393,3 ****	137 665,9 ****
Service de la dette publique supporté par le Trésor par rapport aux dépenses du budget (en p.c.)	17,8	13,3	4,9	6,0
. Dette intérieure	7,1	6,5	4,1	5,1
. Dette extérieure	10,7	6,8	0,9	0,9
Service de la dette publique supporté par le Trésor par rapport aux ressources du budget (en p.c.)	19,7	17,2	5,3	6,9
. Dette intérieure	7,9	8,4	4,4	5,9
. Dette extérieure	11,8	8,8	0,9	1,1
Service total de la dette extérieure par rapport aux recettes d'exportation de biens et services non facteurs (en p.c.)	33,3	25,1	2,6	2,4
Recettes d'exportation de biens et services non facteurs	181 378,0	145 586,8	222 430,5	298 676,0
Sources : MFPDE				
(**) : Compte tenu d'un montant de 21.292,7 MBIF remise par l'Autriche et KRUPP INDUS-Sosumo				
(**) : Y compris l'annulation IADM de 1.060.175,0 MBIF				
(****) : Y compris l'annulation d'un montant de 59.678,7 MBIF consécutive aux accords de réaménagement avec l'AFD				
(*****) : Compte tenu de l'annulation d'un montant de 133 106,5 MBIF de la dette envers l'Union Européenne, le Japon et la Fédération de Russie				

Le ratio du service de la dette extérieure sur les recettes d'exportations de biens et services non facteurs s'est légèrement amélioré revenant de 2,6 à 2,4 p.c. L'augmentation des recettes d'exportations (+76.245,5 MBIF) a été plus importante que celle du service de la dette extérieure (1.502,6 MBIF).

\*

\*

\*

En dépit d'une amélioration de la collecte des recettes fiscales, le déficit global s'est détérioré suite à la diminution des dons extérieurs qui ont été nettement en deçà

des attentes avec une réalisation de 43,6 p.c., ce qui a conduit le gouvernement à recourir aux ressources intérieures avec comme conséquence la hausse du niveau général des prix. Le gouvernement est donc appelé à ajuster les dépenses totales au niveau des ressources internes et les orienter vers les secteurs productifs étant donné que les pays donateurs traversent toujours une crise financière qui les contraint à réduire les dépenses allouées à l'aide au développement.

## II.3. SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER

### II.3.1. RESSOURCES ET EMPLOIS DU SYSTEME BANCAIRE

Les ressources du système bancaire (950.480,4 contre 840.466,9 MBIF) se sont

accrues presque au même rythme que celui de l'exercice précédent (13,1 contre 13,9 p.c.).

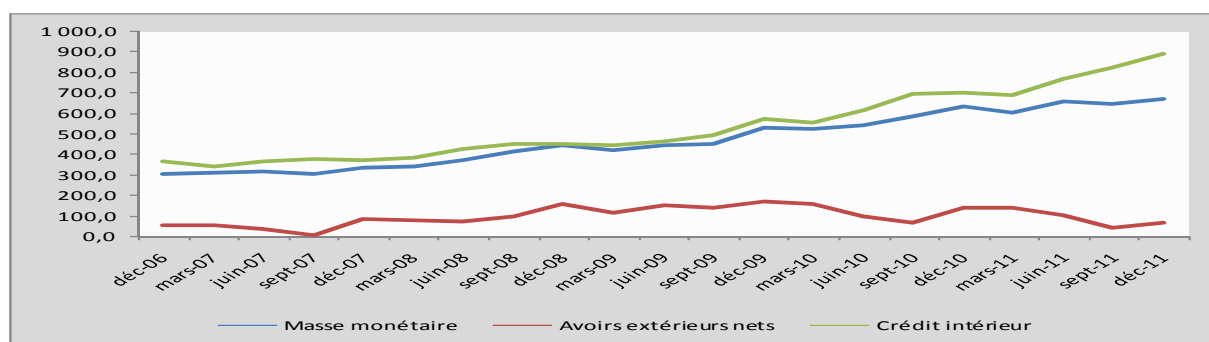
**Tableau 21 : Ressources et emplois du système bancaire (en MBIF)**

	2007	2008	2009	2010	2011(p)
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>84 881,5</b>	<b>155 014,6</b>	<b>168 753,0</b>	<b>140 783,0</b>	<b>63 289,9</b>
Avoirs extérieurs bruts	299 376,2	458 057,9	554 519,4	578 994,3	586 494,6
Engagements extérieurs	214 494,7	303 043,3	385 766,4	438 211,3	523 204,7
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	<b>373 044,2</b>	<b>448 134,0</b>	<b>569 196,2</b>	<b>699 683,9</b>	<b>887 190,5</b>
créances nettes sur l'Etat	157 445,1	176 478,0	252 435,2	292 216,8	342 381,1
Crédit à l'Etat	221 489,2	239 022,8	327 447,5	377 071,3	419 873,5
Dépôts du secteur gouvernemental	64 044,1	62 544,8	75 012,3	84 854,5	77 492,4
<b>Créances sur l'économie</b>	<b>215 599,1</b>	<b>271 656,0</b>	<b>316 761,0</b>	<b>407 467,1</b>	<b>544 809,4</b>
Crédit	203 512,9	256 646,0	298 758,6	385 528,8	517 389,4
Autres créances	12 086,2	15 010,0	18 002,4	21 938,3	27 420,0
<b>RESSOURCES = EMPLOIS</b>	<b>457 925,7</b>	<b>603 148,6</b>	<b>737 949,2</b>	<b>840 466,9</b>	<b>950 480,4</b>
<b>MASSE MONETAIRE (M2)</b>	<b>330 079,1</b>	<b>443 117,8</b>	<b>530 770,3</b>	<b>638 901,1</b>	<b>672 133,9</b>
<b>Monnaie (M1)</b>	<b>235 379,4</b>	<b>335 887,6</b>	<b>404 392,5</b>	<b>485 772,6</b>	<b>485 023,3</b>
Circulation fiduciaire hors banques	84 153,3	112 623,7	120 915,7	139 103,4	153 214,3
Dépôts à vue	151 226,1	223 263,9	283 476,8	346 669,2	331 809,0
<b>Quasi monnaie</b>	<b>94 699,7</b>	<b>107 230,2</b>	<b>126 377,8</b>	<b>153 128,5</b>	<b>187 110,6</b>
<b>AUTRES RESSOURCES</b>	<b>127 846,6</b>	<b>160 030,8</b>	<b>207 178,9</b>	<b>201 565,8</b>	<b>278 346,5</b>
Provisions pour crédit documentaire	2 374,6	5 225,7	3 627,5	10 515,6	12 302,2
Fonds propres de la BRB	27 058,8	36 578,0	37 163,4	40 915,2	51 330,9
Divers nets de la BRB	35 748,5	28 836,9	67 405,3	26 255,2	50 586,1
Fonds propres des banques commerciales	42 904,9	60 251,8	88 493,4	117 762,6	146 544,2
Divers nets des banques commerciales	19 643,1	30 593,7	9 004,0	7 109,0	9 082,4
Solde des transactions interbancaires	116,7	-1 455,3	1 485,3	-991,8	8 500,7

Au niveau des composantes des ressources du système bancaire, la masse monétaire a ralenti sa progression (5,2 contre 20,4 p.c.) alors que les autres ressources se sont sensiblement redressées (38,1 contre -2,7

p.c.). Concernant les emplois, la croissance du crédit intérieur s'est accélérée (26,8 contre 22,9 p.c.) alors que les avoirs extérieurs nets ont continué à baisser (-55,0 contre -16,6 p.c.).

**Graphique 12 : La masse monétaire et ses contreparties (en Mds de BIF)**



Les avoirs intérieurs nets ont contribué dans la croissance de M2 à hauteur de 17,3 points de pourcentage alors que les avoirs extérieurs nets ont exercé une influence

restrictive à concurrence de 12,1 points, ce qui traduit que la création additionnelle de la monnaie n'a été que d'origine interne.

**Tableau 22 : Contribution à la croissance de la masse monétaire (en points de pourcentage)**

	2007	2008	2009	2010	2011(p)
Croissance annuelle de M2 (en p.c)	9,5	34,2	19,8	20,4	5,2
Avoirs extérieurs nets	10,3	21,2	3,1	-5,3	-12,1
Avoirs intérieurs nets	-0,8	13,0	16,7	25,7	17,3
Crédit intérieur nets	2,2	22,8	27,3	24,6	29,3
Créances nettes sur l'Etat	-0,8	5,8	17,1	7,5	7,8
Créances sur l'économie	3,0	17,0	10,2	17,1	21,5
<b>Autres postes nets</b>	<b>-3,0</b>	<b>-9,8</b>	<b>-10,6</b>	<b>1,1</b>	<b>-12,0</b>

p: provisoire

### II.3.1.1. Ressources

#### II.3.1.1.1. Masse monétaire

La masse monétaire (672.133,9 contre 638.901,1 MIF) s'est faiblement accrue de 5,2 contre 20,4 p.c. une année plus tôt en rapport avec la diminution des disponibilités monétaires (-0,2 contre 20,1 p.c.), la quasi-monnaie (22,2 contre 21,2 p.c.) ayant maintenue une croissance soutenue. La part des disponibilités monétaires dans M2 a fléchi (72,2 contre 76,0 p.c.) pendant que celle de la quasi-monnaie (27,8 contre 24,0 p.c.) a progressé.

#### a. Monnaie

Les disponibilités monétaires qui s'élevaient à 485.772,6 à fin 2010, se sont établies à 485.023,3 MBIF au terme de l'exercice 2011, faisant ainsi ressortir une légère diminution de 749,3 MBIF contre un accroissement de 81.380,1 MBIF une année auparavant. Cette faible baisse a

résulté de la contraction des dépôts à vue (-14.860,2 MBIF) qui n'a que légèrement dépassé la hausse de la circulation fiduciaire hors banques (14.110,9 MBIF).

Bien qu'elle demeure plus importante, la part relative des dépôts à vue (68,4 contre 71,4 p.c.) dans les disponibilités monétaires a reculé tandis que celle de la circulation fiduciaire hors banques s'est inscrite en hausse (31,6 contre 28,6 p.c.).

#### b. Quasi-monnaie

Passant de 153.128,5 à 187.110,6 MBIF, les dépôts à terme et d'épargne se sont accrus de 33.982,1 contre 26.750,7 MBIF une année auparavant. Cette augmentation est principalement liée à l'expansion des placements des entreprises privées (14.895,6 MBIF), des sociétés à participation publique (9.469,9 MBIF), des particuliers (4.632,3 MBIF) ainsi que des dépôts regroupés dans les « autres comptes » (5.284,3 MBIF).

**Tableau 23 : Dépôts à terme et d'épargne par détenteur (à fin d'année, en MBIF)**

	2007	2008	2009	2010		2011(p)	
				valeur	en p.c.	valeur	en p.c.
Particuliers	51 755,6	63 015,7	79 280,6	94 215,2	61,5	98 847,5	52,8
Entreprises privées	11 714,9	11 496,9	15 450,6	18 808,5	12,3	33 704,1	18,0
Sociétés à participation publiques	6 389,4	9 050,7	9 145,9	13 226,9	8,6	22 696,8	12,1
Etablissements financiers	454,0	550,0	400,0	530,0	0,3	230,0	0,1
Autres comptes	24 385,8	23 116,9	22 100,7	26 347,9	17,2	31 632,2	16,9
<b>TOTAL</b>	<b>94 699,7</b>	<b>107 230,2</b>	<b>126 377,8</b>	<b>153 128,5</b>	<b>100,0</b>	<b>187 110,6</b>	<b>100,0</b>

(p) : provisoire

Les parts relatives des dépôts des sociétés à participation publique (12,1 contre 8,6 p.c.) et des entreprises privées (18,0 contre 12,3 p.c.) ont augmenté. En revanche, les parts des placements des particuliers (52,8 contre 61,5 p.c.) et des dépôts classés dans les « autres comptes » (16,9 contre 17,2 p.c.) se sont inscrites en retrait.

#### II.3.1.1.2. Autres ressources

Alors qu'elles avaient enregistré une diminution de 2,7 p.c. à la fin de l'année précédente, les autres ressources du système bancaire se sont accrues de 38,1 p.c., passant de 201.565,8 à 278.346,5 MBIF. Aussi, leur part dans le total des ressources du système bancaire a-t-elle augmenté, se fixant à 29,3 contre 24,0 p.c.

La hausse des autres ressources du système bancaire a concerné les fonds propres de la Banque Centrale (10.415,7 MBIF) et des banques commerciales (28.781,6 MBIF), les divers nets de la Banque (24.330,9 MBIF) et des banques commerciales (1.973,4 MBIF), les provisions pour crédits documentaires (1.786,6 MBIF) ainsi que le solde des transactions interbancaires (9.492,5 MBIF).

L'augmentation des divers nets de la Banque centrale est liée principalement à la hausse des valeurs à payer à vue (26.030,6 MBIF) consécutive à l'accumulation des suspens à liquider (26.434,5 MBIF).

La hausse des fonds propres des banques commerciales (28.781,6 MBIF) a résulté principalement de l'augmentation du capital (17.707,8 MBIF), des réserves (2.577,3 MBIF) et des résultats dégagés à la fin de l'exercice (7.964,3 MBIF).

#### II.3.1.2. Emplois

Les emplois du système bancaire se sont accrues de 13,1 p.c. en raison de la progression du crédit intérieur (26,8 p.c.), les avoirs extérieurs nets ayant accusé une forte diminution de 55,0 p.c. d'une fin d'année à l'autre.

##### II.3.1.2.1. Avoirs extérieurs nets

Revenant de 140.783,0 à 63.289,9 MBIF, les avoirs extérieurs nets ont chuté de 77.493,1 MBIF.



Tableau 24 : Avoirs Extérieurs Nets

	2007	2008	2009	2010	2011
Avoirs extérieurs bruts (en MBIF)	299 376,2	458 057,9	554 519,4	578 994,3	586 494,6
Dont réserves internationales officielles (en millions de USD)	177,3	266,6	323,0	332,1	295,6
Engagements extérieurs (en MBIF)	214 494,7	303 043,3	385 766,4	438 211,3	523 204,7
Avoirs extérieurs nets (en MBIF)	84 881,5	155 014,6	168 753,0	140 783,0	63 289,9
Variation annuelle (en p.c.)	57,4	82,6	8,9	-16,6	-55,0
Avoirs extérieurs nets (en millions de USD)	75,8	125,5	137,1	114,2	46,5

La baisse des avoirs extérieurs nets est en rapport avec l'augmentation des engagements (84.993,4 MBIF) plus importante que celle des avoirs bruts (7.500,3 MBIF). La progression des engagements extérieurs est liée principalement à la hausse des engagements envers le FMI au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (37.690,3 MBIF), des allocations de DTS (13.657,5 MBIF) et des autres engagements (33.645,6 MBIF). Exprimés en dollars américains, les avoirs extérieurs nets ont régressé de 59,3 p.c., revenant de 114, 2 à 46,5 millions.

De même, les réserves de change officielles ont également baissé de 11 p.c., s'établissant à 295,6 contre 332,1 millions de dollars, soit une couverture de 5,0 mois d'importations de biens et services contre 6,5 mois à la fin de l'exercice précédent.

#### II.3.1.2.2. Crédit intérieur

Le crédit intérieur (887.190,5 contre 699.683,9 MBIF) s'est accru à un rythme plus accéléré que celui de l'exercice précédent (26,8 contre 22,9 p.c.) en rapport avec l'expansion des créances sur l'économie (33,7 contre 28,6 p.c.) et de l'endettement net de l'Etat (17,2 contre 15,8 p.c.).

#### a. Créances nettes sur l'Etat

L'endettement net de l'Etat (342.381,1 contre 292.216,8 MBIF) a augmenté de 50.164,3 MBIF suite à la hausse des créances brutes (42.802,2 MBIF) et à la baisse des dépôts du secteur gouvernemental (-7.362,1 MBIF). L'augmentation des créances brutes a résulté principalement de la hausse des avances de la Banque centrale (68.828,8 MBIF) partiellement contrebalancée par la diminution des bons et obligations du Trésor détenus par les banques commerciales (-24.620,1 MBIF).

#### b. Créances sur l'économie

Les créances sur l'économie (544.809,4 contre 407.467,1 MBIF) se sont accrues de 137.342,3 MBIF, soit 33,7 p.c. suite à la progression des concours de trésorerie (111.364,0 MBIF) et des financements à moyen terme (8.942,3 MBIF).

#### II.3.2. LIQUIDITE BANCAIRE

Le resserrement de la liquidité bancaire enregistré à fin décembre 2010 (-10.759,4 MBIF) s'est intensifié à fin décembre 2011 (-44.233,0 MBIF). Cette contraction est liée à l'impact restrictif exercé par la baisse des créances nettes sur l'étranger (-78.116,9 MBIF), des divers nets (-32.772,5 MBIF) et

des créances nettes sur les sociétés à participation publique (-1.298,6 MBIF) ainsi que par l'augmentation des billets et pièces en circulation (14.270,8 MBIF) qui a

dépassé l'effet expansif résultant de l'accroissement des créances nettes sur l'Etat (82.225,8 MBIF).

**Tableau 25 : Liquidité bancaire (en MBIF)**

	2007	2008	2009	2010	2011
- Billets et pièces en circulation	-16 093,0	-31 254,9	-11 975,3	-19 629,0	-14 270,8
- Créances nettes sur l'Etranger	+35 306,3	+73 495,0	-20 669,7	-15 762,7	-78 116,9
- Créances nettes sur l'Etat	-27 901,8	-23 593,2	+70 963,8	-7 439,6	82 225,8
- Créances nettes sur les sociétés à participation publique	-2 875,4	-432,0	-1 653,2	2 312,3	-1 298,6
- Divers	-2 423,3	-5 109,9	-9 882,3	+29 759,6	-32 772,5
<b>TOTAL FACTEURS AUTONOMES</b>	<b>-13 987,2</b>	<b>+13 105</b>	<b>+26 783,3</b>	<b>-10 759,4</b>	<b>-44 233,0</b>
Refinancement	+1 000	-1 000,0	-	-	25 301,3
dont :					
- Secteur bancaire	+1 000	-1 000,0	-	-	25 301,3
- Etablissements financiers	-	-	-	-	-
Reprise de liquidité	-10 500,0	+12 000,0	-2 000,0	-3 000,0	-7 000,0
Réserves	-2 487,2	+105,0	28 783,3	-7 759,4	-11 931,7
dont :					
- Secteur bancaire	-3 241,2	+32,2	+28 896,2	-8 161,8	-10 793,2
- Etablissements financiers	+754	+72,8	-112,9	402,4	-1 138,5
(+) : incidence expansive sur la liquidité.					
(-) : incidence restrictive sur la liquidité.					

Suite à la diminution du total des facteurs autonomes, les réserves des banques commerciales se sont contractées de 10.793,2 MBIF malgré l'apport de liquidité de la Banque Centrale sous forme de facilité de prêt marginal de 25.301,3 MBIF et le remboursement de la liquidité ponctionnée de 7.000,0 MBIF.

### II.3.3. LIQUIDITE DE L'ECONOMIE

La liquidité globale de l'économie (692.459,6 contre 589.896,3 MBIF) s'est accrue moins rapidement que l'exercice précédent (17,4 contre 24,4 p.c.). Ce ralentissement a porté sur la liquidité active (12,7 contre 27,1 p.c.), la liquidité passive ayant accéléré sa progression (28,8 contre 18,3 p.c.).

**Tableau 26 : Composantes de la liquidité de l'économie**

	Encours de fin d'année (en MBIF)		Variations (en p.c.)	Moyenne (1) (en MBIF)		Variations (en p.c.)
	2010	2011		2010	2011	
<b>I. LIQUIDITE ACTIVE</b>	<b>485 764,9</b>	<b>485 009,2</b>	<b>-0,2</b>	<b>419 340,4</b>	<b>472 772,9</b>	<b>12,7</b>
-Billets et pièces en circulation hors du système financier	139 095,7	153 200,2	10,1	125 038,7	145 118,0	16,1
-Dépôts à vue auprès du système bancaire	346 669,2	331 809,0	-4,3	294 301,7	327 654,9	11,3
<b>II. LIQUIDITE PASSIVE</b>	<b>191 631,2</b>	<b>250 940,2</b>	<b>30,9</b>	<b>170 555,9</b>	<b>219 686,7</b>	<b>28,8</b>
-Quasi-monnaie	153 128,5	187 110,6	22,2	137 806,3	168 698,0	22,4
-Bons et obligations du Trésor (2)	25 151,4	43 421,4	72,6	21 151,4	31 800,7	50,3
-Placements auprès des établissements financiers	13 351,3	20 408,2	52,9	11 598,2	19 188,0	65,4
<b>Total (I+II)</b>	<b>677 396,1</b>	<b>735 949,4</b>	<b>8,6</b>	<b>589 896,3</b>	<b>692 459,6</b>	<b>17,4</b>
(1): Moyenne d'encours de fin de mois						
(2) : Titres détenus par le secteur non bancaire						

La décélération du taux de croissance de la liquidité active a concerné la circulation fiduciaire hors du système bancaire (16,1 contre 17,8 p.c.) et les dépôts à vue (11,3 contre 31,5 p.c.).

De son côté, l'accélération du rythme de croissance de la liquidité passive a concerné la quasi-monnaie (22,4 contre 20,3 p.c.), les Bons et Obligations du Trésor détenus par le secteur non bancaire (50,3 contre -1,4 p.c.) et les placements auprès des établissements financiers (65,4 contre 42,6 p.c.).

En moyenne, les taux de liquidité de l'économie calculé sur la base du PIB (23,9 contre 23,0 p.c.) et de la DIB (19,7 contre 19,2 p.c.) ont augmenté. En effet, la croissance de la liquidité de l'économie (17,4 p.c.) a été plus prononcée que celle de la production intérieure brute (12,9 p.c.) et de la dépense intérieure brute (14,7 p.c.) se traduisant par des pressions inflationnistes (9,6 contre 6,5 p.c. l'année précédente).

**Tableau 27 : Taux de liquidité de l'économie**

	2007	2008	2009	2010	2011
- Liquidité de l'économie (MBIF, moyenne)	322 142,9	408 741,5	474 086,6	589 883,6	692 459,6
- Produit Intérieur Brut aux prix du marché (en MBIF) (e)	1 467 231,0	1 911 139,0	2 205 439,5	2 565 465,3	2 895 197,3
<b>- Rapport liquidités/ P.I.B. (en p.c.)</b>	<b>22,0</b>	<b>21,4</b>	<b>21,5</b>	<b>23,0</b>	<b>23,9</b>
Dépense Intérieure Brute (en MBIF) (1)	1 836 894,0	2 411 174,0	2 684 228,5	3 065 909,2	3 517 381,3
<b>- Rapport liquidités/ D.I.B. (en p.c.)</b>	<b>17,5</b>	<b>17,0</b>	<b>17,7</b>	<b>19,2</b>	<b>19,7</b>
(1) : D.I.B. = P.I.B. + importations de biens et de services non facteurs - exportations de biens et services non facteurs					
(e) : Estimation à partir de 2009.					
Sources : B.R.B. et M.F.P.D.E.					

## II.3.4. RISQUES DU SYSTEME BANCAIRE

### II.3.4.1. Evolution générale

L'encours des crédits à l'économie (571.583,0 contre 430.565,1 MBIF) a enregistré un taux de croissance plus élevé que celui de l'exercice précédent (32,8 contre 29,9 p.c.). De même, en moyenne mensuelle, la progression a été plus rapide que celle enregistrée une année plus tôt (32,5 contre 27,8 p.c.).

L'accélération du taux de croissance des crédits à l'économie a concerné les financements à court terme (35,2 contre 29,5 p.c.) et à long terme (59,4 contre 49,1 p.c.) alors que les concours à moyen terme

ont ralenti leur progression (24,7 contre 29,0 p.c.).

Revenant de 72.626,3 à 70.478,0 MBIF, l'encours des engagements par signature a diminué de 3,0 p.c. contre une augmentation de 37,8 p.c. l'exercice précédent. Cette évolution s'explique par la baisse des avals et cautions (-4.792,3 MBIF), partiellement contrebalancée par la hausse des crédits à change non couverts (2.644,0 MBIF).

Tableau 28 : Evolution des risques du système bancaire (en MIF)

	2008		2009		2010		2011	
	Fin d'année	Encours moyens	Fin d'année	Encours moyens	Fin d'année	Encours moyens	Fin d'année	Encours moyens
<b>I. CREDITS DISTRIBUES</b>	<b>284 597,4</b>	<b>260 474,9</b>	<b>331 401,6</b>	<b>303 706,7</b>	<b>430 565,1</b>	<b>388 249,0</b>	<b>571 583,0</b>	<b>514 463,2</b>
<b>A. Crédits à court terme</b>	<b>204 523,1</b>	<b>188 155,4</b>	<b>211 498,8</b>	<b>205 584,0</b>	<b>273 985,4</b>	<b>250 746,1</b>	<b>390 864,4</b>	<b>339 007,8</b>
Importation après expédition	350,1	1 290,7	1 946,3	1 240,9	1 895,9	1 991,0	1 824,6	2 225,0
Mobilisation de créances commerciales	3 764,5	3 134,2	5 721,7	3 222,4	6 432,4	7 254,3	10 070,2	7 800,5
Exportation	23 603,6	16 896,1	2 961,4	7 622,4	11 832,6	12 599,4	12 577,6	14 279,2
Crédits de trésorerie	176 804,9	166 834,4	200 869,4	193 498,3	253 824,5	228 901,4	366 392,0	314 703,1
<b>B. Crédits à moyen terme</b>	<b>72 597,0</b>	<b>65 456,0</b>	<b>110 708,0</b>	<b>89 587,5</b>	<b>142 867,4</b>	<b>126 050,3</b>	<b>156 091,0</b>	<b>157 197,0</b>
Habitat	10 714,1	10 549,5	15 338,8	13 524,0	25 050,4	19 694,9	29 936,7	28 888,6
Equipement	61 882,9	54 906,5	95 369,2	76 063,5	117 817,0	106 355,4	126 154,3	128 308,4
<b>C. Crédits à long terme</b>	<b>7 477,3</b>	<b>6 863,5</b>	<b>9 194,8</b>	<b>8 535,2</b>	<b>13 712,3</b>	<b>11 452,6</b>	<b>24 627,6</b>	<b>18 258,4</b>
Habitat	6 532,8	5 825,7	8 684,9	7 707,0	12 244,5	10 733,3	16 356,2	14 123,6
Equipement	944,5	1 037,8	509,9	828,2	1 467,8	719,3	8 271,4	4 134,8
<b>II. ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE</b>	<b>50 153,6</b>	<b>44 553,7</b>	<b>52 699,2</b>	<b>48 414,7</b>	<b>72 626,3</b>	<b>56 948,3</b>	<b>70 478,0</b>	<b>62 561,3</b>
Crédits à change non couvert	21 022,0	25 870,9	15 253,9	16 095,8	23 487,1	16 707,1	26 131,1	20 074,0
Avals et cautions	29 131,6	18 682,8	37 445,3	32 318,9	49 139,2	40 241,2	44 346,9	42 487,3
<b>TOTAL DES RISQUES</b>	<b>334 751,0</b>	<b>305 028,6</b>	<b>384 100,8</b>	<b>352 121,4</b>	<b>503 191,4</b>	<b>445 197,3</b>	<b>642 061,0</b>	<b>577 024,5</b>

### II.3.4.2. Catégories de crédits

#### II.3.4.2.1. Crédits à court terme

Les crédits à court terme (390.864,4 contre 273.985,4 MBIF) se sont fortement accrus de 116.879,0 contre 62.486,6 MBIF à la fin de l'exercice précédent. Cette hausse a principalement concerné les concours de trésorerie (112.567,5 MBIF) et de mobilisation des créances commerciales (3.637,8 MBIF). Aussi, la part prédominante des crédits à court terme dans le total des crédits distribués s'est-elle renforcée, s'établissant à 68,4 contre 63,6 p.c.

#### II.3.4.2.2. Crédits à moyen terme

Les crédits à moyen terme ont enregistré une augmentation de 13.223,6 MBIF, passant de 142.867,4 à 156.091,0 MBIF en rapport avec les financements à l'habitat (4.886,3 MBIF) et les crédits à l'équipement (8.337,3 MBIF).

Cependant, la part des crédits à moyen terme dans l'encours des crédits a baissé, revenant de 33,2 à 27,3 p.c.

#### II.3.4.2.3. Crédits à long terme

Les financements à long terme ont augmenté de 10.915,3 MBIF, passant de 13.712,3 à 24.627,6 MBIF. Cet accroissement a porté à la fois sur les concours à l'habitat (4.111,7 MBIF) et à l'équipement (6.803,6 MBIF).

#### II.3.4.3. Crédits par branche d'activité

La croissance des crédits finançant le commerce (337.131,7 contre 241.311,3 MBIF) s'est accéléré par rapport à celle enregistrée l'année précédente (39,7 contre 33,4 p.c.). De même, leur part dans l'ensemble des crédits a légèrement augmenté, passant de 55,9 à 58,8 p.c.

Les financements consentis au petit équipement (127.908,0 contre 96.121,0 MBIF) ont enregistré une progression plus importante que celle de l'exercice précédent (33,1 contre 26,2 p.c.). Toutefois, leur part relative s'est maintenue à 22,3 p.c.

Tableau 29 : Evolution des crédits par branche d'activité (en MBIF) (1)

	2009		2010		2011	
				Parts en p.c.		Parts en p.c.
Commerce	180 877,5	241 311,3	55,9	337 131,7	58,8	
<i>Dont café</i>	2 769,5	11 102,2	2,6	14 769,5	2,6	
Petit équipement	76 193,1	96 121,0	22,3	127 908,0	22,3	
Habitat et autres constructions	30 488,0	41 277,7	9,6	50 277,8	8,8	
Industrie	20 850,0	19 650,6	4,6	23 974,1	4,2	
Agriculture	3 607,4	2 554,8	0,6	1 999,1	0,3	
Hôtellerie et Tourisme	3 762,3	6 985,2	1,6	11 349,1	2,0	
Artisanat	2,7	2,7	0,0	2,7	0,0	
Divers	17 526,8	23 449,2	5,4	20 572,2	3,6	
<b>TOTAL</b>	<b>333 307,8</b>	<b>431 352,5</b>	<b>100,0</b>	<b>573 214,7</b>	<b>100,0</b>	

(1) : Y compris les crédits aux administrations centrale et locale

Les encours des crédits à « l'habitat et autres constructions » (50.277,8 contre 41.277,7 MBIF), à l'hôtellerie et tourisme (11.349,1 contre 6.985,2 MBIF) ainsi qu'à l'industrie (23.974,1 contre 19.650,6 MBIF) se sont accrus.

En revanche, les financements consentis à l'agriculture se sont inscrits en baisse, revenant de 2.554,8 à 1.999,1 MBIF, soit

une part relative de 0,3 p.c. de l'ensemble des crédits distribués. De même, l'encours des crédits aux activités diverses (20.572,2 contre 23.449,2 MBIF) a diminué de 12,3 p.c. et sa part relative est revenue de 5,4 à 3,6 p.c.

\*

\*

\*

Au cours de l'année 2011, la croissance de la masse monétaire s'est sensiblement décélérée, revenant de 20,4 à 5,2 p.c. L'augmentation modérée de la masse monétaire a résulté de la hausse du crédit intérieur (27,0 p.c.), partiellement contrebalancée par la diminution des avoirs extérieurs nets (-55,0 p.c.).

La baisse des avoirs extérieurs nets est liée à l'expansion des engagements extérieurs dont le rythme de croissance (19,4 p.c.) a été plus rapide que celui des avoirs extérieurs bruts (1,3 p.c.) consécutivement à la diminution des financements extérieurs.

L'accroissement du crédit intérieur est le résultat de la hausse de l'endettement net de l'Etat (17,7 p.c.) et des créances sur l'économie (33,7 p.c.). La liquidité globale de l'économie s'est accrue de 17,5 p.c., dépassant ainsi la croissance du PIB nominal (12,9 p.c.). Cet écart s'est traduit par une croissance de l'inflation qui a été non seulement d'origine monétaire, mais aussi, a résulté de l'accroissement des prix des produits énergétiques et de première nécessité.

Face aux pressions inflationnistes, la Banque continuera de mener une politique monétaire prudente afin de contenir la masse monétaire à un niveau compatible avec la croissance du PIB. A cet égard, elle entend renforcer les instruments de régulation monétaire dont elle dispose. En

outre, l'utilisation des pensions livrées permettra d'améliorer et de faciliter l'échange de liquidité sur le marché interbancaire.

\*

\*

\*

## II.4. BALANCE DES PAIEMENTS

Au terme de l'exercice 2011, la balance des paiements a encore été caractérisée par un important déséquilibre du compte courant

(-357.619,3 contre -370.433,1 MBIF) et par un excédent du compte de capital et d'opérations financières (350.842,7 contre 362.681,3 MBIF).

Tableau 30: Balance des Paiements (en MBIF)

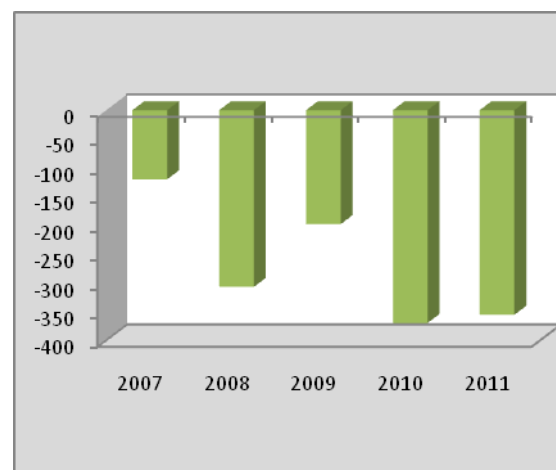
	2 007	2 008	2 009	2 010	2011(p)
<b>A. BIENS</b>	<b>-211 272,3</b>	<b>-315 182,3</b>	<b>-337 823,0</b>	<b>-414 956,7</b>	<b>-540 355,1</b>
Crédit	63 653,2	82 581,2	84 161,5	124 596,4	156 350,4
Débit	-274 925,5	-397 763,5	-421 984,5	-539 553,1	-696 705,5
<b>B. SERVICES NON FACTEURS</b>	<b>-163 726,4</b>	<b>-208 030,6</b>	<b>-155 866,3</b>	<b>-109 359,7</b>	<b>-127 581,2</b>
Crédit	33 316,5	98 796,8	61 425,3	97 834,1	140 839,7
Débit	-197 042,9	-306 827,4	-217 291,6	-207 193,8	-268 420,9
<b>C. REVENUS</b>	<b>-6 368,9</b>	<b>-5 103,6</b>	<b>-20 887,7</b>	<b>-13 375,7</b>	<b>-22 055,2</b>
Crédit	9 379,2	12 897,9	1 691,5	1 389,1	9 409,6
Débit	-15 748,1	-18 001,5	-22 579,2	-14 764,8	-31 464,8
<b>D. TRANSFERTS COURANTS</b>	<b>260 947,9</b>	<b>220 800,2</b>	<b>316 296,0</b>	<b>167 259,0</b>	<b>332 372,2</b>
Crédit	261 464,6	223 136,1	320 285,7	183 949,7	349 447,6
Débit	-516,7	-2 335,9	-3 989,7	-16 690,7	-17 075,4
<b>I. BALANCE COURANTE (A+B+C+D)</b>	<b>-120 419,7</b>	<b>-307 516,3</b>	<b>-198 281,0</b>	<b>-370 433,1</b>	<b>-357 619,3</b>
<b>II. FINANCEMENT ( y compris Erreurs et Omissions)</b>	<b>120 419,7</b>	<b>307 516,3</b>	<b>198 281,0</b>	<b>370 433,1</b>	<b>357 619,3</b>
<b>1. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES</b>	<b>160 736,6</b>	<b>246 067,1</b>	<b>213 570,6</b>	<b>362 681,3</b>	<b>350 842,7</b>
A. COMPTE DE CAPITAL	138 497,6	166 791,6	1 261 343,5	95 897,6	121 656,1
B. COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES	22 239,0	79 275,5	-1 047 772,9	266 783,7	229 186,6
1, INVESTISSEMENTS DIRECTS	503,3	3 855,5	428,6	960,7	4 230,9
2, INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	-	-	-	-	-
3, AUTRES INVESTISSEMENTS	89 645,1	206 091,7	-979 850,5	289 089,1	204 922,6
3,1 Avoirs	-37 037,1	-36 521,6	-35 556,3	-53 619,9	-59 037,4
3,2 Engagements	126 682,2	242 613,3	-944 294,2	342 709,0	263 960,0
4, AVOIRS DE RESERVE	-67 909,4	-130 671,7	-68 351,0	-23 266,1	20 033,1
<b>2, ERREURS ET OMISSIONS</b>	<b>-40 316,9</b>	<b>61 449,2</b>	<b>-15 289,6</b>	<b>7 751,8</b>	<b>6 776,6</b>

(p): Provisoire

### II.4. 1. OPERATIONS COURANTES

Les transactions courantes se sont soldées par un déficit légèrement inférieur à celui de l'année 2010 qui a résulté de l'aggravation des déficits des transactions des biens (-540.355,1 contre -414.956,7 MBIF), des services (-127.581,2 contre -109.359,7 MBIF) et des revenus (-22.055,2 contre -13.375,7) partiellement atténuée par une nette augmentation des apports extérieurs au titre des transferts unilatéraux (332.372,2 contre 167.259,0 MBIF).

Graphique 13 : Solde des opérations courantes (en MBIF)



### II.4.1.1. Biens

Les transactions commerciales du Burundi avec le reste du monde se sont renforcées tant en exportations (156.350,4 contre 124.956,4 MBIF) qu'en importations (696.705,5 contre 539.553,1 MBIF).

#### II.4.1.1.1. Exportations

Le produit des exportations a été marqué par une augmentation de 31.754,0 MBIF, grâce aux exportations des produits primaires (144.463,8 contre 118.309,5

MBIF) et manufacturés (11.886,6 contre 6.287,0 MBIF). L'accroissement des exportations des produits primaires a concerné particulièrement le café (95.281,9 contre 85.814,3 MBIF), le thé (26.839,0 contre 21.919,5 MBIF), les minerais (13.299,6 contre 4.185,4 MBIF) et les peaux brutes (7.714,9 contre 3.994,5 MBIF) en rapport principalement avec des meilleurs prix qui ont prévalu sur le marché international.

**Tableau 31 : Exportations de marchandises(en T et MBIF)**

	2007	2008	2009	2010	2011
<b>1. Produits primaires (valeur)</b>	<b>60 230,8</b>	<b>75 218,7</b>	<b>76 174,1</b>	<b>118 309,5</b>	<b>144 463,8</b>
dont :					
Café (1) Volume	20 307	15 883	17 114	20 661	17 447
Valeur	41 684,3	47 184,2	48 733,0	85 814,3	95 281,9
Valeur unitaire ( BIF/KG)	2 052,7	2 970,7	2 847,6	4 153,4	5 461,2
Variation ( en p,c,)	-8,8	44,7	-4,1	45,9	31,5
Thé(2) Volume	6 475	5 406	6 293	7 139	7 953
Valeur	9 924,5	15 531,0	18 945,6	21 919,5	26 839,0
Valeur unitaire ( BIF/KG)	1 532,7	2 872,9	3 010,6	3 070,4	3 374,7
Variation ( en p,c,)	-11,6	87,4	4,8	2,0	9,9
Peaux Volume	2 682	2 283	2 273	3 019	3 090
Valeur	3 823,6	3 704,8	2 335,1	3 994,5	7 714,9
Valeur unitaire ( BIF/KG)	1 425,7	1 622,8	1 027,3	1 323,1	2 496,7
Variation ( en p,c,)	65,9	13,8	-36,7	28,8	88,7
<b>2. Produits manufacturés (valeur)</b>	<b>3 422,4</b>	<b>7 362,5</b>	<b>7 987,3</b>	<b>6 287,0</b>	<b>11 886,6</b>
Bière	873,1	1 821,9	1 596,4	2 222,4	2 802,0
Tissus en coton	9,5	0,0	14,5	42,9	0,0
Cigarettes	985,8	1 796,4	1 773,6	1 685,4	1 646,3
Bouteilles	0,6	0,0	0,1	8,0	0,0
Sucre	1 221,1	1 465,4	2 210,7	0,0	0,0
Savons	45,6	1 079,6	1 625,5	1 600,5	5 231,8
Autres	286,7	1 199,2	766,5	727,8	2 206,5
<b>TOTAL</b>	<b>63 653,2</b>	<b>82 581,2</b>	<b>84 161,4</b>	<b>124 596,5</b>	<b>156 350,4</b>

Source (1) : Office Burundais des Recettes ( OBR)  
(2) : Office du thé du Burundi ( OTB)



La valeur des produits manufacturés a presque doublé en raison essentiellement des exportations des savons (5.231,8 contre 1.600,5 MBIF) et de la bière (2.802,0 contre 2.222,4 MBIF).

#### II.4.1.1.2. Importations

Les mises en consommation ont progressé de 52,1 p.c. en valeur CIF et de 37,7 p.c. en volume.

**Tableau 32 : Importations de marchandises**

	2007	2008	2009	2010	2011	2011/2010 en p.c.
<b>( valeur CIF en MBIF)</b>						
1. Biens de production	157 755,1	211 971,0	206 922,7	278 822,4	457 743,6	<b>64,2</b>
2. Biens d'équipement	89 159,6	130 118,2	143 762,1	168 259,9	227 973,6	<b>35,5</b>
3. Biens de consommation	99 185,5	135 692,1	144 143,8	179 189,3	267 135,3	<b>49,1</b>
Durables	36 028,5	55 130,0	54 489,6	87 658,9	113 714,4	<b>29,7</b>
Non Durables	63 157,0	80 562,1	89 654,2	91 530,4	153 420,9	<b>67,6</b>
<b>TOTAL</b>	<b>346 100,2</b>	<b>477 781,3</b>	<b>494 828,6</b>	<b>626 271,6</b>	<b>952 852,5</b>	<b>52,1</b>
<b>( en Tonnes)</b>						
1. Biens de production	194 682	216 428	260 621	362 884	483 150	<b>33,1</b>
2. Biens d'équipement	17 974	20 189	23 446	38 625	36 588	<b>-5,3</b>
3. Biens de consommation	65 631	70 866	69 423	93 477	162 052	<b>73,4</b>
Durables	19 000	26 306	24 338	34 658	45 960	<b>32,6</b>
Non Durables	46 631	44 560	45 085	58 819	116 092	<b>97,4</b>
<b>TOTAL</b>	<b>278 287</b>	<b>307 483</b>	<b>353 490</b>	<b>494 986</b>	<b>681 790</b>	<b>37,7</b>

Les importations de biens de production ont connu une nette augmentation, tant en valeur (64,2 p.c.) qu'en volume (33,1 p.c.). Cette hausse a concerné toutes les catégories d'importations de biens de production, particulièrement les produits pétroliers (70,7 p.c. en valeur et 25,7 p.c. en volume), les biens destinés à la construction (54,4 p.c. en valeur et 32,0 p.c. en volume), à l'industrie agro-alimentaire (55,2 p.c. en valeur et 40,1 p.c. en volume) et à la métallurgie (74,6 p.c. en valeur et 35,6 p.c. en volume).

De même, les approvisionnements en biens d'équipement se sont accrus de 35,5p.c.en valeur grâce à l'augmentation des importations des chaudières et engins

mécaniques (84,4 p.c.), du matériel électrique (33,6 p.c.) et des autres biens d'équipements (43,3p.c. en valeur). Par contre, la baisse du volume des importations des tracteurs, véhicules et engins de transport (-18,2 p.c.), des chaudières et engins mécaniques (-33,6 p.c.) a impacté négativement le total du volume importé de biens d'équipement de 5,3p.c.

La hausse des biens de consommation de 49,1p.c.en valeur et de 73,4 p.c. en volume a résulté de l'accroissement des importations de biens non durables (67,6 p.c. en valeur et 97,4 p.c. en volume) et de biens durables (29,7 p.c. en valeur et 32,6p.c en volume).

L'augmentation des importations des biens non durables a porté sur les produits pharmaceutiques (51,1 p.c. en valeur), alimentaires (90,5 p.c. en valeur et 131,8 p.c. en volume) et sur les autres non durables (66,8 p.c. en valeur et 1,8 p.c. en volume).

Concernant les biens durables, la progression a touché en particulier les autres biens durables (61,4 p.c. en valeur et 94,6 p.c. en volume), les textiles (9,8 p.c. en valeur contre une baisse de 4,2 p.c. en volume); les véhicules ayant accusé une chute de 36,0 p.c. en valeur et de 40,4 p.c. en volume.

### II.4.1.1.3. Répartition géographique des échanges extérieurs

Les transactions du Burundi avec l'extérieur restent encore marquées, pour la troisième année consécutive, par la prédominance de l'Asie, sa part relative s'étant établie à 36,2 p.c. contre 31,5 p.c., 27,5 p.c. et 4,2 p.c. pour l'Europe, l'Afrique et l'Amérique respectivement.

Les échanges commerciaux avec l'Asie se sont repliés (36,2 contre 42,7 p.c.) tant en importations (39,5 contre 46,9 p.c.) qu'en exportations (16,2 contre 21,5 p.c.). Cette évolution s'explique par la baisse de la part des importations en provenance de l'Arabie Saoudite (14,7 contre 18,4 p.c.), de

la Chine (8,3 contre 10,0 p.c.) et du Japon (2,8 contre 7,5 p.c.). Les parts des exportations vers ce continent ont également fléchi suite au recul des parts des exportations vers le Pakistan (9,0 contre 10,6 p.c.) et le Singapour (1,0 contre 6,4 p.c.).

La part des échanges avec le continent européen s'est inscrite en hausse, passant de 27,9 à 31,5 p.c. en rapport avec la progression des exportations (38,2 contre 29,8 p.c.) et des importations (24,1 contre 20,6 p.c.).

La part des transactions avec l'Afrique n'a varié que de 0,2 points (27,5 contre 27,7 p.c.) en raison principalement de la diminution de la part des exportations (18,0 contre 20,9 p.c.); celle des importations s'étant stabilisée à 29,0 p.c.

Enfin, la part des échanges commerciaux avec l'Amérique s'est accrue, se fixant à 4,2 contre 1,3 p.c. l'année précédente suite à la hausse de la part relative des importations en provenance des Etats Unis d'Amérique (4,3 contre 1,1 p.c.).

Tableau 33: Répartition géographique du commerce extérieur(en pourcentage)

	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		TOTAL DES ECHANGES	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011
<b>EUROPE</b>	<b>22,1</b>	<b>25,9</b>	<b>57,1</b>	<b>65,3</b>	<b>27,9</b>	<b>31,5</b>
<i>Union Européenne</i>	20,6	24,1	29,8	38,2	22,1	26,1
dont :						
Belgique	9,6	9,1	8,3	13,7	9,4	9,7
Allemagne	1,3	3,2	1,9	2,5	1,4	3,1
France	4,8	4,3	0,5	1,2	4,1	3,8
Pays-Bas	0,8	0,8	0,7	0,6	0,8	0,8
Italie	1,1	1,3	1,1	1,6	1,1	1,4
Royaume-Uni	1,0	2,2	16,7	16,7	3,6	4,3
<i>AUTRES</i>	1,4	1,7	27,3	27,2	5,7	5,3
dont :						
Suisse	0,6	1,0	27,0	27,1	5,0	4,7
Russie	0,4	0,0	0,1	0,0	0,4	0,0
<b>ASIE</b>	<b>46,9</b>	<b>39,5</b>	<b>21,5</b>	<b>16,2</b>	<b>42,7</b>	<b>36,2</b>
dont :						
Arabie Saoudite	18,4	14,7	0,0	0,0	15,4	12,6
Japon	7,5	2,8	0,1	0,0	6,3	2,4
Chine	10,0	8,3	2,4	0,7	8,7	7,3
Inde	5,1	5,5	0,0	0,4	4,2	4,7
Pakistan	0,0	0,2	10,6	9,0	1,8	1,5
Singapour	0,0	0,5	6,4	1,0	1,1	0,6
<b>AFRIQUE</b>	<b>29,0</b>	<b>29,0</b>	<b>20,9</b>	<b>18,0</b>	<b>27,7</b>	<b>27,5</b>
dont :						
R.D .C (1)	0,2	0,7	2,7	3,2	0,6	1,1
Rwanda	0,5	0,8	8,5	4,0	1,8	1,3
Kenya	6,1	6,1	1,4	3,1	5,3	5,7
Tanzanie	5,3	6,4	0,3	0,1	4,5	5,5
Zambie	6,8	4,7	0,0	0,0	5,7	4,0
R.S.A.(2)	1,6	2,5	0,1	0,0	1,3	2,1
Ouganda	5,7	5,5	2,1	2,9	5,1	5,1
Egypte	2,2	2,0	4,4	4,5	2,6	2,3
Swaziland	0,0	0,0	1,2	0,0	0,2	0,0
<b>AMERIQUE</b>	<b>1,6</b>	<b>4,8</b>	<b>0,2</b>	<b>0,5</b>	<b>1,3</b>	<b>4,2</b>
dont Etats-Unis	1,1	4,3	0,0	0,5	0,9	3,8
<b>AUTRES NON SPECIFIES</b>	<b>0,4</b>	<b>0,8</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,4</b>	<b>0,7</b>
<b>TOTAL</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

(1): République Démocratique du Congo  
(2): République d'Afrique du Sud

#### II.4.1.2. Services

Le solde déficitaire des services s'est aggravé de 26.901,0MBIF, s'établissant à 149.636,4 contre 122.735,4 MBIF suite à la progression plus rapide des importations (77.927,1 MBIF) que celle des exportations (51.026,1 MBIF).

##### II.4.1.2.1. Exportations

Les recettes d'exportations de services se sont accrues de 51.026,1 MBIF, passant de 99.223,2 à 150.249,3 MBIF, en raison de l'accroissement des produits des services

non facteurs (140.839,7 contre 97.834,1 MBIF) et des revenus (9.409,6 contre 1.389,1 MBIF). L'accroissement des ventes de services a concerné beaucoup plus les services fournis par les administrations publiques (116.139,0 contre 88.868,0 MBIF), les réassurances (4.468,5 contre 1.216,4 MBIF), les services de construction (8.347,1 MBIF), les services de communication, information et informatiques (3.826,1 MBIF) ainsi que de transports (3.013,3 contre 917,0 MBIF).

Tableau 34 : Exportations de services (en MBIF)

	2007	2008	2009	2010	2011
<b>A. SERVICES NON FACTEURS</b>	<b>33 316,5</b>	<b>98 796,8</b>	<b>61 425,3</b>	<b>97 834,1</b>	<b>140 833,8</b>
<b>1. Transports :</b>	<b>1 504,1</b>	<b>1 050,3</b>	<b>661,6</b>	<b>917,0</b>	<b>3 013,3</b>
maritime	432,2	733,1	456,6	553,4	1 533,4
aérien	1 071,9	317,2	205,0	363,6	1 479,9
routier	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>2. Voyages :</b>	<b>1 430,8</b>	<b>1 572,2</b>	<b>1 873,0</b>	<b>2 166,4</b>	<b>3 148,6</b>
a. professionnels					
b. personnels :	1 430,8	1 572,2	1 873,0	2 166,4	3 148,6
soins de santé					78,5
éducation					128,8
autres	1 430,8	1 572,2	1 873,0	2 166,4	2 941,3
<b>3. Communication, information et informatique</b>					3 826,1
<b>4. Construction</b>					8 347,1
<b>5. Services financiers</b>		166,6		717,9	763,8
<b>6. Services d' assurances</b>	<b>1,4</b>	<b>125,4</b>	<b>436,8</b>	<b>1 216,4</b>	<b>4 468,5</b>
réassurances	1,4	125,4	436,8	1 216,4	4 468,5
<b>7. Services fournis par les administrations publiques</b>	<b>26 227,2</b>	<b>94 943,2</b>	<b>58 392,6</b>	<b>88 868,0</b>	<b>116 139,0</b>
a. Recettes de gouvernements					
étrangers	12 455,4	21 800,0	17 563,4	34 018,5	55 538,4
b. Autres services	13 771,8	73 143,2	40 829,2	54 849,5	60 600,6
<b>8 . Autres services aux entreprises</b>	<b>4 153,0</b>	<b>939,1</b>	<b>61,3</b>	<b>3 948,4</b>	<b>1 127,4</b>
<b>B. REVENUS</b>	<b>9 379,2</b>	<b>12 897,9</b>	<b>1 691,5</b>	<b>1 389,1</b>	<b>9 409,6</b>
1. Rémunération des salariés					7 626,3
2. Autres investissements	9 379,2	12 897,9	1 691,5	1 389,1	1 783,3
<b>TOTAL</b>	<b>42 695,7</b>	<b>111 694,7</b>	<b>63 116,8</b>	<b>99 223,2</b>	<b>150 243,4</b>

Les recettes des revenus ont enregistré une nette hausse de 8.020,5 MBIF, s'établissant à 9.409,6 contre 1.389,1 en rapport avec la rémunération du personnel local travaillant dans les entités non résidentes (7.626,3 MBIF) et avec les intérêts perçus sur placements à l'étranger (1.783,3 contre 1.389,1 MBIF).

#### II.4.1.2.2. Importations

Les importations de services ont été caractérisées par une augmentation de 77.927,1 MBIF liée à la progression des paiements des services (61.227,1 MBIF) et des revenus (16.700,0 MBIF).

Tableau 35: Importations de services (en MBIF)

	2007	2008	2009	2010	2011
<b>A. SERVICES NON FACTEURS</b>	<b>191 594,4</b>	<b>293 622,5</b>	<b>217 291,6</b>	<b>207 193,8</b>	<b>268 420,9</b>
<b>1. Transports</b>	<b>58 163,3</b>	<b>82 499,1</b>	<b>103 514,3</b>	<b>136 611,2</b>	<b>160 408,5</b>
maritime	11 735,5	14 990,2	18 596,4	23 720,3	28 049,7
aérien	11 035,9	19 245,2	24 575,6	35 773,5	42 871,7
routier	35 391,9	48 263,7	60 342,3	77 117,4	89 487,1
<b>2. Voyages</b>	<b>112 096,5</b>	<b>170 938,5</b>	<b>76 488,5</b>	<b>24 418,7</b>	<b>39 327,6</b>
a. professionnels	106 642,8	158 771,5	65 017,4	14 406,8	20 608,8
b. personnels :	5 453,7	12 167,0	11 471,1	10 011,9	18 718,8
soins de santé	1 358,5	1 154,2	768,8	1 018,1	1 109,5
éducation	4 079,8	11 012,8	10 702,3	8 993,8	17 609,3
autres	15,4	-	-	-	-
<b>3. Communication, information et informatique</b>	-	-	-	-	8 483,2
<b>4. Construction</b>	-	-	-	-	4 757,3
<b>5. Services d' assurances</b>	<b>1 369,7</b>	<b>4 024,2</b>	<b>3 223,6</b>	<b>3 150,7</b>	<b>4 079,5</b>
réassurances	1 165,1	3 536,2	2 992,1	2 607,1	4 052,7
assurances /marchandises	204,6	488,0	231,5	543,6	26,8
<b>6. Services reçus par les administrations publiques</b>	<b>10 046,5</b>	<b>21 665,3</b>	<b>20 328,1</b>	<b>14 597,6</b>	<b>29 477,4</b>
<b>7. Services financiers</b>	<b>2 080,0</b>	<b>4 727,2</b>	<b>2 390,5</b>	<b>1 733,8</b>	<b>1 229,2</b>
<b>8 . Autres services aux entreprises</b>	<b>7 838,4</b>	<b>9 768,2</b>	<b>11 346,6</b>	<b>26 681,8</b>	<b>20 658,2</b>
<b>B. REVENUS</b>	<b>15 748,1</b>	<b>18 001,5</b>	<b>22 579,2</b>	<b>14 764,8</b>	<b>31 464,8</b>
<b>1. Rémunération des salariés</b>	-	-	-	-	<b>3 335,4</b>
<b>2. Autres investissements</b>	<b>15 748,1</b>	<b>18 001,5</b>	<b>22 579,2</b>	<b>14 764,8</b>	<b>28 129,4</b>
<b>TOTAL</b>	<b>207 342,5</b>	<b>311 624,0</b>	<b>239 870,8</b>	<b>221 958,6</b>	<b>299 885,7</b>

L'augmentation des dépenses au titre des services a touché particulièrement le transport (160.408,5 contre 136.611,2 MBIF), les dépenses relatives aux voyages (39.327,6 contre 24.418,7 MBIF) et les services reçus par les administrations publiques (29.477,4 contre 14.597,6 MBIF). En revanche, la rubrique « autres services aux entreprises » a accusé une décroissance (20.658,2 contre 26.681,8 MBIF).

De son côté, la hausse des revenus a résulté de l'accroissement des dépenses des autres investissements (28.129,4

contre 14.764,8 MBIF) et des salaires des employés étrangers (3.335,4 MBIF).

#### II.4.1.3. Transferts

Les apports au titre des transferts unilatéraux se sont nettement améliorés de 165.113,2 MBIF, se fixant à 332.372,2 contre 167.259,0 MBIF en liaison avec les transferts en faveur du secteur public (127.443,1 contre 26.271,6 MBIF) et du secteur privé (204.929,1 contre 140.987,4 MBIF).

Tableau 36 : Transferts courants (en MBIF)

	2007	2008	2009	2010	2011
<b>1. SECTEUR PUBLIC</b>	<b>172,881.3</b>	<b>111,375.0</b>	<b>120,869.9</b>	<b>26,271.6</b>	<b>127,443.1</b>
crédit	173,136.6	111,376.4	120,869.9	27,379.0	127,443.1
débit	255.3	1.4	0.0	1,107.4	0.0
<b>2. SECTEUR PRIVE</b>	<b>88,066.6</b>	<b>109,425.2</b>	<b>195,426.1</b>	<b>140,987.4</b>	<b>204,929.1</b>
crédit	88,328.0	111,759.7	199,415.8	156,570.7	222,004.5
débit	261.4	2,334.5	3,989.7	15,583.3	17,075.4
<b>1. Transferts des fonds des travailleurs</b>	<b>-38.4</b>	<b>4,035.4</b>	<b>33,359.9</b>	<b>36,357.5</b>	<b>45,269.1</b>
crédit	205.5	4,322.1	34,730.6	42,459.5	49,706.1
débit	243.9	286.7	1,370.7	6,102.0	4,437.0
<b>2. Autres transferts</b>	<b>88,105.0</b>	<b>105,389.8</b>	<b>162,066.2</b>	<b>104,629.9</b>	<b>159,660.0</b>
crédit	88,122.5	107,437.6	164,685.2	114,111.2	172,298.4
débit	17.5	2,047.8	2,619.0	9,481.3	12,638.4
<b>Solde total</b>	<b>260,947.9</b>	<b>220,800.2</b>	<b>316,296.0</b>	<b>167,259.0</b>	<b>332,372.2</b>

#### II.4. 2. OPERATIONS EN CAPITAL

Le compte de capital et d'opérations financières a dégagé un solde excédentaire de 350.842,7 MBIF, légèrement inférieur à 362.681,3 MBIF enregistré en 2010. Ce fléchissement a résulté de la diminution de l'excédent du compte des opérations financières (229.186,6 contre 266.783,7 MBIF), le compte de capital ayant connu une progression (121.656,1 contre 95.897,6 MBIF).

#### II.4. 2.1. Compte de capital

L'excédent du compte de capital s'explique essentiellement par la forte augmentation des apports extérieurs en faveur des administrations publiques, notamment la remise de la dette au titre de l'Initiative PPTE (46.403,5 contre 2.685,0 MBIF), les dons projets ayant fléchi (95.707,0 contre 103.804,4 MBIF)

Tableau 37 : Compte de capital (en MBIF)

	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Transfert de capital</b>	<b>138 497,6</b>	<b>131 791,6</b>	<b>1 261 343,5</b>	<b>95 897,6</b>	<b>121 656,1</b>
<b>1. Administrations publiques</b>	<b>138 526,5</b>	<b>131 800,5</b>	<b>1 261 445,3</b>	<b>96 852,5</b>	<b>122 892,1</b>
crédit	139 904,0	138 322,2	1 265 451,8	106 489,4	142 110,5
dons projets	87 307,9	50 958,7	105 223,5	103 804,4	95 707,0
remise de dette	52 596,1	87 363,5	1 160 228,3	2 685,0	46 403,5
débit	-1 377,5	-6 521,7	-4 006,5	-9 636,9	-19 218,4
contribution aux organisations internationales	1 377,5	6 521,7	4 006,5	9 636,9	19 218,4
<b>2. Autres secteurs</b>	<b>-28,9</b>	<b>-8,9</b>	<b>-101,8</b>	<b>-954,9</b>	<b>-1 236,0</b>
transfert des migrants	-28,9	-8,9	-101,8	-954,9	-1 236,0
crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
débit	28,9	8,9	101,8	954,9	1 236,0

Par contre, une importante augmentation a été enregistrée au niveau des contributions du Burundi aux Organisations internationales (19.218,4 contre 9.636,9 MBIF).

#### II.4.2.2. Compte d'opérations financières

Au terme de l'exercice 2011, les opérations financières se sont soldées par un excédent, inférieur à celui de 2010,

(229.186,6 contre 266.783,7 MBIF) suite à la diminution des tirages sur les crédits extérieurs (105.607,6 contre 186.171,9 MBIF), conjuguée avec la forte hausse des remboursements (46.607,4 contre 4.285,8 MBIF).

**Tableau 38 : Compte d'opérations financières (en MBIF)**

	2007	2008	2009	2010	2011
<b>1. INVESTISSEMENTS DIRECTS</b>	<b>503,3</b>	<b>3 855,5</b>	<b>428,6</b>	<b>960,7</b>	<b>4 230,9</b>
1. 1 De l'étranger	541,2	4 545,0	428,6	960,7	4 230,9
1. 2 A l'étranger	-37,9	-689,5	0,0	0,0	0,0
<b>2. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>	-	-	-	-	-
2. 1 Avoirs	-	-	-	-	-
2. 2 Engagements	-	-	-	-	-
<b>3. AUTRES INVESTISSEMENTS</b>	<b>89 645,1</b>	<b>206 091,7</b>	<b>-979 850,5</b>	<b>289 089,1</b>	<b>204 922,6</b>
<b>3. 1 AVOIRS</b>	<b>-37 037,1</b>	<b>-36 521,6</b>	<b>-35 556,3</b>	<b>-53 619,9</b>	<b>-59 037,4</b>
3.1.1 Crédits commerciaux(accordés)	-11 189,0	-9 053,6	-4 870,1	-46 465,9	-47 011,2
A. Administrations publiques	-	-	-	-	-
B. Autres secteurs :	-11 189,0	-9 053,6	-4 870,1	-46 465,9	-47 011,2
Long terme	-	-	-	-	-
Court terme	-11 189,0	-9 053,6	-4 870,1	-46 465,9	-47 011,2
3.1.2 Monnaie fiduciaire et dépôts	-23 836,1	-27 468,0	-30 000,1	-7 154,0	-12 026,2
Banques	-23 836,1	-27 468,0	-30 000,1	-7 154,0	-12 026,2
3.1.3 Autres avoirs	-2 012,0	-	-686,1	0,0	0,0
<b>3. 2 ENGAGEMENTS</b>	<b>126 682,2</b>	<b>242 613,3</b>	<b>-944 294,2</b>	<b>342 709,0</b>	<b>263 960,0</b>
<b>3.2.1 Crédits commerciaux (reçus)</b>	<b>-4 623,6</b>	<b>59 920,0</b>	<b>153 254,1</b>	<b>124 154,3</b>	<b>165 422,6</b>
A. Administrations publiques	-	-	-	-	-
B. Autres secteurs :	-4 623,6	59 920,0	153 254,1	124 154,3	165 422,6
Long terme	-2 238,7	-1 850,9	-1 976,4	-140,9	4 181,3
Tirages	-	-	-	2 948,5	4 441,5
Remboursements	-2 238,7	-1 850,9	-1 976,4	-3 089,4	-260,2
Court terme	-2 384,9	61 770,9	155 230,5	124 295,2	161 241,3
<b>3.2.2 Prêts</b>	<b>125 028,2</b>	<b>184 029,7</b>	<b>-1 101 016,9</b>	<b>204 705,4</b>	<b>96 371,4</b>
A. Autorités monétaires	26 951,7	35 254,3	-33 602,5	22 386,5	37 690,3
B. Administrations publiques	97 902,0	148 851,5	-1 065 995,3	181 886,1	59 000,2
Long terme	94 594,1	146 006,9	-1 065 995,3	181 886,1	59 000,2
Tirages	126 191,9	183 609,0	89 051,6	186 171,9	105 607,6
Remboursements	-31 597,8	-37 602,1	-1 155 046,9	-4 285,8	-46 607,4
Court terme	3 307,9	2 844,6	0,0	0,0	0,0
C. Autres secteurs	174,5	-76,1	-1 419,1	432,8	-319,1
<b>3.2.3 Monnaie fiduciaire et dépôts</b>	<b>6 277,6</b>	<b>-1 336,4</b>	<b>3 468,6</b>	<b>13 849,3</b>	<b>2 166,0</b>
Banques	6 277,6	-1 336,4	3 468,6	13 849,3	2 166,0
<b>3.2.4 Autres engagements</b>	-	-	-	-	-
<b>4. AVOIRS DE RESERVES</b>	<b>-67 909,4</b>	<b>-130 671,7</b>	<b>-68 351,0</b>	<b>-23 266,1</b>	<b>20 033,1</b>
<b>SOLDE TOTAL</b>	<b>22 239,0</b>	<b>79 275,5</b>	<b>-1 047 772,9</b>	<b>266 783,7</b>	<b>229 186,6</b>

\*

\*

\*

## Balance des Paiements

En conclusion, les déséquilibres de la balance des paiements sont très importants et restent toujours financés par l'épargne extérieure dont les IDE ne représentent qu'une petite composante. Il est plus qu'urgent que les autorités

burundaises mettent en place une politique agricole et industrielle efficace, pouvant générer une production suffisante pour le pays et un surplus destiné à l'exportation.

\*

\*

\*



## **DEUXIEME PARTIE**

### **ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE**



## DEUXIEME PARTIE: ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE

### III. ACTIVITES LIEES AUX MISSIONS DE LA BANQUE

La mission fondamentale de la Banque Centrale consiste à assurer la stabilité de la valeur de la monnaie nationale à travers la formulation et la mise en œuvre de la politique monétaire et de change. Elle veille également à la solidité et à la stabilité du système financier.

#### III.1. POLITIQUE MONETAIRE.

La Banque a mené une politique monétaire prudente centrée autour de son objectif principal de stabilité des prix. Pour atteindre cet objectif, la Banque s'est attelée à assurer la maîtrise de la croissance de la masse monétaire. Ses actions se sont focalisées sur le contrôle de la base monétaire et sur le suivi des critères quantitatifs d'avoires intérieurs et extérieurs nets convenus avec le FMI dans le programme économique et financier.

La mise en œuvre de la politique monétaire s'est basée sur l'utilisation des instruments indirects de régulation de la liquidité à la disposition de la Banque. A cet effet, la Banque a utilisé le système des appels d'offres de liquidité, la facilité de prêt marginal et les réserves obligatoires. Ainsi, au terme de l'exercice, le taux de croissance de la masse monétaire s'est sensiblement réduit revenant de 20,4 à 5,2 p.c.

Un nouvel instrument de « Pension Livrée (REPO) » a été mis en place dès le premier avril 2011 après approbation par les banques et établissements financiers des textes réglementaires portant sur la

Convention Cadre Globale, le code de conduite et le guide des opérations. L'objectif de cet instrument est de faciliter l'échange de liquidités sur le marché monétaire, en particulier le marché interbancaire, en utilisant les titres du Trésor en garantie.

A ce titre, un registre électronique des titres du Trésor a été mis en place afin de permettre la conservation et le transfert de propriété des titres dans le cadre des opérations REPO ainsi que d'autres transactions portant sur les titres du Trésor.

Concernant le marché financier, un plan de développement a été élaboré et finalisé au mois de décembre 2011. Des formations ont été dispensées à l'endroit des principaux acteurs et du comité national chargé de l'élaboration de ce plan.

#### III.1.1. Les appels d'offres de liquidité

Les interventions sur le marché monétaire visent à réguler la liquidité de façon à ce qu'il n'y ait ni excédent ni insuffisance. Au cours du premier trimestre 2011, le système bancaire a enregistré des excédents de liquidité. A cet effet, onze opérations de reprise de liquidité ont été enregistrées pour un montant de 72.000 MBIF alors que vingt trois opérations avaient été effectuées en 2010 totalisant 270.400 MBIF.

A partir du deuxième trimestre, le système bancaire a éprouvé un besoin persistant de liquidité. Pour résoudre ce problème, la Banque a procédé aux opérations d'apport

de liquidité qui se sont intensifiées aux mois d'octobre et novembre. Ainsi, quatorze opérations d'injections de liquidité sur appel d'offres normal pour un montant total de 198.000 MBIF ont été effectuées contre seulement deux opérations totalisant 9.706 MBIF l'année précédente.

### III.1.2. Les facilités de prêt marginal

Les opérations d'apport normal de liquidité et le marché interbancaire n'ont pas totalement satisfait aux besoins de liquidité du système bancaire. Dans ce contexte, les banques commerciales ont intensifié leur recours aux facilités de prêt marginal tout au long de l'année. Ces opérations qui ont débuté au mois de février se sont poursuivies de façon permanente. Ainsi, trois cent treize opérations ont été enregistrées pour un montant de 3.673.130 MBIF contre trente huit opérations pour un montant de 61.106 MBIF une année auparavant.

### III.1.3. Réserves obligatoires

Le système des réserves obligatoires a contribué à renforcer la gestion monétaire de la Banque en influençant la liquidité des banques et leur capacité à accorder des crédits. Au cours de l'année 2011, le coefficient des réserves obligatoires est demeuré de 3,0 p.c. aussi bien en BIF qu'en devises. Certaines banques commerciales n'ont pas respecté la norme de constitution des réserves obligatoires durant certaines périodes de l'année. Le taux de pénalité a toujours été déterminé par le taux d'intérêt moyen pondéré du marché interbancaire correspondant à la période concernée majoré du taux d'intérêt débiteur moyen du mois précédent.

## III.2. LES TAUX D'INTERETS

Le recours, sans cesse croissant, aux financements intérieurs du Trésor et l'insuffisance de liquidité dans le système bancaire ont entraîné l'expansion des taux d'intérêts des bons du Trésor et du marché monétaire.

En effet, d'une fin d'année à l'autre, les taux d'intérêts à treize semaines et à vingt six semaines se sont accrus, passant de 8,27 à 11,40 p.c. et de 9,09 à 11,93 p.c. respectivement.

Dans le même temps, les taux moyens d'apport normal de liquidité n'ont pas cessé d'augmenter, passant de 6,88 p.c. au mois d'avril à 13,33 p.c. au mois de décembre 2011. Pour leur part, les taux moyens de la facilité de prêt marginal qui avaient amorcé une baisse durant le premier trimestre (de 11,25 à 7,9 p.c.) se sont envolés pendant le reste de l'année, partant de 9,03 p.c. en avril pour atteindre 14,35 p.c. à fin décembre. Le relèvement de ce taux a été dicté en partie par la volonté de la Banque de vouloir atténuer les effets de l'inflation résultant de la montée des prix des produits alimentaires et énergétiques.

Les interventions de reprise de liquidité dont les appels d'offres n'ont eu lieu qu'au premier trimestre ont également progressé, passant de 2,83 p.c. à fin décembre 2010 à 6,13 p.c. au mois de mars 2011. De plus, les taux moyens du marché interbancaire ont sensiblement augmenté.

Le taux moyen des échanges interbancaires s'est envolé pour se fixer à 11,92 contre 7,00 p.c. à la fin de l'exercice précédent.

Pour leur part, les taux moyens débiteurs et créditeurs ont connu une évolution contrastée. Les taux de rémunération des dépôts ont progressé, passant de 7,31 à 7,59 d'une fin d'année à l'autre alors que les taux sur l'encours des crédits distribués se sont légèrement contractés, revenant de 15,85 à 15,29 p.c.

### III.3. POLITIQUE DE TAUX DE CHANGE ET MARCHÉ DE CHANGE

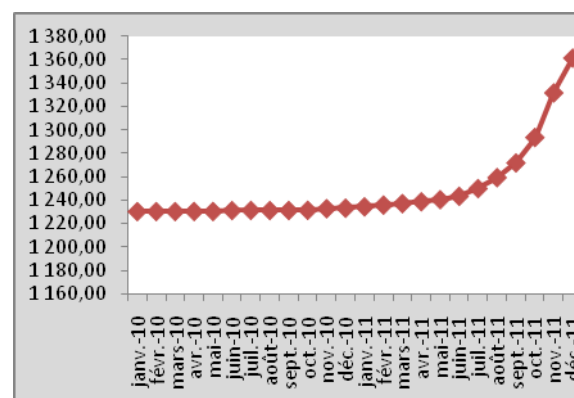
En matière de politique de change, la Banque a continué à mettre en œuvre la nouvelle réglementation des changes adoptée en juillet 2010 et qui visait la poursuite de la politique de libéralisation des transactions courantes internationales.

#### III.3.1. Politique de taux de change

Au cours de l'année 2011, la Banque a continué à mettre en œuvre la politique de taux de change flottant. La détermination du taux de change est restée fondée sur les mécanismes du marché à travers le marché des enchères symétrique de devises.

Le taux de change du BIF s'est maintenu à un niveau presque stable par rapport au dollar américain durant le premier semestre de l'année 2011. Par contre, au cours du 2<sup>ème</sup> semestre, le franc Burundi s'est déprécié de 8,9 p.c., passant de 1.249,7 à fin juillet à 1.361,5 BIF à fin décembre 2011 suite à la baisse des réserves de change.

**Graphique 14: Evolution du taux de change du BIF par rapport au dollar américain (fin de période)**



D'une fin d'année à l'autre, le franc Burundi s'est fortement déprécié face à toutes les principales devises avec une amplitude comprise entre 7,43 et 16,09 p.c.

**Tableau 39: Cours de change de fin de période des principales monnaies (BIF par unité de monnaie étrangère)**

	2010	2011	Variations (en p.c.) <sup>(1)</sup>
Dollar américain	1232,90	1361,50	+10,43
Franc suisse	1314,53	1446,17	+10,01
Yen japonais	15,13	17,56	+16,09
Livre sterling	1903,66	2098,62	+10,24
D.T.S.	1898,70	2083,64	+9,74
Euro	1639,45	1761,30	+7,43

(1) : signe (+) : dépréciation du BIF

De même, en moyenne annuelle, le franc Burundi s'est déprécié par rapport au franc suisse (+19,36 p.c.), au yen japonais (+12,08 p.c.), à l'euro (+6,78 p.c.), à la livre sterling (+5,71 p.c.), au DTS (+5,48 p.c.) ainsi qu'au dollar américain (+2,46 p.c.).

**Tableau 40: Cours de change moyens des principales monnaies (BIF par unité de monnaie étrangère)**

	2010	2011	Variations (en p.c.) <sup>(1)</sup>
Dollar américain	1230,80	1261,07	+2,46
Franc suisse	1194,51	1425,80	+19,36
Yen japonais	14,13	15,84	+12,08
Livre sterling	1912,28	2021,54	+5,71
D.T.S.	1884,17	1987,33	+5,48
Euro	1642,83	1754,15	+6,78

(1) : signe (+) : dépréciation du BIF

Concernant le taux de change effectif, le Taux de change effectif nominal (TCEN) du BIF a diminué de 0,7 p.c. en glissement annuel en raison de la dépréciation du franc Burundi par rapport à la totalité des monnaies des pays partenaires et/ou concurrents commerciaux.

Le Taux de change effectif réel a, par contre, augmenté de 8,4 p.c. suite à l'augmentation des prix intérieurs, plus prononcée (14,9 p.c.) que celle des prix externes (5,1 p.c.).

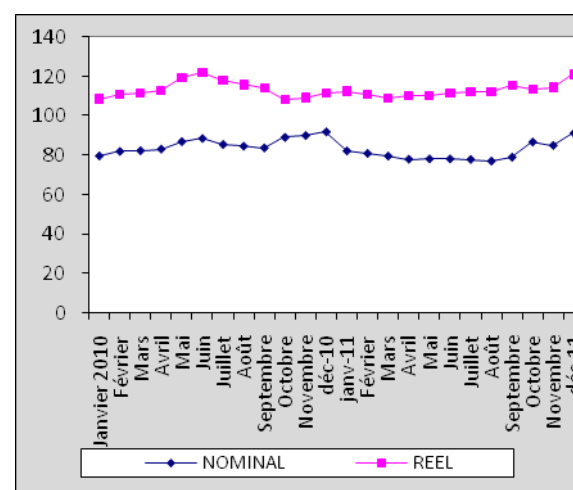
**Tableau 41 : Taux de change effectif du franc Burundi**

Période	NOMINAL	REEL
2007	67,5	76,2
2008 (*)	90,0	97,9
2009	91,1	107,2
2010	93,0	113,8
2011	87,1	116,6
2010		
Mars	82,4	111,7
Juin	88,6	122,1
Septembre	83,8	114,5
Décembre	92,0	111,8
2011		
Mars	79,7	109,2
Juin	78,3	112,0
Septembre	79,1	115,6
Décembre	91,3	121,2

(\*) : changement de l'année de base à partir de 2008: (2005=100)

En moyenne annuelle, le Taux de change effectif nominal (TCEN) a diminué de 6,3 p.c. en raison de la dépréciation du franc Burundi par rapport à la totalité des monnaies des pays partenaires et/ou concurrents commerciaux. Le Taux de change effectif réel s'est accru de 2,5 p.c. suite à l'augmentation des prix intérieurs (9,7 p.c.) plus importante que celle des prix extérieurs (0,5 p.c.).

**Graphique 15 : Taux de change effectif nominal et réel du franc Burundi (2005=100)**



### III.3.2. Marché de change

Au cours de l'année 2011, la Banque a continué de gérer les réserves de change en devises en mettant à la disposition de l'économie les ressources nécessaires à travers le marché des enchères symétriques de devises qui lui permet également de déterminer le taux de change de référence. Ce marché est ouvert à la Banque Centrale et aux banques commerciales. La Banque a été particulièrement active pour alimenter le marché des enchères symétriques qui affichait une insuffisance significative de devises.

Le volume des opérations adjudgées sur le marché des enchères symétriques de devises s'est élevé à 186,6 millions de dollars américains dont 177,4 millions, soit 94,6 p.c., représentent les interventions de la Banque Centrale, les ventes des banques commerciales n'ayant porté que sur 5,4 p.c.

### **III.4. GESTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE ET DES SYSTEMES DE PAIEMENT**

#### **III.4.1. Gestion de la circulation fiduciaire**

La Banque a mis à la disposition de l'économie des moyens de paiement suffisants pour les transactions dont les plus utilisés par le public demeurent les billets de banque et les pièces de monnaie.

D'une fin d'année à l'autre, la circulation fiduciaire s'est sensiblement accrue de 9,2 p.c., passant de 155.835,2 à 170.106,0 MBIF. Comme pour les années précédentes, la progression a été plus importante au cours de la période de mai à juillet en rapport avec la campagne café. La tendance s'est inversée par la suite pour remonter au mois de décembre en vue de faire face aux dépenses de fin d'année.

La Banque a continué à entretenir la circulation fiduciaire en procédant au triage, au retrait et au remplacement des billets et pièces impropres. L'analyse de la composition de la circulation fiduciaire montre que les coupures de 10.000 BIF représentent 75,6 p.c., celles de 5.000 BIF et 2.000 BIF représentent respectivement 10,4 et 6,2 p.c. Au mois de juillet, la Banque a mis en circulation de nouvelles pièces de 10 BIF plus légères par rapport à celles existantes et émis des pièces de 50 BIF. Malgré l'introduction des pièces de 50

BIF, la part des pièces dans la circulation fiduciaire est demeurée très minime, soit 0,2 p.c.

#### **III.4.2. Gestion des systèmes de paiement**

Dans le cadre de la modernisation des systèmes de paiement, la Banque a élaboré un projet de loi relatif au système national de paiement qui assure le caractère définitif des règlements et la protection des droits de compensation et des garanties financières. Elle compte renforcer l'infrastructure financière avec l'informatisation de ses activités et la modernisation des systèmes de paiement ACH et RTGS. Comme à l'accoutumé, la Banque a continué à assurer la gestion des comptes courants par le biais des paiements directs aux guichets et indirects à travers la chambre de compensation et le suivi des chèques sans provision.

### **III.5. SUPERVISION DU SECTEUR BANCAIRE ET DE LA MICROFINANCE.**

En matière de la supervision, la Banque a poursuivi sa mission de veiller au bon fonctionnement du secteur bancaire et de la microfinance.

#### **III.5.1. Réglementation et contrôle**

Au cours de l'année 2011, la Banque a initié la révision de la loi bancaire et de certaines circulaires en vue de les adapter à l'évolution des standards et meilleures pratiques internationaux en matière de supervision bancaire. De même, le décret n° 100/203 du 22 juillet 2006 portant réglementation des activités de micro finance au Burundi est en cours de révision afin de tenir compte de l'évolution du secteur de la microfinance et de l'harmoniser avec la loi bancaire.

En outre, la Banque a effectué en permanence des contrôles sur pièces des banques, des établissements financiers et des établissements de microfinance. De plus, des contrôles sur place ont été effectués dans huit établissements de microfinance, une banque commerciale et un établissement financier.

Suite aux retards constatés dans la transmission de l'information financière, un contrôle ponctuel de tous les vingt trois établissements de microfinance a eu lieu pour s'enquérir des difficultés rencontrées dans la production des états financiers et dans l'utilisation de la Centrale d'Echange et d'Information (CEI).

### III.5.2. Activités du secteur bancaire

Au terme de l'exercice 2011, le secteur bancaire du Burundi comprend huit banques commerciales et deux établissements financiers.

D'une fin d'année à l'autre, l'activité du secteur bancaire s'est intensifiée grâce à l'accroissement de 12,5 p.c. des ressources et des emplois.

A fin décembre 2011, les principaux emplois ont augmenté de 12,8 p.c., passant de 785.375,4 à 885.889,3 MBIF. Cette évolution est liée à l'expansion des crédits distribués (+ 33,2 p.c.) qui l'a emporté sur la diminution de la liquidité (- 11,9 p.c.).

Les principales ressources ont également progressé de 21,1 p.c., s'établissant à 697.042,3 contre 575.383,3 MBIF suite à l'accroissement des ressources provenant de la clientèle (+15,6 p.c.).

Concernant la qualité des actifs du secteur bancaire, les créances impayées ont augmenté de 5,7 p.c., passant de 41.741,3

à 44.112,4 MBIF. Toutefois, le taux de détérioration du portefeuille crédits s'est amélioré, s'établissant à 7,7 contre 9,7 p.c. à fin décembre 2010.

Au niveau de la rentabilité du secteur bancaire, le résultat de l'ensemble du secteur s'est accru de 68,4 p.c. par rapport à fin décembre 2010, passant de 20.178,2 à 33.982,9 MBIF.

S'agissant des normes prudentielles, les réalisations se sont fixées à l'intérieur des limites réglementaires. Ainsi, les fonds propres se sont améliorés de 24,6 p.c., par rapport à l'année précédente. Le ratio de solvabilité s'est fixé à 21,2 p.c., le ratio de liquidité s'est établi à 104,5 p.c. et le rapport entre les ressources stables et les emplois immobilisés s'est élevé à 151,6 p.c.

### III.6. RECHERCHE, ELABORATION ET DIFFUSION DES STATISTIQUES

La collecte et la gestion de l'information statistique répondent à la nécessité pour la Banque de disposer à tout moment des informations nécessaires à la prise de décisions, à l'exécution des travaux de recherche et à la publication des données économiques et financières.

Au début de l'année 2011, une nouvelle section « Analyse des Politiques et Modélisation » chargée de mener des recherches en matière économique et financière a été créée au sein du Service des Etudes et Statistiques. Ainsi, cette section a déjà préparé et présenté les premières analyses et recherches portant sur « la stabilité et la prévisibilité du multiplicateur de monnaie » et sur « les déterminants de l'inflation au Burundi ».



Dans le domaine des statistiques, la Banque a poursuivi la mise à jour et l'amélioration des statistiques portant sur la production, les finances publiques et la balance des paiements ainsi que les statistiques monétaires et financières.

Au niveau des statistiques sur l'économie réelle, un projet d'élargissement de l'indice de la production industrielle et de changement de l'année de base est en cours. De plus, le processus d'harmonisation des statistiques monétaires et financières et de la balance des paiements dans le cadre de la Communauté de l'Afrique de l'Est s'est poursuivi.

Enfin, la Banque a mis à la disposition du public des informations qui retracent l'évolution de la situation économique et financière du pays à travers ses publications dans les indicateurs de conjoncture, les bulletins mensuels, le rapport annuel et le site Web ([www.brb.bi](http://www.brb.bi)).

### **III.7. ACTIVITES EN RAPPORT AVEC L'INTEGRATION REGIONALE**

La Banque de la République du Burundi est fortement impliquée dans un vaste programme d'intégration régionale, particulièrement dans les activités relatives à l'intégration monétaire et financière au sein de la Communauté Est Africaine (EAC), du Marché Commun de l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA) et de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA). La mise en œuvre du processus d'intégration monétaire est évaluée à travers les réunions organisées dans le cadre du Comité des Affaires Monétaires (MAC/

EAC) ainsi que celles tenues au niveau du COMESA et de l'ABCA.

#### **III.7.1. La coopération monétaire et financière au sein de l'EAC**

Le processus d'intégration monétaire et financière au sein de la Communauté de l'Afrique de l'Est est effectué à travers les activités du Comité des Affaires Monétaires (MAC). Ce comité se réunit chaque année en ses sessions ordinaire et extraordinaire pour évaluer l'état d'avancement du processus de mise en place de l'Union Monétaire de la Communauté (EAMU). Les activités du Comité des Affaires Monétaires se déroulent à travers les différents sous-comités et portent entre autres sur l'harmonisation des politiques monétaires, la convergence macroéconomique, la libéralisation et l'intégration du marché des capitaux, l'harmonisation des lois et la régulation du cadre de supervision bancaire, le développement des systèmes de paiement et les infrastructures relatives aux technologies de l'information.

Au cours de l'année 2011, la Banque de la République du Burundi a préparé et organisé les réunions des sous-comités ainsi que les sessions ordinaire et extraordinaire du MAC pour évaluer l'état d'avancement du processus d'intégration monétaire des économies de l'EAC en vue d'atteindre l'objectif de la mise en place de l'Union Monétaire.

Les actions prioritaires ont porté entre autres sur l'harmonisation des politiques économiques et l'adoption des règles harmonisées de collecte des statistiques monétaires. Dans le cadre du processus d'adoption de la monnaie unique, la Banque a organisé des travaux d'enquête

sur la convertibilité des monnaies des pays de la région. Les résultats de cette enquête ont révélé un très faible degré de convertibilité des monnaies des pays de la Communauté. En outre, la Banque a été invitée à accélérer l'établissement des infrastructures afférentes au marché financier et à moderniser le système des paiements.

La Banque a ensuite pris part aux réunions organisées au niveau de la Commission de négociation du protocole de l'union monétaire dont les objectifs visés consistent à :

- Mettre en place une politique de change commune
- Atteindre la convertibilité des monnaies
- Atteindre la convergence macroéconomique
- Harmoniser les statistiques monétaires et financières
- Harmoniser le cadre des politiques monétaires et de change

- Harmoniser le cadre de régulation et de la supervision
- Promouvoir la stabilité financière
- Uniformiser les infrastructures pour les paiements et la sécurité des transactions.

L'évaluation de l'Etat d'avancement en matière de coopération monétaire a montré que des progrès significatifs ont été atteints sur ces objectifs au cours de ces dernières années.

### III.7.1.1. Convergence macroéconomique

La convergence macroéconomique vise à harmoniser les politiques économiques en vue de créer les conditions préalables pour une intégration réussie. A cet effet, des critères de convergence ont été établis pour adopter des stratégies permettant la mise en place de l'union monétaire. Les critères de convergence sont répartis en deux composantes à savoir les critères de premier rang et ceux de second rang.

**Tableau 42. Evolution des critères de convergence au Burundi.**

	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Critères de premier rang</b>					
Déficit global hors dons/PIB < 6%	18,	12,	14,8	15,8	14,9
Inflation < 5%	8,3	24,5	10,5	6,5	9,6
Réserves de change en mois d'importation ≥ 6	5,1	6,3	7,5	6,5	5,0
<b>Critères de second rang</b>					
Recettes fiscales /PIB ≥ 20%	19,9	19,8	18,7	21,6	24,1
Masse salariale/Recettes fiscales <35%	55,4	65,4	62,2	60,8	57,5
Investissement public/recettes fiscales > 20%	11,6	21,7	25,4	26,8	22,1
Maintien des taux d'intérêt réels positifs	0	-16,2	-2,9	0,8	-2,1
Maintien de la stabilité du taux de change réel	8,8	-12,7	9,5	6,2	2,5

Au cours de l'année 2011, le Burundi n'a atteint aucun critère de premier rang. Dans le domaine des finances publiques, l'augmentation des dépenses publiques (105.483,1 MBIF) a été plus importante que celle des recettes (79.988,7 MBIF), creusant davantage le déficit budgétaire qui a atteint 107.872,8 MBIF contre 48.129,1 MBIF l'année précédente. Toutefois, malgré la non-conformité à la norme de 6,0 p.c., le déficit s'est légèrement amélioré en 2011, se fixant à 14,9 contre 15,8 p.c. du PIB l'année précédente. L'amélioration dans la collecte des recettes fiscales a aussi permis de réaliser des progrès dans le rapport de la masse salariale aux recettes fiscales qui est passé de 60,8 à 57,5 p.c. Le recours aux ressources de la Banque Centrale sous formes des avances et la baisse des réserves de change ont eu des répercussions sur le niveau de l'inflation et du taux de change. Cette situation a entraîné la baisse des taux d'intérêt réels (-2,1 contre 0,8 p.c. l'année précédente) et l'appréciation du taux de change effectif réel de 2,5 p.c.

### III.7.2. Intégration au niveau du COMESA

Le Burundi a participé aux activités du Marché Commun de l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA). L'évaluation du niveau atteint pour permettre une intégration complète dans cette zone a adressé des directives à l'égard des pays membres pour accroître le commerce intra-zone. Il s'agit de renforcer l'usage d'un système régional de paiement et de règlement pour faciliter une grande fluidité des marchandises. L'intégration complète dans la zone COMESA exige une Gestion des Finances Publiques robustes ainsi qu'un système financier stable.

### III.8. AUTRES ACTIVITES

En appui à ses missions fondamentales, la Banque a exercé des activités axées principalement sur l'Audit Interne, la comptabilité et les technologies de l'information. Dans le cadre de ses relations avec les institutions partenaires internationales, la Banque a pris part aux réunions, aux assemblées régionales et internationales et autres forums qui traitent des sujets qui sont en rapport avec ses missions.

## IV. GOUVERNANCE ET COMPTES DE LA BANQUE

### IV.1. GOUVERNANCE

#### IV.1.1. ADMINISTRATION

Au cours de l'année 2011, les organes de la Banque ont continué d'exercer leurs missions conformément à la Loi n° 1/34 du 2 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi. En vertu de ces statuts, les organes de la Banque Centrale sont : le Conseil Général, le Comité de Direction et les Organes de Contrôle.

Le Gouverneur, assisté de deux Vice Gouverneurs, assure la direction de la Banque. Il préside le Conseil Général et le Comité de Direction, prépare et met en œuvre leurs décisions, nomme aux emplois de la Banque et la représente vis-à-vis des tiers.

L'année 2011 a été marquée par la nomination de deux nouveaux Vice Gouverneurs de la Banque de la République du Burundi en remplacement

de ceux dont le mandat venait d'expirer. Ainsi, par décret numéro 100/08 du 6 janvier 2011, Monsieur WAGARA Melchior a été nommé premier Vice Gouverneur en remplacement de Madame BIBARA Spéciose tandis que Madame KANYANA Aimée Laurentine a été nommée deuxième Vice Gouverneur en remplacement de Monsieur SENTORE Léonard.

#### IV.1.1.1. Le Conseil Général

Le Conseil Général est l'organe suprême de la Banque qui détermine l'orientation de ses politiques. Il est composé de huit membres nommés par décret présidentiel. La composition des membres du Conseil Général a été renouvelée au cours de l'année. Ainsi, en plus des membres du Comité de Direction qui le sont de droit, de nouveaux membres du Conseil Général ont été nommés en remplacement de ceux dont le mandat venait d'expirer le 13 mars 2011.



Le Conseil Général a tenu, au cours de l'année 2011, huit réunions ordinaires. Il a notamment approuvé les états financiers de la Banque de la République du Burundi arrêtés au 31 décembre 2010 et procéder à l'affectation du résultat relevant de cet exercice. Il a ensuite analysé et approuvé le projet de loi portant sur le Système National de Paiement, le rapport d'audit pour l'exercice 2010 et le rapport d'audit spécial sur les décaissements et virements comptabilisés dans les livres de la Banque pour le premier semestre 2010 ainsi que les états financiers mensuels 2011. Enfin, le Conseil Général a approuvé les prévisions budgétaires pour l'exercice 2012.

#### **IV.1.1.2. Le Comité de Direction**

Le Comité de Direction est composé du Gouverneur et de deux Vice Gouverneurs. Il a tenu ses réunions conformément aux Statuts de la Banque. La plupart de ces réunions étaient élargies aux conseillers de la Direction et aux responsables des services pour analyser notamment les situations actives et passives mensuelles, la révision budgétaire de l'exercice 2011, les budgets prévus pour l'exercice 2012, les questions relatives à la gestion de la continuité des activités et l'état d'avancement des projets d'informatisation de la Banque ainsi que la modernisation des systèmes de paiement.

#### **IV.1.1.3. Les organes de contrôle**

Les organes de contrôle constitués du Comité d'audit et des auditeurs internes et externes ont exercé les missions qui leur sont conférées par les statuts de la Banque.

Le Comité d'Audit a continué d'accomplir sa mission conformément à la charte du Comité d'Audit. Il est constitué de trois

membres du Conseil Général non membres du Comité de Direction. Son rôle consiste à assister le Conseil Général dans l'exécution de ses responsabilités en matière d'audit.

Ainsi, au cours de l'exercice sous revu, la composition des membres du Comité d'Audit a été renouvelée. Il a tenu quatre réunions ordinaires dont la première consistait en une prise de contact et les autres étaient en rapport avec le début des travaux de l'audit spécial et l'analyse de la matrice de suivi des recommandations des différents audits. En outre, le Comité d'Audit a effectué des visites dans différents services de la Banque en vue d'acquérir des informations et comprendre leur fonctionnement.

Les auditeurs internes et externes ont, quant à eux, exécutés les missions qui relèvent de leur compétence conformément aux Normes Internationales d'Audit.

En matière d'audit interne, le plan annuel d'audit a été élaboré suivant la méthodologie d'audit basée sur les risques dont le modèle a été défini sur base des grands facteurs de risque qui sont des risques financiers et stratégiques, des risques opérationnels, des risques de contrôle interne et des risques d'image.

Dans ses missions d'audit, l'auditeur interne s'est servi de la Feuille de Révélation et d'Analyse des Problèmes (FRAP) qui met en relief plusieurs éléments importants à savoir le constat des faiblesses, les critères, les causes des faiblesses, les risques, les contrôles internes existants, les recommandations, l'avis de l'audit, le plan d'action et enfin la décision de l'Autorité.

Au cours de l'année 2011, l'activité de l'auditeur interne s'est focalisée sur la finalisation des activités prévues dans le plan annuel d'audit 2010 et sur l'exécution des activités programmées dans le plan annuel 2011. Ainsi, l'audit interne a porté sur Onze objets d'audit dont trois concernaient le plan annuel de l'exercice précédent. A fin décembre 2011, quatre objets d'audit étaient en cours de finalisation.

L'audit externe portant sur les états financiers de la Banque de l'exercice 2011 a été effectué par « GRANT THORNTON » pour la deuxième année consécutive, selon les Normes Internationales d'Information Financière (IFRS). Cet audit a concerné les états de la situation financière au 31 décembre 2011, du résultat global, des variations dans les capitaux propres ainsi que le tableau des flux de trésorerie.

### **IV.1.2. LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

#### **IV.1.2.1. Effectif**

D'une fin d'année à l'autre, l'effectif de la Banque a enregistré une augmentation de 32 unités, passant de 501 à 533 unités. Cette progression est liée à de nouveaux recrutements (44 unités) et une réintégration qui ont dépassé largement les départs (13 unités) pour des raisons diverses.

L'analyse par catégories du personnel de fonction révèle une augmentation du personnel d'encadrement (30 unités), de collaboration (4 unités) et du personnel d'appui (3 unités); les catégories de direction et d'exécution ayant connu respectivement une baisse de 1 et de 4 unités.

Dans le souci de disposer d'un personnel de qualité, la Banque a procédé au recrutement des cadres ayant un diplôme universitaire dont quatre de niveau maîtrise, ce qui a accru le personnel d'encadrement dont la part est passée de 24,8 à 28,9 p.c.

A fin décembre 2011, la part du personnel féminin dans l'effectif total s'est élevée à 42,4 contre 43,9 p.c. l'année précédente.

La répartition du personnel de la Banque par tranche d'âges montre que l'effectif dont l'âge est inférieur ou égal à 35 ans représente 29,1 p.c. tandis que la tranche de 36 à 45 ans et celle de 46 à 55 ans représentent respectivement 30,4 et 27,4 p.c. La dernière tranche de 56 à 60 ans représente 13,1 p.c. de l'effectif total alors que les moins de 30 ans ne représentent que 11,8 p.c.

#### **IV.1.2.2. Politique sociale**

En matière de politique sociale, la Banque a mené des actions visant à assurer le bien-être de son personnel. Elle a ainsi fait bénéficier à son personnel et à leurs ayant droits des soins de santé.

Elle a également octroyé des crédits pour achat, entretien, amélioration ou construction de maisons ainsi que pour l'acquisition des moyens de déplacement et d'objets d'équipements divers.

#### **IV.1.2.3. Formation**

Dans le souci d'assurer le renforcement des capacités de son personnel, la Banque a facilité le perfectionnement de son personnel par la participation

à des séminaires, cours et ateliers organisés sur place et/ou à l'étranger dans divers domaines.

Les formations à l'extérieur ont privilégié celles organisées dans le cadre de la Communauté de l'Afrique de l'Est.

\*

\*

\*

## IV.2. COMPTES

La Banque a continué de présenter ses états financiers selon les Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) conformément aux exigences de la loi n° 1/34 du 2 décembre 2008 portant statuts de la Banque de la République du Burundi.

### IV.2.1. BILAN

Au 31 décembre 2011, le total du bilan de la Banque s'est fortement accru de 93.607,0 MBIF, soit 11,2 p.c., passant de 835.602,5 à 929.209,5 MBIF.

A l'actif, cette augmentation a concerné principalement les créances sur l'Etat (68.828,8 MBIF) et sur les banques commerciales (25.301,3 MBIF), les immobilisations (1.345,5 MBIF) et les autres actifs (1.703,6 MBIF). Les créances sur l'étranger ont, par contre, diminué de 3.572,3 MBIF.

Au passif, l'accroissement a porté sur les engagements envers le FMI (65.521,2 MBIF), les engagements extérieurs (8.383,1 MBIF), les fonds propres (10.185,2 MBIF), les dépôts divers (2.768,7 MBIF) et les autres passifs (25.823,8 MBIF). En revanche, la base monétaire et les dépôts du secteur gouvernemental se sont contractés respectivement de 6.976,6 et 12.098,3 MBIF.

### IV.2.1.1. Actif

#### IV.2.1.1.1. Créances sur l'étranger

Revenant de 574.888,1 à 571.315,8 MBIF d'une fin d'année à l'autre, les créances sur l'étranger ont enregistré une faible baisse de 3.572,3 MBIF, soit -0,6 p.c. Cette diminution est imputable à la contraction des avoirs extérieurs (-21.370,7 MBIF) qui a dépassé l'accroissement de la quote-part au FMI (14.240,1 MBIF), des provisions pour crédits documentaires (2.284,6 MBIF) et des encaisses en monnaies étrangères (1.273,7 MBIF).

Exprimées en dollars américains, les réserves de changes bruts ont diminué de 10,4 p.c. revenant de 460,9 à 413,1 millions.

#### A. Avoirs extérieurs

Chutant de 418.803,7 à 397.433,0 MBIF, les avoirs extérieurs se sont contractés de 21.370,7 MBIF, soit -5,1 p.c. Cette baisse est liée essentiellement à la diminution des placements (-61.931,7 MBIF) qui a dépassé l'augmentation des avoirs en DTS (25.603,8 MBIF) et des avoirs à vue (14.589,9 MBIF).

#### B. Quote-part au FMI

La quote-part du Burundi (77.000.000 DTS) exprimée en BIF dans le capital du FMI s'est accrue de 14.240,1 MBIF, soit 9,7 p.c. sous l'effet de la dépréciation du BIF par rapport au DTS.

**IV.2.1.1.2. Créances sur l'Etat**

D'une fin d'année à l'autre, l'endettement brut du Trésor envers la Banque Centrale a progressé de 68.828,8 MBIF) suite à l'expansion des avances ordinaires (67.126,4 MBIF) et des tirages sur le crédit spécial allocations de DTS (5.400,0 MBIF), la dette extraordinaire ayant diminué de 3.697,6 MBIF.

**IV.2.1.1.3. Créances sur les banques commerciales et les établissements financiers**

Les créances sur les banques commerciales se sont élevées à 25.301,3 MBIF correspondant à un apport de liquidité sous forme de la facilité de prêt marginal.

**IV.2.1.1.4. Titres de participation**

D'une fin d'année à l'autre, la valeur des titres de participation s'est stabilisée à 9,4 MBIF. Ce montant correspond à la valeur des titres de participation que la Banque détient sur l'Exploitation du Port de Bujumbura (EPB).

**IV.2.1.1.5. Autres actifs**

S'établissant à 6.270,8 contre 4.567,2 MBIF, les autres actifs ont enregistré une augmentation de 1.703,6 MBIF soit 37,3 p.c. suite principalement à la diminution des provisions pour créances douteuses (1.034,5 MBIF) et à la hausse des éléments regroupés dans les autres créances (507,9 MBIF).

**IV.2.1.2. PASSIF****IV.2.1.2.1. Base monétaire**

La base monétaire au sens strict a subi une contraction de 6.976,6 MBIF, revenant de 212.690,8 à 205.714,2 MBIF sous l'effet de la diminution des dépôts du secteur bancaire (-20.108,9 MBIF) et des établissements financiers (-1.138,5 MBIF) qui l'a emporté sur l'expansion du volume des billets et pièces en circulation (14.270,8 MBIF).

**Tableau 44 : Evolution de la base monétaire (en MBIF)**

	2007	2008	2009	2010	2011
Billets et pièces en circulation	92 976,0	124 230,9	136 206,2	155 835,1	170 105,9
Dépôts du secteur bancaire	24 933,7	36 965,9	63 862,1	55 439,2	35 330,3
Dépôts des établissements financiers	1 054,2	1 126,9	1 014,1	1 416,5	278,0
<b>TOTAL</b>	<b>118 963,9</b>	<b>162 323,7</b>	<b>201 082,4</b>	<b>212 690,8</b>	<b>205 714,2</b>

**IV.2.1.2.2. Dépôts du secteur gouvernemental**

Contrairement à la hausse enregistrée à la fin de l'année précédente (7.983,2 MBIF), les dépôts du secteur gouvernemental ont connu une baisse de 12.098,3 MBIF à fin décembre 2011. Cette contraction est liée

à la diminution des dépôts de l'administration centrale en monnaie locale (-12.835,0 MBIF) et en devises (-1.083,0 MBIF), les dépôts des administrations locales, des organismes publics et des agences gouvernementales s'étant accrus de 1.819,7 MBIF.



**IV.2.1.2.3. Dépôts divers**

Les dépôts divers (19.627,0 contre 16.858,3 MBIF) se sont accrus de 2.768,7 MBIF, soit 16,4 p.c. en raison de l'augmentation des dépôts à l'importation (2.395,5 MBIF) et des autres engagements (373,2 MBIF).

**IV.2.1.2.4. Engagements envers le Fonds Monétaire International**

D'une fin d'année à l'autre, les engagements envers le Fonds Monétaire International se sont sensiblement accrus de 65.521,2 MBIF ou 15,6 p.c. Cette augmentation est principalement liée à la hausse du compte FMI-FRPC représentant de nouveaux tirages (37.690,2 MBIF) et à la réévaluation, suite à la dépréciation du BIF par rapport au DTS, des comptes titres FMI (11.525,0 MBIF), des allocations de DTS (13.657,5 MBIF) et du compte d'ajustement de valeur (2.648,5 MBIF).

**IV.2.1.2.5. Engagements extérieurs**

A fin décembre 2011, les engagements extérieurs ont progressé de 8.383,1 MBIF

en rapport avec la hausse des dépôts en devises des résidents (19.774,0 MBIF) et des dépôts des non résidents en BIF (2.029,2 MBIF) qui l'a emporté sur la baisse des valeurs à payer en devises (-12.393,4 MBIF) et des dépôts des non résidents en monnaies étrangères (-1.026,8 MBIF).

**IV.2.1.2.6. Autres passifs**

Passant de 20.417,6 à 46.241,3 MBIF, les autres passifs ont sensiblement augmenté de 25.823,8 MBIF soit 126,5 p.c. en rapport principalement avec la hausse des valeurs à payer à vue en BIF (25.240,4 MBIF).

**IV.2.1.2.7. Fonds propres**

Les fonds propres de la Banque (51.954,4 contre 41.769,2 MBIF) se sont accrus de 10.185,2 MBIF suite à l'augmentation du fonds de réserves générales (3.648,7 MBIF), des réserves au titre de l'écart de change (938,1 MBIF) et du résultat (5.598,4 MBIF).

## BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

Bilans (en milliers)

ACTIF	Bilans (en milliers)		PASSIF		
	Au 31.12.2010	Au 31.12.2011	Au 31.12.2010	Au 31.12.2011	
<b>CREANCES SUR L'ETRANGER</b>	<b>574 888 077</b>	<b>571 315 810</b>	<b>BASE MONETAIRE</b>	<b>212 690 792</b>	<b>205 714 232</b>
Encaisse monnaies étrangères	3 253 365	4 527 025	Billets et pièces en circulation	155 835 151	170 105 977
Avoirs extérieurs	418 803 687	397 433 029	Dépôts du secteur bancaire	55 439 161	35 330 274
Avoirs en or	1 678 153	2 045 513	Dépôts des établissements financiers	1 416 480	277 981
Correspondants à vue	32 671 099	47 260 976			
Correspondants à terme	245 423 780	183 492 099	<b>DEPOTS DU SECTEUR GOUVERNEMENTAL</b>	<b>72 669 741</b>	<b>60 571 394</b>
Avoirs en DTS	139 030 655	164 634 441			
Provisions versées pour crédocs	6 630 894	8 915 507	Dépôts de l'administration centrale en bif	62 227 829	49 392 802
Quote part au FMI	146 200 131	160 440 249	Dépôts de l'administration centrale en devises	1 201 105	118 098
			Dépôts des admin.locales, des organ. publics et des agences gouvernementales	9 240 807	11 060 494
<b>CREANCES SUR L'ETAT</b>	<b>253 190 110</b>	<b>322 018 936</b>	<b>DEPOTS DIVERS</b>	<b>16 858 301</b>	<b>19 626 986</b>
Avances ordinaires	19 134 170	86 260 599	Dépôts à l'importation	9 906 734	12 302 226
Dette extraordinaire	145 130 940	141 433 337	Autres Engagements	6 951 567	7 324 760
Avance spéciale/allocations de DTS	88 925 000	94 325 000			
<b>CREANCES SUR LES BANQUES COMMERCIALES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS</b>	<b>0</b>	<b>25 301 341</b>	<b>ENGAGEMENTS ENVERS LE FMI</b>	<b>420 904 585</b>	<b>486 425 779</b>
Créances sur les banques commerciales	0	25 301 341	FMI-FRPC	135 170 239	172 860 467
Créances sur les établissements financiers	0	0	Compte FMI n° 1	7 903 242	7 903 242
Créances sur les banques en liquidation	1 286 769	1 268 769	Allocation des DTS	140 218 240	153 875 713
Provision pour dépréciation des prêts	-1 286 769	-1 268 769	Comptes titres FMI	134 295 806	145 820 811
			Comptes d'ajustement de valeur	3 317 058	5 965 546
<b>TITRES DE PARTICIPATION</b>	<b>9 380</b>	<b>9 380</b>	<b>ENGAGEMENTS EXTERIEURS</b>	<b>50 292 343</b>	<b>58 675 439</b>
Participation Exploitation Port de Bujumbura	9 380	9 380	Dépôts des non résidents en BIF	196 475	2 225 724
Participation B.C.C.	0	0	Dépôts des non résidents en monnaies étrangères	1 073 723	46 919
Participation S.I.P.	20 000	20 000	Dépôts des résidents	35 140 910	54 914 928
Provisions pour dépréciations d'actifs	(20 000)	(20 000)	Valeurs à payer en devises	13 881 235	1 487 868
			<b>AUTRES PASSIFS</b>	<b>20 417 556</b>	<b>46 241 328</b>
<b>AUTRES ACTIFS</b>	<b>4 567 199</b>	<b>6 270 814</b>	Provisions	4 599 510	4 758 356
Achat d'or aux producteurs	0	0	Valeurs à payer à vue	13 190 849	38 431 258
Acomptes sur commandes	3 642	174 609	Créditeurs divers	2 627 197	3 051 714
Comptes suspens	24 269	14 501			
Provisions pour créances douteuses	-2 232 929	-1 198 413	<b>FONDS PROPRES</b>	<b>41 769 156</b>	<b>51 954 351</b>
Autres créances	6 772 217	7 280 117	Capital social	11 000 000	11 000 000
			Fonds de réserves générales	19 430 978	23 079 647
<b>IMMOBILISATIONS</b>	<b>2 947 708</b>	<b>4 293 228</b>	Réserves spéciales	5 672 104	5 672 104
			Réserves au titre de l'écart de change	1 079 289	2 017 405
			Résultat	4 586 785	10 185 195
<b>TOTAL</b>	<b>835 602 474</b>	<b>929 209 509</b>	<b>TOTAL</b>	<b>835 602 474</b>	<b>929 209 509</b>

#### IV.2.2. COMPTES DE RESULTAT

Par rapport à fin décembre 2010, le résultat de l'exercice 2011 a plus que

doublé, s'élevant à 10.185,2 contre 4.586,8 MBIF, soit une progression de 122,1 p.c.

**Tableau 45 : Comptes de résultat (en MBIF)**

	<b>31/12/2010</b>	<b>31/12/2011</b>
Intérêts perçus	11 568,0	17 884,0
Intérêts payés	531,8	642,1
<b>Intérêts nets</b>	<b>11 036,2</b>	<b>17 241,9</b>
Frais et commissions nets	343,4	344,2
Produits nets sur opérations de change	4 173,5	4 362,8
Autres produits d'exploitation	738,6	841,9
<b>Produits nets avant les charges d'exploitation et résultat sur fluctuation de change</b>	<b>16 291,7</b>	<b>22 790,8</b>
Charges d'exploitation	12 643,0	17 366,9
Gains/Pertes sur fluctuation des cours de change	938,1	4 761,3
<b>Bénéfice de l'exercice</b>	<b>4 586,8</b>	<b>10 185,2</b>

L'expansion du résultat global s'explique par la hausse des produits d'exploitation (6.499,1 MBIF) et des gains sur fluctuation des cours de change (3.823,2 MBIF) qui ont dépassé l'accroissement des charges d'exploitation (4.723,9 MBIF).

Les produits d'exploitation qui s'établissaient à 16.291,7 MBIF à fin décembre 2010 se sont élevés à 22.790,8 MBIF à fin décembre 2011, soit un accroissement de 39,9 p.c. Cette

augmentation est principalement liée à la progression des intérêts nets (6.205,7 MBIF) consécutive à l'accroissement des intérêts perçus (6.316,0 MBIF).

Les charges d'exploitation se sont accrues de 4.723,9 MBIF, soit 37,4 p.c., passant de 12.643,0 à 17.366,9 MBIF. L'accroissement des charges d'exploitation a concerné principalement les frais de fabrication des billets et pièces (2.083,8 MBIF) et les frais du personnel (1.967,3 MBIF).



## **RAPPORT DES AUDITEURS INDEPENDANTS SUR LES ÉTATS FINANCIERS DE LA BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI**

### **AUX MEMBRES DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI.**

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Banque de la République du Burundi (BRB), repris ci-après, comprenant l'état de la situation financière au 31 décembre 2011, ainsi que l'état du résultat global, l'état des variations dans les capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

### **Responsabilité du comité de direction pour les états financiers**

Le Comité de Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière, et aux exigences de la loi N° 1/34 du 02 décembre 2008 portant statuts de la Banque de la République du Burundi, ainsi que d'un contrôle interne qu'il juge nécessaire pour permettre l'établissement des états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

### **Responsabilité des auditeurs**

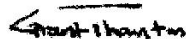
Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.


Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de des auditeurs, de même que l'évaluation du risque que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à cette évaluation, les auditeurs prennent en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir les procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

### Opinion

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle et sincère de la situation financière de la Banque de la République du Burundi (BRB) au 31 décembre 2011, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel des Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) applicables aux opérations de la Banque et à la loi N°1/34 du 02 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi.

  
Grant Thornton  
Experts comptables

  
K. RAMCHURUN, FCCA  
Associé

Date: 26 MAR 2012

ÉBENE, RÉPUBLIQUE DE MAURICE



## **ANNEXES ET STATISTIQUES**





## ANNEXE 1 : PRINCIPALES PRODUCTIONS INDUSTRIELLES

	Unité	2007	2008	2009	2010	2011
<b>I. INDUSTRIES EXTRACTIVES</b>						
Tourbe	T	7 489	9 764	11 352	13 111	8 000
<b>II. INDUSTRIES AGRICOLES</b>						
Café	T	8 039	24 863	6 814	24 236	14 228
Thé	T	6 868	6 715	6 731	8 025	8 817
Coton	T	1 231	1 222	1 094	1 672	1 860
<b>III. INDUSTRIES ALIMENTAIRES</b>						
Boissons	HI	1 583 644	1 653 674	1 653 530	1 985 175	2 080 664
Huile de coton	Litre	51 220	33 550	31 528	26 501	43 555
Riz (1)	T	8 153	5 388	7 038	2 480	52
Cigarettes	('000)	472 455	436 065	514 240	457 825	510 350
Farine de blé et de maïs	T					
Sucre	T	20 213	18 233	14 314	18 937	20 688
<b>IV. INDUSTRIES CHIMIQUES</b>						
Films en polyéthylène	Kg	53 482	23 778	17 546	1 588	-
Savons						
- de ménage	T	2 669	5 469	5 805	5 201	8 532
- de toilette	T	145	202	195	218	236
Peinture	T	498	505	450	543	613
Produits pharmaceutiques	MF	-	142	-	-	-
Oxygène	M3	45 278	18 100	37 103	33 481	47 878
Acétylène	Kg					
Mousse	Matelas (3)	25 284	16 820	20 070	16 974	32 646
Casiers en plastique	Unité	184 348	367 649	361 107	393 235	322 447
<b>V. INDUSTRIES DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION NON-METALLIQUES</b>						
Plaques en fibro-ciment	T	79	-	-	-	-
Tubes en PVC	Kg	176 541	104 419	139 945	143 152	174 179
<b>VI. INDUSTRIES D'OUVRAGES EN METAUX</b>						
Clous	T	614	599	907	1 038	2 109
Tôles ondulées	Pièces				196 826	164 894
Profilés acier (2)	T	9	17	27	39	28
Tubes en acier	T	100	68	-	-	-
<b>VII. AUTRES INDUSTRIES</b>						
Papiers hygiéniques	Rouleau	1 281 000	1 095 800	1 201 773	1 181 056	1 045 700

(1) : Production usinée par la Société Régionale de Développement de l'Imbo (SRDI).

(2) : Cette rubrique regroupe également les bacs aluzinc autoportants et les faux plafonds "Estetic".

(3) : Pièce de 190 cm de long sur 90 cm de large et 10 cm d'épaisseur.

(4) : Un carton contient 240 piles.

Source: Renseignements fournis par les entreprises industrielles.

## ANNEXE 2 : OPERATIONS FINANCIERES CONSOLIDEES DE L'ETAT (en p.c. du PIB)

	2007	2008	2009	2010	2011
<b>A. RECETTES ET DONNS</b>	<b>24,8</b>	<b>20,8</b>	<b>18,9</b>	<b>24,6</b>	<b>23,4</b>
1. RECETTES	13,7	13,6	14,1	15,3	16,4
Recettes fiscales	12,7	12,4	12,6	14,2	15,2
Recettes non fiscales	1,1	1,2	1,1	1,2	1,1
Recettes exceptionnelles			0,4	0,0	0,0
2. DONNS	11,0	7,2	4,8	9,3	7,1
Dons courants	6,4	6,1	4,0	6,7	4,2
Dons en capital	4,6	1,1	0,8	2,5	2,9
<b>B. DEPENSES</b>	<b>26,8</b>	<b>22,9</b>	<b>24,4</b>	<b>26,3</b>	<b>26,6</b>
a. Dépenses courantes	18,1	18,9	19,6	19,2	19,1
Dépenses sur biens et services	12,5	13,5	12,9	12,7	12,8
Salaires	7,6	8,1	8,2	8,6	9,4
Achats de biens et autres services	4,9	5,4	4,7	4,1	3,4
Subventions et autres transferts	3,2	3,7	5,2	5,2	4,8
Paievements d'interêts	2,0	1,4	1,2	0,9	1,1
Dépenses sur les fonds spéciaux	0,4	0,3	0,4	0,4	0,4
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
SOLDE COURANT HORS DONNS	-4,3	-5,3	-5,9	-3,9	(2,8)
SOLDE COURANT DONNS COMPRIS	6,7	1,9	-0,7	5,4	4,3
b. Dépenses en capital	8,7	4,0	4,8	7,1	7,4
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (base droits constatés)	-13,1	-9,3	-10,3	-10,9	-10,2
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base droits constatés)	-2,0	-2,1	-5,5	-1,6	-3,1
<b>C. FINANCEMENT</b>	<b>2,0</b>	<b>2,1</b>	<b>5,5</b>	<b>1,6</b>	<b>3,1</b>
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	0,6	0,7	3,5	3,5	1,9
Tirages	2,4	0,6	1,4	1,7	0,9
Moins les amortissements de la dette extérieure	-1,9	-4,6	-49,6	-2,4	-0,2
Variation des arriérés	-3,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement de la dette	3,7	4,7	51,8	4,3	1,1
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	0,9	1,6	3,9	1,5	2,5
a. Secteur bancaire	-0,3	1,0	3,7	1,3	1,9
b. Secteur non bancaire	1,3	0,7	0,2	0,2	0,6
3. ERREURS ET OMISSIONS	0,5	-0,2	-1,9	-3,4	-1,3
<b>PIB au prix du marché</b>	<b>1 467 231,0</b>	<b>1 911 139,0</b>	<b>2 205 439,5</b>	<b>2 565 465,3</b>	<b>2 895 197,3</b>

## ANNEXE 3 : OPERATIONS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR CATEGORIE ET PAR CREANCIER (en MBIF)

	Encours fin 2010	Tirages	Rééva- luation	Amortis- sement	Intérêts	Encours fin 2011
<b>A. DETTE DIRECTE</b>	<b>446 755,2</b>	<b>27 010,6</b>	<b>43 125,1</b>	<b>59 411,3</b>	<b>2 677,2</b>	<b>457 479,5</b>
AID	195 931,8	13 107,9	20 714,6	122,0	1 306,9	229 632,2
BAD	1 120,6	-	115,0	-	-	1 235,6
BADEA	16 820,2	5 398,9	2 006,2	863,3	0,0	23 362,0
BEI	2 450,7	-	26,0	2 476,7	-	0,0
CHINE	-	-	-	-	-	0,0
FAD	26 964,0	583,2	5 472,6	145,0	304,5	32 874,8
FIDA	50 048,7	-	5 110,6	238,6	-	54 920,7
FOND KOWEITEN	29 567,5	-	1 722,1	0,0	71,0	31 289,6
FONDS SAUDIEN	26 965,1	-	2 611,6	0,0	206,3	29 576,7
JAPON	25 140,5	-	229,8	25 370,3	-	0,0
OPEP	36 842,9	7 920,6	4 025,2	1 661,4	788,5	47 127,3
UE	25 373,8	-	269,3	25 643,1	-	0,0
AUTRES	9 529,5	-	822,0	2 890,9	-	7 460,6
<b>2. DETTE RETROCEDEE</b>	<b>31 415,2</b>	<b>-</b>	<b>795,3</b>	<b>25 584,6</b>	<b>48,4</b>	<b>6 625,9</b>
AFD	2 775,7	-	248,1	1 529,0	-	1 494,8
AID	-	-	-	-	-	-
BAD	5 729,5	-	42,3	5 771,8	-	-
BADEA	-	-	-	-	-	-
BEI	2 656,2	-	28,2	2 684,4	-	-
FONDS ABU DHABI	2 446,4	-	89,4	-	48,4	2 535,8
FONDS KOWEITEN	-	-	-	-	-	-
OPEP	2 371,8	-	223,5	-	-	2 595,3
UE	15 435,6	-	163,8	15 599,4	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>478 170,4</b>	<b>27 010,6</b>	<b>43 920,4</b>	<b>84 995,9</b>	<b>2 725,6</b>	<b>464 105,4</b>

Source: MFPDE

**ANNEXE 4 : OPERATIONS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR SECTEURS (Encours en fin d'année, en MBIF)**

	Encours fin 2010	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2011
<b>I. DETTE DIRECTE</b>	<b>446 755,2</b>	<b>27 010,6</b>	<b>43 124,9</b>	<b>59 411,3</b>	<b>2 677,1</b>	<b>457 479,5</b>
A. Equipements publics	198 997,7	11 234,4	17 214,0	25 747,2	1 079,3	201 698,9
1. Transport	148 116,8	11 234,4	13 226,2	12 308,1	1 037,3	160 269,3
a) Routes	148 092,9	11 234,4	13 223,8	12 308,1	1 037,3	160 242,9
b) Aéroport et port	23,8	0,0	2,4	0,0	0,0	26,3
2. Infrastructures urbaines	50 881,0	0,0	3 987,7	13 439,0	42,0	41 429,7
3. Divers	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Secteurs productifs	56 888,6	0,0	8 263,0	2 860,3	40,9	62 291,2
1. Agriculture et Elevage	54 436,8	0,0	8 237,0	383,6	40,9	62 290,1
2. Sylviculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Industrie	176,0	0,0	1,9	177,8	0,0	0,0
4. Mines et Energie	2 274,7	0,0	24,1	2 298,9	0,0	0,0
C. Secteur social	47 454,8	0,0	4 865,5	13,6	368,6	52 306,7
1. Education	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Santé	47 454,8	0,0	4 865,5	13,6	368,6	52 306,7
D. Divers	143 407,3	15 776,2	12 782,5	30 790,2	1 188,3	141 175,8
1. Balance des paiements	25 798,0	0,0	291,7	25 370,3	0,0	719,5
2. Assistance technique	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Gestion des entreprises publiques	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Etudes des projets	1 224,6	0,0	125,5	1,8	0,7	1 348,3
5. Autres	116 384,6	15 776,2	12 365,3	5 418,0	1 187,6	139 108,1
<b>II. DETTE RETROCEDEE</b>	<b>31 415,2</b>	<b>0,0</b>	<b>795,3</b>	<b>25 584,6</b>	<b>48,4</b>	<b>6 625,9</b>
A. Equipements publics	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2
1. Télécommunications	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3
2. Infrastructures urbaines	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Secteurs productifs	31 415,0	0,0	795,3	25 584,6	48,4	6 625,7
1. Agriculture et élevage	6 602,2	0,0	288,6	5 386,6	0,0	1 504,2
2. Agro-Industrie	10 567,3	0,0	362,9	5 808,9	48,4	5 121,3
3. Energie	14 245,4	0,0	143,8	14 389,1	0,0	0,1
<b>TOTAL</b>	<b>478 170,4</b>	<b>27 010,6</b>	<b>43 920,3</b>	<b>84 995,9</b>	<b>2 725,5</b>	<b>464 105,4</b>

Source : MFPDE

**ANNEXE 5: INDICE HORS-ALIMENTATION (Variations en p.c.)**

	Habille- ment et éclairage	Logement, chauffage et éclairage	Articles de ménage & entretien ménager	Services médicaux & médicaments	Transport et communi- cations	Culture enseigne- ment et loisirs	Autres biens et services	<b>Total</b>
Période	<b>5,3</b>	<b>27,0</b>	<b>4,9</b>	<b>2,0</b>	<b>5,3</b>	<b>1,9</b>	<b>1,7</b>	<b>48,1</b>
2007	-5,4	10,8	5,9	10,4	12,0	6,2	4,5	8,2
2008	4,2	15,8	12,8	11,2	25,9	-0,5	18,2	15,1
2009	9,2	11,8	24,2	10,8	-8,7	7,2	15,0	9,6
2010	0,9	9,9	8,7	0,2	2,6	4,6	2,0	7,4
2011	16,7	6,2	6,3	30,8	19,8	5,2	11,6	9,6
1er Trim. 2010	6,7	12,1	8,9	1,0	2,7	7,6	-1,0	9,2
2e Trim. 2010	-0,2	15,3	10,6	0,1	6,3	6,8	0,7	11,1
3e Trim. 2010	-1,9	9,6	8,0	-0,4	0,1	4,3	2,7	6,6
4e Trim. 2010	-0,6	3,6	7,6	0,0	1,4	-0,1	5,8	3,1
1er Trim. 2011	4,9	3,9	8,4	28,3	11,6	1,5	7,1	1,8
2e Trim. 2011	9,1	6,5	7,4	28,5	17,4	2,1	7,7	3,0
3e Trim. 2011	23,9	5,9	7,6	30,8	28,0	6,4	15,1	4,9
4e Trim. 2011	28,6	8,6	2,0	35,5	22,2	10,9	16,2	2,1

**Source : - ISTEERBU.**

## ANNEXE 6 : RESERVES INTERNATIONALES (en MBIF)

	2007			2008			2009			2010			2011		
	Décembre			Décembre			Septembre			Septembre			Septembre		
	Décembre	Mars	Juin	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre
<b>B.R.B.</b>	<b>38 543,6</b>	<b>109 925,4</b>	<b>75 273,4</b>	<b>120 149,2</b>	<b>111 501,1</b>	<b>117 438,5</b>	<b>103 299,1</b>	<b>66 010,0</b>	<b>33 801,0</b>	<b>97 671,8</b>	<b>98 660,1</b>	<b>82 183,6</b>	<b>33 983,4</b>	<b>17 010,8</b>	
Avoirs extérieurs	198 454,6	329 248,7	279 861,8	270 935,3	389 524,5	397 478,0	392 353,0	342 345,4	336 396,6	409 471,3	415 532,9	426 477,2	387 680,9	402 401,3	
Or	911,3	1 033,4	1 094,1	1 120,6	1 191,0	1 304,8	1 314,8	1 475,0	1 555,0	1 678,2	1 704,1	1 816,6	2 001,3	2 045,5	
DTS	425,4	181,8	111,6	367,7	129 687,2	128 093,7	124 553,9	120 972,7	139 909,4	139 030,6	141 665,1	157 079,9	169 415,7	164 634,5	
Tranche de réserve FMI	636,7	688,7	662,7	434,1	699,5	692,5	673,3	654,0	688,3	686,7	699,7	715,3	718,0	750,6	
Devises	196 481,2	327 344,8	277 993,4	269 012,9	257 946,8	267 387,0	265 811,0	219 243,7	194 243,9	268 075,8	271 464,0	266 865,4	215 545,9	234 970,7	
- Engagements extérieurs	159 911,0	219 323,3	204 588,4	150 786,1	278 023,4	280 039,5	289 053,9	276 335,4	302 595,6	311 799,5	316 872,8	344 293,6	353 697,5	385 390,5	
<b>BANQUES COMMERCIALES</b>	<b>33 495,0</b>	<b>42 048,9</b>	<b>34 123,8</b>	<b>30 538,1</b>	<b>27 659,1</b>	<b>50 042,0</b>	<b>49 390,6</b>	<b>28 272,0</b>	<b>25 224,2</b>	<b>36 511,2</b>	<b>32 821,1</b>	<b>14 735,3</b>	<b>5 100,2</b>	<b>37 135,0</b>	
- Avoirs extérieurs	98 300,9	125 768,9	120 440,8	125 767,2	125 532,2	155 768,9	155 722,8	139 243,9	135 528,9	162 923,0	143 484,5	129 711,1	129 685,2	174 949,2	
- Engagements extérieurs	64 805,9	83 720,0	86 317,0	95 229,1	97 873,1	105 726,9	106 332,2	110 971,9	110 304,7	126 411,8	110 663,4	114 975,8	124 585,0	137 814,2	
<b>TOTAL</b>	<b>72 038,6</b>	<b>151 974,3</b>	<b>109 397,2</b>	<b>150 687,3</b>	<b>139 160,2</b>	<b>167 480,5</b>	<b>152 689,7</b>	<b>94 282,0</b>	<b>59 025,2</b>	<b>134 183,0</b>	<b>131 481,2</b>	<b>96 918,9</b>	<b>39 083,6</b>	<b>54 145,8</b>	

## ANNEXE 7 : BILAN MONETAIRE DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI (en MIBIF)

	2007			2008			2009			2010			2011				
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
	<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	40 709,2	42 364,5	36 118,1	48 722,7	112 948,1	79 814,1	122 608,3	113 016,0	118 693,2	105 289,7	67 722,8	43 960,4	104 271,8	107 554,9	88 750,0	39 994,4
<b>CREANCES NETTES SUR L'ETAT</b>	144 307,7	123 910,4	142 948,1	130 788,3	120 714,5	110 419,4	113 242,1	116 372,2	191 707,5	151 838,3	171 497,7	194 724,8	184 267,3	144 540,8	158 917,9	189 688,3	266 488,1
- Secteur gouvernemental net	144 929,4	124 046,9	143 347,3	130 801,4	120 783,7	110 509,9	113 311,9	116 444,1	191 758,7	151 864,7	171 524,1	194 761,2	184 283,5	144 557,0	158 934,1	189 704,5	266 504,3
- Fonds d'égalisation	621,7	136,5	399,2	13,1	69,2	90,5	69,8	71,9	51,2	26,4	26,4	36,4	16,2	16,2	16,2	16,2	16,2
<b>CREANCES SUR LE SECTEUR BANCAIRE</b>	-	-	1 474,9	10 622,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 410,3	21 978,1	41 214,8	25 301,3
<b>CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>CREANCES SUR LES SOCIETES A PARTICIPATION PUBLIQUE</b>	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	25,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0
<b>CREANCES SUR LE SECTEUR PRIVE</b>	4 530,4	5 336,4	5 532,3	5 376,5	5 305,8	5 948,2	6 053,2	6 012,4	5 737,4	6 338,7	6 180,5	6 104,0	5 958,8	6 782,8	7 147,0	7 517,5	7 453,0
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	-32 142,5	-20 546,3	-15 107,1	-13 023,3	-40 808,1	-13 742,4	-41 110,4	-38 204,2	-77 352,3	-66 411,8	-25 656,9	-15 411,0	-33 255,8	-17 114,0	-13 433,7	-14 476,2	-50 579,1
<b>AVOIRS = ENGAGEMENTS</b>	157 429,8	151 090,0	170 991,3	182 511,3	198 185,3	182 464,3	200 818,2	197 221,4	238 805,8	197 074,9	219 764,1	229 398,2	261 262,1	245 194,8	263 379,3	263 958,8	274 838,2
<b>BASE MONETAIRE</b>	127 988,5	118 304,3	135 081,2	146 506,6	156 381,6	138 657,3	162 713,2	157 862,4	198 014,9	155 094,8	173 537,4	184 148,7	209 831,3	193 946,8	210 613,2	207 426,3	211 205,1
- Circulation fiduciaire	92 976,0	89 739,6	109 147,9	123 002,6	124 230,9	112 651,3	120 665,4	117 851,2	136 206,2	123 349,6	147 647,5	149 317,2	155 835,2	149 827,1	172 348,7	168 466,4	170 106,0
- Dépôts du secteur bancaire	27 933,7	23 461,3	18 877,9	17 303,1	24 965,9	22 247,7	37 152,3	35 884,4	53 862,1	26 437,8	21 838,2	30 413,9	45 700,3	39 310,0	27 317,5	33 099,7	34 907,1
- Dépôts des établissements financiers	1 054,2	1 391,7	1 506,9	1 436,6	1 127,0	482,7	835,8	818,5	1 014,1	707,1	299,8	1 896,7	1 416,5	600,1	1 156,4	1 493,8	278,0
- Dépôts des sociétés à participation publique	3 925,3	1 661,4	4 047,4	2 129,1	4 382,5	1 749,3	2 704,8	1 954,8	6 030,7	2 009,7	2 868,3	1 749,7	3 718,4	2 806,6	4 498,6	1 381,7	5 017,0
- Autres engagements à vue	2 099,3	2 050,3	1 501,1	2 635,2	1 675,3	1 526,3	1 354,9	1 353,5	901,8	590,6	883,6	771,2	3 160,9	1 403,0	5 292,0	2 984,7	897,0
<b>DEPOTS A L'IMPORTATION</b>	2 374,6	2 145,2	2 889,3	3 473,3	5 225,7	5 647,2	3 207,9	2 277,7	3 627,5	4 455,2	5 313,2	6 642,8	10 515,6	8 476,4	6 058,6	7 790,0	12 302,2
<b>FONDS PROPRES</b>	27 066,7	30 640,5	33 020,8	32 531,4	36 578,0	38 159,8	34 897,1	37 081,3	37 163,4	37 524,9	40 913,5	38 606,7	40 915,2	42 771,6	46 707,5	48 742,5	51 330,9

## ANNEXE 8 : BILAN MONETAIRE DES BANQUES COMMERCIALES (en MBIF)

	2007		2008		2009		2010		2011					
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre				
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	33 495,0	42 048,9	34 123,8	30 538,1	27 659,1	50 042,1	49 390,6	28 271,7	25 224,2	36 511,2	32 821,1	14 735,3	5 100,2	37 135,0
<b>RESERVES</b>	33 244,8	38 257,8	33 560,4	51 105,6	49 397,7	68 591,8	41 604,6	40 914,2	46 142,7	64 325,4	53 520,5	45 519,8	50 929,5	42 441,8
- Caisse	8 822,7	11 607,2	12 709,0	12 646,0	13 370,4	15 290,5	15 892,8	16 536,9	16 783,3	16 731,8	17 348,1	17 639,3	17 082,7	16 891,7
- Dépôts à la BRB en Fbu	16 954,0	17 817,8	12 949,5	27 755,3	26 255,2	45 560,9	18 504,4	16 849,2	22 832,4	38 979,6	29 371,2	20 671,9	25 810,1	18 575,2
- Dépôts à la BRB en ME	7 468,1	8 832,8	7 901,9	10 704,3	9 772,1	7 740,4	7 207,4	7 528,1	6 527,0	8 614,0	6 801,2	7 208,6	8 036,7	6 974,9
<b>CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS</b>	93,8	143,8	143,8	143,8	143,8	143,8	143,8	143,8	143,8	143,8	143,8	143,8	143,8	149,6
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	231 013,5	314 027,3	321 075,5	334 206,7	363 180,3	361 054,6	388 496,0	426 943,1	481 708,1	495 395,8	527 435,8	584 511,4	613 773,2	601 407,2
- Créances nettes sur l'Etat	18 655,4	53 090,5	59 870,7	63 250,0	71 751,6	59 270,0	70 784,5	68 927,4	89 242,2	99 316,7	104 508,9	107 501,0	96 148,1	70 900,4
- Créances nettes sur les Ag.gouv.	-	-5 052,6	-6 239,8	-7 416,3	-7 648,5	-8 608,6	-9 623,5	-8 547,6	-8 200,6	-5 456,4	-5 617,3	-6 361,1	-8 199,5	-6 981,8
- Créances nettes sur les Ad.loc.	-56,5	-180,8	-4,4	-14,1	-53,2	-453,3	-679,2	-137,3	363,6	202,8	-43,6	45,1	418,5	316,2
- Créances sur les sociétés à participation publique	7 836,0	21 902,2	12 579,4	10 418,4	13 687,8	8 420,7	6 398,5	9 459,9	20 892,4	8 291,0	6 223,9	4 966,7	8 251,5	3 801,4
- Créances sur le secteur privé	204 578,6	244 268,0	254 869,6	267 968,7	285 442,6	302 425,8	321 615,7	357 240,7	379 410,5	393 041,7	422 363,9	478 359,7	517 154,6	533 371,0
<b>REPRISE DE LIQUIDITE</b>	-	12 000,0	8 300,0	-	-	10 000,0	22 100,6	-	2 000,0	6 000,0	5 491,5	-	-	-
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	25 811,4	15 062,0	18 172,8	27 206,8	20 391,0	32 837,1	30 693,0	37 103,5	31 085,2	33 637,6	13 364,9	32 946,1	31 966,1	33 460,7
<b>AVOIRS = ENGAGEMENTS</b>	323 658,5	421 539,8	415 376,3	443 201,0	460 771,9	522 669,4	532 428,6	533 376,3	586 304,0	636 013,8	632 777,6	677 894,7	701 912,8	714 594,3
<b>CREDIT DE LA BANQUE CENTRALE</b>	1 000,0	-	-	-	-	-	30,6	-	-	-	3 410,3	21 978,1	41 135,1	23 887,6
<b>ENGAGEMENTS ENVERS LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS</b>	844,4	1 153,5	1 246,5	759,4	817,2	1 634,9	3 082,6	2 542,0	2 221,4	1 658,8	1 520,3	2 041,1	2 158,9	800,1
<b>DEPOTS A VUE</b>	139 619,9	207 640,4	198 544,8	206 651,4	225 472,5	263 799,4	270 597,7	262 743,2	298 657,4	323 347,8	301 000,9	310 266,5	293 693,9	313 383,3
<b>DEPOTS A TERME ET D'EPARGNE</b>	94 243,7	106 678,2	108 697,4	116 188,7	109 160,9	125 975,8	130 169,5	133 693,8	142 852,0	152 596,5	156 381,6	165 912,9	181 116,6	186 878,6
<b>SOLDE NET DES TRANSACTIONS INTERBANCAIRES</b>	-409,2	229,4	590,0	738,7	552,6	924,5	1 325,3	16,0	768,1	-98,5	2 459,7	3 184,1	223,1	557,4
<b>FONDS PROPRES</b>	88 359,7	105 838,3	106 297,6	118 862,8	124 768,7	130 334,8	127 222,9	134 381,3	141 805,1	158 509,3	168 004,8	174 512,0	183 585,2	189 087,3



## ANNEXE 9 : SITUATION MONETAIRE (1) (en MBIF)

	2007			2008			2009			2010			2011					
	Décembre			Décembre			Mars			Juin			Septembre			Décembre		
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>84 881,5</b>	<b>155 014,6</b>	<b>113 983,6</b>	<b>153 462,0</b>	<b>140 697,4</b>	<b>168 753,0</b>	<b>154 680,3</b>	<b>95 994,5</b>	<b>69 184,6</b>	<b>140 783,0</b>	<b>140 376,0</b>	<b>103 485,3</b>	<b>45 094,6</b>	<b>63 289,9</b>				
- Avoirs extérieurs	299 376,2	458 057,9	404 889,0	399 477,2	516 593,9	554 519,4	550 066,4	483 301,8	482 084,9	578 994,3	567 912,2	562 754,7	523 377,1	586 494,6				
- Engagements extérieurs	214 494,7	303 043,3	290 905,4	246 015,2	375 896,5	385 766,4	395 386,1	387 307,3	412 900,3	438 211,3	427 536,2	459 269,4	478 282,5	523 204,7				
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	<b>373 044,2</b>	<b>448 134,0</b>	<b>443 038,7</b>	<b>461 325,0</b>	<b>491 125,1</b>	<b>569 196,2</b>	<b>554 809,8</b>	<b>614 156,6</b>	<b>692 038,2</b>	<b>699 683,9</b>	<b>690 626,8</b>	<b>765 837,7</b>	<b>821 340,2</b>	<b>887 190,5</b>				
- Créances nettes sur l'Etat	157 445,1	176 478,0	169 429,5	176 662,3	185 790,1	252 435,2	220 250,7	241 078,8	285 444,8	292 216,8	255 032,1	275 111,1	288 220,1	342 381,1				
- Créances sur l'économie	215 599,1	271 656,0	273 609,2	284 662,7	305 335,0	316 761,0	334 559,1	373 077,8	406 593,4	407 467,1	435 594,7	490 726,6	533 120,1	544 809,4				
<b>ACTIF = PASSIF</b>	<b>457 925,7</b>	<b>603 148,6</b>	<b>557 022,3</b>	<b>614 787,0</b>	<b>631 822,5</b>	<b>737 949,2</b>	<b>709 490,1</b>	<b>710 151,1</b>	<b>761 222,8</b>	<b>840 466,9</b>	<b>831 002,8</b>	<b>869 323,0</b>	<b>866 434,8</b>	<b>950 480,4</b>				
<b>MASSE MONETAIRE</b>	<b>330 079,1</b>	<b>443 117,8</b>	<b>417 714,2</b>	<b>444 100,5</b>	<b>449 402,9</b>	<b>530 770,3</b>	<b>524 595,6</b>	<b>543 477,1</b>	<b>589 980,1</b>	<b>638 901,1</b>	<b>607 911,5</b>	<b>658 965,9</b>	<b>644 399,7</b>	<b>672 133,9</b>				
- Monnaie	235 379,4	335 887,6	308 364,8	327 659,8	339 990,0	404 392,5	393 724,1	408 731,3	446 576,1	485 772,6	451 297,9	492 821,0	463 051,1	485 023,3				
- Quasi-Monnaie	94 699,7	107 230,2	109 349,4	116 440,7	109 412,9	126 377,8	130 871,5	134 745,8	143 404,0	153 128,5	156 613,6	166 144,9	181 348,6	187 110,6				
DEPOTS DU FONDS D'EGALISATION	621,7	69,2	90,5	69,8	71,9	51,2	26,4	26,4	36,4	16,2	16,2	16,2	16,2	16,2				
DIVERS (net)	127 224,9	159 961,6	139 217,6	170 616,7	182 347,7	207 127,7	184 868,1	166 647,6	171 206,3	201 549,6	223 075,1	210 340,9	222 018,9	278 330,3				

(1) Les dépôts du Fonds d'Égalisation ne sont pas, à l'instar des autres avoirs du secteur gouvernemental, déduits des créances brutes sur l'Etat, mais figurent séparément au passif.

## Annexes statistiques

### ANNEXE 10 : SITUATION CONSOLIDÉE DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS (en MBIF)

	2007				2008				2009				2010				2011			
	2007		2008		2009		2010		2011		2010		2011		2010		2011			
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre		
RESERVES	991,8	1 410,7	643,8	840,3	1 210,6	1 720,2	2 237,1	1 681,9	2 817,0	2 353,3	1 604,5	1 708,7	1 327,8	1 069,2						
CRÉANCES SUR LE SECTEUR BANCAIRE	654,0	450,0	650,0	850,0	450,0	750,0	1 100,0	950,0	450,0	450,0	-	300,0	150,0	-						
CRÉANCES NETTES SUR L'ÉTAT	31,9	833,8	833,8	833,8	907,6	902,0	896,3	891,3	885,2	876,6	833,8	862,7	857,8	850,2						
CRÉANCES NETTES SUR LES AD. LOCALES	1,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-						
CRÉANCES NETTES SUR LES AG. GOUV.	265,9	615,9	47,5	122,0	725,9	657,0	621,2	579,8	593,2	142,9	523,1	465,5	420,2	261,8						
CRÉANCES SUR L'ÉCONOMIE	26 305,2	29 491,5	31 277,7	32 727,2	33 042,1	34 518,9	35 578,4	38 074,3	44 424,4	47 506,9	49 963,7	53 534,2	55 871,7	57 418,7						
-créances sur les sociétés à participation publique	962,5	342,7	278,4	776,4	789,0	763,5	641,3	709,3	734,3	920,6	616,5	614,6	996,6	967,6						
-créances sur le secteur privé	25 342,7	29 148,8	30 999,3	31 950,8	32 253,1	33 755,4	34 937,1	37 365,0	43 690,1	46 586,3	49 347,2	52 919,6	54 875,1	56 451,1						
AUTRES POSTES NETS	2 547,0	1 598,0	2 149,3	2 048,4	2 928,4	2 126,6	1 140,1	1 020,1	283,0	842,6	1 297,2	-238,7	-184,5	503,4						
<b>AVOIRS = ENGAGEMENTS</b>	<b>30 797,1</b>	<b>34 399,9</b>	<b>35 602,1</b>	<b>37 421,7</b>	<b>39 264,6</b>	<b>40 674,7</b>	<b>41 573,1</b>	<b>43 197,4</b>	<b>49 452,8</b>	<b>52 172,3</b>	<b>54 222,3</b>	<b>56 632,4</b>	<b>58 443,0</b>	<b>60 103,3</b>						
ENGAGEMENTS ENVERS LE SECTEUR BANCAIRE	-	-	-	-	-	-	114,3	96,7	87,6	68,6	58,7	43,5	27,7	5,7						
SOLDE NET DES CRÉANCES ET ENGAGEMENTS ENTRE ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0						
FONDS PUBLICS AFFECTÉS AUX PRÊTS	6 961,5	8 345,0	8 899,4	10 110,4	11 042,5	11 783,1	11 843,4	11 913,4	14 902,4	17 581,0	14 269,6	12 767,7	13 567,6	14 468,3						
DEPÔTS ET EMPRUNTS	5 060,1	7 199,5	7 663,9	8 227,2	8 650,1	9 015,5	9 795,9	11 195,6	13 666,8	13 351,3	18 152,7	20 187,1	20 431,1	20 408,2						
ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS A L.T.	3 759,8	2 073,8	1 971,2	1 746,8	1 797,0	1 764,8	1 670,6	1 275,9	1 376,5	1 350,2	1 417,5	1 112,3	1 082,5	1 087,9						
FONDS PROPRES	15 026,7	16 792,6	17 078,6	17 348,3	17 786,0	18 122,3	18 159,9	18 726,8	19 430,5	19 832,2	20 334,8	22 532,8	23 345,1	24 144,2						

ANNEXE 11 - SITUATION CONSOLIDÉE DU SYSTÈME BANCAIRE (en MBIF)

	2007			2008			2009			2010			2011		
	Décembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Décembre
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	81 121,7	152 940,8	112 012,4	151 462,5	138 900,4	166 988,2	153 005,7	94 718,6	67 808,1	139 432,8	138 958,5	102 373,0	44 012,1	62 202,0	
-Avoirs bruts	299 376,2	458 057,9	404 889,0	399 224,5	516 593,9	554 519,4	550 066,4	483 301,8	482 084,9	578 994,3	567 912,2	562 754,7	523 377,1	586 494,6	
-Engagements bruts à C.T.	-218 254,5	-305 117,1	-292 876,6	-247 762,0	-377 693,5	-387 531,2	-397 056,7	-388 583,2	-414 276,8	-439 564,5	-428 953,7	-460 381,7	-479 365,0	-524 292,6	
<b>CREDIT INTERIEUR</b>	398 933,0	478 481,4	474 582,5	494 413,5	525 204,1	604 698,2	591 381,0	653 177,3	737 416,3	747 685,6	741 422,7	820 137,1	877 965,2	945 190,7	
-Créances nettes sur l'Etat	157 122,5	177 858,5	170 220,3	177 548,3	187 351,7	253 943,0	221 766,2	242 549,9	286 923,2	293 236,3	256 389,0	276 439,3	289 498,1	343 493,1	
-Créances sur l'économie	241 810,5	300 622,9	304 362,2	316 865,2	337 852,4	350 755,2	369 612,8	410 627,4	450 493,1	454 449,3	485 033,7	543 697,8	588 467,1	601 697,6	
<b>RESSOURCES = EMPLOIS</b>	480 054,7	631 422,2	586 594,9	645 876,0	664 104,5	771 686,4	744 390,7	747 895,9	805 224,4	887 118,4	880 381,2	922 510,1	921 977,3	1 007 392,7	
<b>ENGAGEMENTS EXIGIBLES</b>	335 138,4	450 316,1	425 370,6	452 319,5	458 044,8	539 774,2	534 385,2	554 668,7	603 141,8	652 244,7	625 356,0	678 447,4	664 826,7	692 528,0	
- Circulation fiduciaire hors du système financier	84 152,5	112 622,5	99 933,9	108 011,2	104 472,6	120 909,2	109 450,5	131 106,6	132 528,8	139 095,7	132 470,8	154 703,8	151 379,6	153 200,2	
- Dépôts à vue	151 226,1	223 263,9	208 423,4	219 640,4	235 509,2	283 476,8	284 267,3	277 620,7	314 042,2	346 669,2	318 818,9	338 111,6	311 667,4	331 809,0	
- Quasi-monnaie	94 699,7	107 230,2	109 349,4	116 440,7	109 412,9	126 377,8	130 871,5	134 745,8	143 404,0	153 128,5	156 613,6	166 144,9	181 348,6	187 110,6	
- Engagements des établissements financiers	5 060,1	7 199,5	7 663,9	8 227,2	8 650,1	9 010,4	9 795,9	11 195,6	13 166,8	13 351,3	17 452,7	19 487,1	20 431,1	20 408,2	
<b>DEPOTS A L'IMPORTATION</b>	2 374,6	5 225,7	5 647,2	2 955,2	2 277,7	3 627,5	4 455,2	5 313,2	6 642,8	10 515,6	8 476,4	6 058,6	7 790,0	12 302,2	
<b>FONDS PUBLICS AFFECTES AUX PRETS</b>	6 964,5	8 345,0	8 899,4	10 110,4	11 042,5	11 788,2	11 843,4	11 913,4	15 402,4	17 581,0	14 969,6	13 467,7	13 567,6	14 468,3	
<b>SOLDE NET DES CREANCES ET ENGAGEMENTS ENTRE INSTITUTIONS FINANCIERES</b>	-1 633,1	-3 850,5	164,3	-2 786,4	-1 778,4	-1 514,1	-1 670,9	-5 590,0	-1 887,4	-4 254,5	2 532,5	87,5	-2 585,4	6 909,8	
<b>FONDS PROPRES</b>	130 453,2	159 209,0	161 537,0	171 108,2	179 636,1	185 620,3	182 907,7	194 021,6	199 842,3	219 256,7	231 111,2	243 752,3	255 672,8	264 562,4	
<b>AUTRES POSTES NETS</b>	6 760,1	12 176,9	-15 023,6	12 169,1	14 881,8	32 390,3	12 470,1	-12 431,0	-17 917,5	-8 225,1	-2 064,5	-19 303,4	-17 294,4	16 622,0	



## ANNE 13 : TAUX D'INTERET MOYENS DEBITEURS APPLIQUES PAR LES BANQUES (en p.c par an)

	2007			2008			2009			2010			2011		
	2007			2008			2009			2010			2011		
	Décembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Décembre	Décembre
<b>COURT TERME</b>	<b>17,6</b>	<b>16,7</b>	<b>16,7</b>	<b>17,2</b>	<b>17,4</b>	<b>16,9</b>	<b>16,7</b>	<b>16,6</b>	<b>16,5</b>	<b>16,4</b>	<b>16,2</b>	<b>16,0</b>	<b>15,8</b>	<b>15,5</b>	
- Exportations	15,7	15,6	15,0	13,4	10,9	10,7	15,0	16,0	16,1	15,5	14,3	14,5	15,9	14,1	
- Importations	17,1	16,2	14,5	16,2	17,4	14,7	14,5	14,7	14,6	14,7	16,8	14,1	14,2	12,3	
- Trésorerie	17,5	16,9	16,8	17,4	17,4	16,8	16,8	16,6	16,6	16,5	16,3	15,9	15,8	15,6	
- Autres	18,6	16,7	16,4	17,4	17,9	18,3	16,4	16,5	16,4	16,9	16,2	17,4	16,1	15,1	
<b>MOYEN TERME</b>	<b>17,1</b>	<b>16,5</b>	<b>16,0</b>	<b>16,5</b>	<b>16,2</b>	<b>16,2</b>	<b>16,0</b>	<b>15,3</b>	<b>15,2</b>	<b>15,1</b>	<b>15,2</b>	<b>14,9</b>	<b>14,8</b>	<b>14,0</b>	
- Habitat	17,7	17,5	16,2	17,2	16,5	16,1	16,2	15,7	15,8	15,6	16,2	15,6	15,2	15,3	
- Equipement et divers	17,0	16,4	16,0	16,4	16,2	16,2	16,0	15,3	15,1	15,1	15,0	14,8	14,7	14,8	
<b>LONG TERME</b>	<b>17,1</b>	<b>15,1</b>	<b>13,1</b>	<b>14,5</b>	<b>14,3</b>	<b>13,8</b>	<b>13,1</b>	<b>12,0</b>	<b>12,6</b>	<b>12,4</b>	<b>12,1</b>	<b>12,2</b>	<b>14,0</b>	<b>14,8</b>	
- Habitat	15,6	10,0	10,7	9,3	10,6	11,0	10,7	9,3	11,1	11,6	11,1	11,3	13,6	13,3	
- Equipement et divers	17,6	18,0	17,8	18,0	18,0	17,6	17,8	18,8	17,8	17,3	16,3	17,2	16,3	14,5	
<b>MOYENNE GENERALE</b>	<b>17,5</b>	<b>16,7</b>	<b>16,5</b>	<b>17,0</b>	<b>17,1</b>	<b>16,7</b>	<b>16,5</b>	<b>16,1</b>	<b>16,1</b>	<b>16,0</b>	<b>15,9</b>	<b>15,7</b>	<b>15,5</b>	<b>15,3</b>	

## ANNEXE 14 : TAUX D'INTERET MOYENS CREDITEURS APPLIQUES PAR LES BANQUES (en p.c. par an)

	2007			2008			2009			2010			2011		
	Décembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
<b>DEPOTS A VUE (1)</b>	<b>6,3</b>	<b>6,3</b>	<b>6,0</b>	<b>5,8</b>	<b>6,0</b>	<b>6,0</b>	<b>6,6</b>	<b>5,6</b>	<b>5,1</b>	<b>5,4</b>	<b>5,2</b>	<b>5,7</b>	<b>5,8</b>	<b>5,7</b>	<b>6,0</b>
<b>COMPTES SUR LIVRETS</b>	<b>7,2</b>	<b>7,3</b>	<b>7,2</b>	<b>7,2</b>	<b>7</b>	<b>7,0</b>	<b>7,0</b>	<b>6,7</b>	<b>7,0</b>	<b>7</b>	<b>7,0</b>	<b>7</b>	<b>7,1</b>	<b>7,1</b>	<b>7,1</b>
<b>DEPOTS A TERME</b>	<b>8,7</b>	<b>8,6</b>	<b>8</b>	<b>7,7</b>	<b>7,8</b>	<b>7,9</b>	<b>7,9</b>	<b>7,6</b>	<b>7,4</b>	<b>7,8</b>	<b>7,8</b>	<b>7,5</b>	<b>7,7</b>	<b>7,7</b>	<b>7,9</b>
1 mois au plus	8,7	8,4	7,8	7,6	8,0	7,9	7,9	7,5	7,5	7,9	8,1	7,4	7,5	7,3	7,4
1 an au plus	9,0	8,9	8,2	7,8	7,7	7,9	7,7	7,7	7,4	7,5	7,5	7,3	7,4	7,6	7,9
2 ans au plus	8,0	6,9	6,9	6,9	6,9	6,9	6,1	6,1	7,1	8,9	9,0	9,0	9,4	8,6	9,6
plus de 2 ans	5,2	5,3	6,7	6,8	6,8	11,0	11,0	11,0	6,2	7,4	7,3	6,8	6,9	6,9	7,0
<b>DEPOTS A PREAVIS</b>	-	-	-	-	<b>8,0</b>	<b>7,7</b>	<b>7,3</b>	<b>7,3</b>	-	<b>7,9</b>	<b>6,9</b>	<b>8,2</b>	<b>7,9</b>	<b>7,4</b>	<b>8,3</b>
1 mois au plus	-	-	-	-	7,8	8,0	7,6	7,6	-	7,8	6,9	8,3	8,3	8,3	8,4
1 an au plus	-	-	-	-	8,1	7,6	-	-	-	7,9	-	8,1	8,1	8,4	8,4
2 ans au plus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	4,0	-
plus de 2 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	6,8	7,4	8,2
<b>BONS DE CAISSE</b>	<b>9,2</b>	<b>9,0</b>	<b>9,5</b>	<b>9,0</b>	<b>8,9</b>	<b>9,4</b>	<b>9,1</b>	<b>9,1</b>	<b>8,6</b>	<b>8,7</b>	<b>8,7</b>	<b>8,9</b>	<b>10,0</b>	<b>10,2</b>	<b>10,2</b>
1 mois au plus	9,4	9,3	10,1	9,4	9,4	9,7	9,1	9,1	8,9	9,1	9,7	9,0	10,2	10,3	10,4
1 an au plus	9,1	8,5	8,8	8,2	8,0	8,6	8,4	8,4	7,9	7,8	7,4	7,8	8,3	8,3	8,2
2 ans au plus	9,0	-	-	-	-	-	12,0	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>EPARGNE A LA SOURCE</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>BONS D'EPARGNE</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	<b>8,3</b>	<b>4,7</b>	<b>4,7</b>	<b>4,7</b>	<b>4,7</b>	<b>4,7</b>	<b>4,0</b>	<b>4,0</b>	<b>4,0</b>	<b>4,0</b>
<b>MOYENNE GENERALE</b>	<b>8,3</b>	<b>8,1</b>	<b>7,6</b>	<b>7,5</b>	<b>7,4</b>	<b>7,6</b>	<b>7,2</b>	<b>7,2</b>	<b>7,1</b>	<b>7,3</b>	<b>7,3</b>	<b>7,3</b>	<b>7,4</b>	<b>7,4</b>	<b>7,6</b>

(1): Tous les dépôts à vue n'étant pas rémunérés, le taux moyen est calculé sur la base des seuls dépôts rémunérés



## ANNEXE 16: STRUCTURE DES IMPORTATIONS (en million de BIF et en Tonnes)

Structure	Période		2007		2008		2009		2010		2011	
	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q		
<b>I. BIENS DE PRODUCTION:</b>	<b>157 755,1</b>	<b>194 682</b>	<b>211 971,0</b>	<b>216 428</b>	<b>206 922,7</b>	<b>260 621</b>	<b>278 822,4</b>	<b>362 883,0</b>	<b>457 743,5</b>	<b>483 150</b>		
10. Métallurgie	22 887,5	18 542	23 343,9	15 756	19 198,2	17 088	27 967,8	26 285	48 834,3	35 634		
11. Agriculture et élevage	3 901,9	3 621	6 346,0	5 335	8 448,0	6 975	8 614,2	12 668	21 025,1	36 732		
12. Alimentation	30 341,6	28 791	17 745,0	17 412	35 512,7	28 441	32 374,0	41 891	50 243,8	58 703		
13. Textile	35,0	33	111,7	53	511,0	127	321,9	47	634,6	113		
14. Construction	22 508,0	74 419	38 697,9	95 096	48 609,4	133 666	60 057,5	159 066	92 724,3	209 906		
15. Bois	986,1	1 135	1 395,0	1 398	1 024,0	1 343	1 905,6	3 092	4 303,6	3 972		
16. Papier	107,8	139	241,2	239	293,6	256	377,2	714	566,0	611		
17. Cuir	40,1	28	3,3	4	47,3	44	47,7	42	26,8	25		
<b>18. Autres biens de production:</b>	<b>76 947,1</b>	<b>67 974</b>	<b>124 087,0</b>	<b>81 135</b>	<b>93 278,5</b>	<b>72 681</b>	<b>147 156,5</b>	<b>119 078,0</b>	<b>239 385,0</b>	<b>137 454</b>		
180. Chimiques	4 190,8	2 305	5 934,3	3 636	9 435,7	4 431	5 935,7	8 016	13 049,3	6 153		
181. Combustibles solides	-	-	-	-	1,4	1	46,3	83	8,5	18		
182. Huiles minérales	63 497,0	62 624	107 550,1	74 489	70 557,1	64 044	121 126,6	97 911	206 800,3	123 106		
183. Autres	9 259,3	3 045	10 602,6	3 011	13 284,3	4 205	20 047,9	13 068	19 526,9	8 177		
<b>II. BIENS D'EQUIPEMENT:</b>	<b>89 159,6</b>	<b>17 974</b>	<b>130 118,2</b>	<b>20 189</b>	<b>143 762,1</b>	<b>23 446</b>	<b>168 259,9</b>	<b>38 625,0</b>	<b>227 973,6</b>	<b>36 588</b>		
20. Chaudières, engins mécaniques	16 876,1	1 639	47 579,8	4 055	33 466,2	3 164	45 585,8	11 381	84 047,4	7 554		
21. Pièces et outillages	7 228,2	5 013	10 757,9	5 193	15 567,6	6 784	11 064,3	7 209	19 509,1	9 793		
22. Matériel électrique	14 706,0	2 527	28 229,1	3 425	54 489,7	4 656	44 948,0	5 420	60 044,9	5 626		
23. Tracteurs, véhicules et engins/ transport	43 534,6	8 032	34 092,8	6 818	33 792,7	8 068	53 484,8	12 366	45 493,5	10 115		
24. Autres biens d'équipement	6 814,7	763	9 458,6	698	6 445,9	774	13 177,0	2 249	18 878,7	3 500		
<b>III. BIENS DE CONSOMMATION:</b>	<b>99 185,5</b>	<b>65 631</b>	<b>135 692,1</b>	<b>70 866</b>	<b>144 143,8</b>	<b>69 423</b>	<b>179 189,0</b>	<b>93 190,0</b>	<b>267 135,4</b>	<b>162 052</b>		
<b>30. Durables:</b>	<b>36 028,5</b>	<b>19 000</b>	<b>55 130,0</b>	<b>26 306</b>	<b>54 489,6</b>	<b>24 338</b>	<b>87 658,8</b>	<b>34 658,0</b>	<b>113 714,5</b>	<b>45 961</b>		
300. Textiles	11 026,9	4 592	14 346,6	7 633	17 716,8	5 375	29 581,2	16 077	32 486,9	15 398		
301. Véhicules	4 442,6	1 508	7 464,2	1 832	6 030,4	1 716	12 843,3	4 150	8 216,2	2 476		
302. Autres	20 559,0	12 900	33 319,2	16 841	30 742,4	17 247	45 234,3	14 431	73 011,4	28 087		
<b>31. Non durables:</b>	<b>63 157,0</b>	<b>46 631</b>	<b>80 562,1</b>	<b>44 560</b>	<b>89 654,2</b>	<b>45 085</b>	<b>91 530,2</b>	<b>58 532,0</b>	<b>153 420,9</b>	<b>116 091</b>		
310. Alimentaires	26 920,8	40 055	31 451,8	36 029	35 001,4	40 163	31 710,1	43 758	60 408,7	101 426		
311. Pharmaceutiques	27 013,7	1 816	36 538,6	2 032	40 662,3	1 137	43 181,3	3 784	65 261,7	3 191		
312. Autres	9 222,5	4 760	12 571,7	6 499	13 990,5	3 785	16 638,8	10 990	27 750,5	11 474		
<b>TOTAL</b>	<b>346 100,2</b>	<b>278 287</b>	<b>477 781,3</b>	<b>307 483</b>	<b>494 828,6</b>	<b>353 490</b>	<b>626 271,3</b>	<b>494 698,0</b>	<b>952 852,5</b>	<b>681 790</b>		



## ANNEXE 17 : IMPORTATIONS PAR PAYS DE PROVENANCE

V : en MBIF  
Q : en tonnes (poids net)

	2007		2008		2009		2010		2011	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
<b>I. EUROPE</b>	<b>25 430</b>	<b>93 241,9</b>	<b>26 749</b>	<b>141 017,6</b>	<b>28 481</b>	<b>137 451,6</b>	<b>29 122</b>	<b>138 093,6</b>	<b>59 434</b>	<b>246 384,1</b>
1. Union Européenne	<b>23 038</b>	<b>89 901,5</b>	<b>25 878</b>	<b>138 708,1</b>	<b>26 358</b>	<b>132 976,1</b>	<b>24 264</b>	<b>129 098,6</b>	<b>48 964</b>	<b>230 060,6</b>
Belgique	12961	48 476,2	11 323	61 033,0	11 653	56 185,2	11 921	59 967,3	18 942	86 583,1
Allemagne	1018	8 928,3	957	23 900,3	913	7 450,0	1 054	7 923,8	4 555	30 078,8
France	1759	11 699,8	2 722	26 423,6	2 485	21 114,6	2 419	29 948,3	4 723	40 628,5
Royaume-Uni	1370	3 272,0	2 005	4 974,8	2 617	4 787,2	1 363	6 369,4	6 843	20 818,0
Italie	3097	5 957,3	6 106	7 530,6	3 028	15 799,9	3 103	6 618,6	7246	12 601,2
Pays-Bas	1039	4 771,3	1 282	5 894,0	1 470	4 995,3	1 970	5 142,0	2 342	7 610,3
Danemark	916	3 930,0	608	4 592,8	954	10 340,5	221	7 753,8	1 645	23 410,5
Irlande	-	-	1	119,8	-	-	6	231,0	20	15,0
Espagne	116	323,5	492	3 164,9	216	1 229,7	101	560,8	336	1 271,5
Grèce	2	5,7	21	125,9	53	669,1	23	65,8	25	130,9
Portugal	10	36,0	-	-	135	636,7	-	-	4	55,9
Autres pays de l'U.E.(1)	750	2 501,4	361	948,4	2 834	9 767,9	2 083	4 517,8	2 283	6 856,9
<b>2. AUTRES</b>	<b>2 392,0</b>	<b>3 340,4</b>	<b>871</b>	<b>2 309,5</b>	<b>2 123</b>	<b>4 475,5</b>	<b>4 858</b>	<b>8 995,0</b>	<b>10 470</b>	<b>16 323,5</b>
Suisse	424	1 946,3	220	1 479,4	767	2 300,6	597	3 850,2	4 620	9 289,3
Rép. Tchèque	14	73,8	-	-	-	-	6	96,1	-	-
Russie	1166	748,5	312	355,3	733	746,2	2 082	2 533,9	450	432,1
Roumanie	25	24,7	43	137,6	18	97,2	28	103,3	29	99,8
Autres pays d'Europe	763	547,1	296	337,2	605	1 331,5	2 145	2 411,5	5 371	6 502,3
<b>II. ASIE</b>	<b>92 228,0</b>	<b>135 117,8</b>	<b>109 525</b>	<b>196 453,0</b>	<b>96 491</b>	<b>190 746,7</b>	<b>153 858</b>	<b>293 905,3</b>	<b>189 624</b>	<b>376 761,6</b>
Japon	3 800	18 076,5	4 419	19 617,5	2 418	18 027,8	12 616	47 035,0	8 467	26 443,1
Iran	-	-	991	<b>1 599,2</b>	1 346	<b>3 793,1</b>	52	91,4	2 467	<b>3 769,4</b>
Rép. Pop. de Chine	<b>9 955</b>	15 047,3	12 861	28 646,4	14 774	41 117,9	21 456	62 739,3	30 431	79 428,3
Union Indienne	4 152	14 284,9	6 362	20 085,7	6 917	24 255,5	8 128	31 712,5	20 849	51 979,9
Corée du Sud	316	1 143,2	153	844,5	356	1 217,6	267	771,8	258	1 163,7
Hong-Kong	165	231,7	137	877,1	65	3 687,1	64	2 183,5	137	2 126,2
Corée du Nord	18	34,0	37	83,3	118	576,8	173	488,0	32	116,0
Taiwan	12	49,8	6	20,7	13	47,2	16	93,5	97	125,2
Bangladesh	18	36,3	75	285,6	37	142,8	75	173,3	18	49,7
Pakistan	3 273	4 171,4	435	439,6	1 164	2 291,0	132	139,0	12 225	1 945,7
Arabie Saoudite	60 370	64 764,7	68 369	100 469,6	46 175	67 168,1	88 701	115 270,9	80 314	139 919,6
Autres pays d'Asie	10 149	17 278,0	15 680	23 483,8	23 108	28 421,8	22 178	33 207,1	34 329	69 694,8
<b>III. AFRIQUE</b>	<b>155 481,0</b>	<b>111 416,0</b>	<b>167 998</b>	<b>133 170,5</b>	<b>217 010</b>	<b>149 294,7</b>	<b>303 748</b>	<b>181 836,3</b>	<b>403 858</b>	<b>276 610,9</b>
R.D.C	1 377	851,2	46	360,3	248	784,8	349	996,8	5 184	6 680,2
Tanzanie	29 019	10 601,9	31 728	19 957,7	41 961	22 191,9	80 645	33 246,9	134 046	60 983,1
Kenya	25 935	31 835,3	24 766	35 881,4	28 711	41 701,0	32 158	38 088,3	51 610	57 972,1
Djibouti	0	0,1	-	-	-	-	118	340,9	15	23,3
Rwanda	3 319	1 794,6	5 283	3 733,2	3 230	2 225,3	9 807	3 094,0	25 962	7 578,5
Ouganda	70 302	41 832,6	81 156	40 869,8	85 017	40 703,9	60 096	35 526,7	66 941	52 315,4
Zambie	16 117	6 673,0	12 432	8 050,4	31 249	13 916,5	101 272	42 711,8	92 291	44 634,2
Zimbabwe	639	597,3	121	192,9	109	193,3	72	153,3	106	224,0
Malawi	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
R.S.A.(2)	6 120	10 344,1	4 107	12 346,8	3 266	7 006,3	5 244	9 841,6	12 566	23 603,0
Autres pays d'Afrique	2 653	6 885,9	8 359	11 778,0	23 219	20 571,7	13 987	17 836,0	15 137	22 597,1
<b>IV. AMERIQUE</b>	<b>5 039,0</b>	<b>6 114,4</b>	<b>3 160</b>	<b>6 741,8</b>	<b>11 657</b>	<b>16 601,8</b>	<b>7 621</b>	<b>9 796,6</b>	<b>27 668</b>	<b>48 559,5</b>
Etats-Unis	859	3 428,4	390	2 886,7	5 005	9 366,4	5 981	6 801,1	19 042	40 973,3
Canada	4073	2 392,3	2 710	3 329,1	6 551	6 408,5	1 420	2 401,7	1 405	2 242,5
Autres pays d'Amérique	107	293,7	60	526,0	101	826,9	220	593,8	7 221	5 343,7
<b>V. OCEANIE</b>	<b>111,0</b>	<b>209,8</b>	<b>52</b>	<b>397,9</b>	<b>98</b>	<b>733,9</b>	<b>638</b>	<b>2 630,3</b>	<b>1 205</b>	<b>4 534,5</b>
Australie	26	64,5	1	286,8	11	389,5	54	58,7	91	401,8
Nouvelle Zélande	85	145,3	51	111,1	87	344,4	584	2 571,6	1 114	4 132,7
Pitcairn	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>VI. DIVERS</b>	-	<b>0,3</b>	...	<b>0,2</b>	-	-	....	9,2	1	1,9
<b>TOTAL</b>	<b>278 289</b>	<b>346 100,2</b>	<b>307 484</b>	<b>477 781,0</b>	<b>353 737</b>	<b>494 828,7</b>	<b>494 987</b>	<b>626 271,3</b>	<b>681 790</b>	<b>952 852,5</b>

(1): y compris les données relatives aux importations en provenance de l'Autriche et de la Suède à partir de Janvier 1995

(2): R.S.A:République d'Afrique du Sud

Source : Office Burundais des Recettes.

## ANNEXE 18 : STRUCTURE DES EXPORTATIONS (\*)

	Q: en T (poids net) V: en MBIF									
	2007		2008		2009		2010		2011	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
<b>PRODUITS PRIMAIRES</b>	<b>33 055</b>	<b>60 230,8</b>	<b>29 737</b>	<b>75 218,7</b>	<b>29 537</b>	<b>76 174,1</b>	<b>33 338</b>	<b>118 309,5</b>	<b>31 453</b>	<b>144 463,8</b>
café marchand	20 307	41 684,3	15 883	47 184,2	17 114	48 733,0	20 661	85 814,3	17 447	95 281,9
coton	1 100	1 470,2	720	1 216,3	1 794	2 344,7	860	1 827,9	164	482,3
peaux brutes	2 682	3 823,6	2 283	3 704,8	2 273	2 335,1	3 019	3 994,5	3 090	7 714,9
thé	6 475	9 924,5	5 406	15 531,0	6 293	18 945,6	7 139	21 919,5	7 953	26 839,0
animaux vivants	-	-	3	-	...	0,6	-	-	-	-
poissons vivants	11	218,2	11	218,8	11	279,9	-	-	-	-
plantes vivantes	128	304,3	96	189,3	59	67,4	47	54,3	76	110,3
riz	1 532	502,4	-	-	10	65,2	-	-	-	-
écorces de quinquina	409	178,3	322	433,3	226	352,2	85	114,9	54	56,1
tabacs en feuilles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
autres	411	2 125,0	5 013	6 741,0	1 757	3 050,4	1 527	4 584,1	2 669	13 979,3
<b>PRODUITS MANUFACTURES</b>	<b>6 120</b>	<b>3 422,4</b>	<b>8 495</b>	<b>7 362,5</b>	<b>8 269</b>	<b>7 987,3</b>	<b>5 660</b>	<b>6 287,0</b>	<b>16 023</b>	<b>11 886,6</b>
limonades, eaux gazeuses	93	43,9	14	1,0	17	12,5	...	3,8	-	-
bouteilles en verre foncé	4	0,6	0	0,0	-	0,1	33	8,1	1	-
bières	3 207	873,1	4 299	1 821,9	2 959	1 596,4	3 700	2 222,4	6 459	2 802,0
cigarettes	187	985,8	294	1 796,4	267	1 773,6	239	1 685,4	225	1 646,3
chaussures	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
tissus en coton	26	9,5	-	-	3	14,5	20	42,9	-	-
plaques en caoutchouc	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sucré cristallisé	2 000	1 221,1	2 500	1 465,3	3 000	2 210,7	-	-	-	-
savons de ménage	441	45,6	1 014	1 079,6	1 301	1 625,5	1 289	1 600,4	4 040	5 231,8
autres (1)	162	242,8	374	1 198,3	722	754,0	379	724,0	5 298	2 206,5
<b>TOTAL</b>	<b>39 175</b>	<b>63 653,2</b>	<b>38 232</b>	<b>82 581,2</b>	<b>37 806</b>	<b>84 161,4</b>	<b>38 998</b>	<b>124 596,5</b>	<b>47 476</b>	<b>156 350,4</b>

(\*) : FOB Bujumbura.

(1) : Non compris les objets personnels.

Source : Office Burundais des Recettes (OBR) et l'Office du Thé du Burundi (OTB).

## ANNEXE 19 : EXPORTATIONS PAR PAYS DE DESTINATION (\*)

	V : en MBIF									
	Q : en T (poids net)									
	2007		2008		2009		2010		2011	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
<b>I. EUROPE</b>	<b>20 829</b>	<b>42 479,3</b>	<b>17 607</b>	<b>52 116,4</b>	<b>14 704</b>	<b>46 993,0</b>	<b>19 840</b>	<b>82 380,6</b>	<b>17 766</b>	<b>102 824,3</b>
<b>1. Union Européenne</b>	<b>10 942</b>	<b>22 177,3</b>	<b>9 374</b>	<b>28 289,5</b>	<b>6 002</b>	<b>25 494,1</b>	<b>10 144</b>	<b>43 063,5</b>	<b>9 843</b>	<b>59 915,0</b>
Belgique	1 034	3 069,8	952	4 239,0	2 908	7 837,4	3 561	14 278,2	3 164	21 666,3
Allemagne	765	1 423,1	778	2 009,5	1 372	3 811,4	759	2 846,3	856	3 945,8
France	241,0	495,3	193	600,1	338	846,2	183	618,3	491	1 831,9
Royaume-Uni	3 898	6 916,9	3 086	9 107,7	2 453	7 598,5	5 109	22 705,3	4 459	26 203,0
Italie	-	-	45	244,2	111	653,2	188	1 441,1	318	2 492,1
Pays-Bas	157	322,7	529	826,8	456	1 227,0	287	799,8	324	1 022,2
Espagne	-	-	-	-	5	18,4	-	-	7	314,9
Grèce	-	-	-	-	-	-	12	69,1	-	-
U.E. (1)	4 847,0	9 949,5	3 791	11 262,2	1 267	3 502,0	45	305,4	224	2 438,8
<b>2. Autres</b>	<b>9 887</b>	<b>20 302,0</b>	<b>8 233</b>	<b>23 826,9</b>	<b>8 702</b>	<b>21 498,9</b>	<b>9 696</b>	<b>39 317,1</b>	<b>7 923</b>	<b>42 909,3</b>
Russie	344,0	706,2	269	799,4	251	696,1	38	176,5	-	-
Suède	...	5,8	...	8,8	...	...	...	0,5	36	122,1
Suisse	9 543,0	19 590,0	7 964	23 018,7	8 451	20 802,8	9 658	39 140,1	7 887	42 787,2
<b>II. ASIE</b>	<b>4 946</b>	<b>7 805,6</b>	<b>4 534</b>	<b>13 902,4</b>	<b>5 654</b>	<b>14 536,1</b>	<b>7 524</b>	<b>25 355,2</b>	<b>5 495</b>	<b>23 033,3</b>
Japon	152,0	311,8	119	352,9	38	106,7	24	17,9	-	-
Union des Emirats Arabes	543	775,3	538	857,8	480	366,3	188	132,1	58	68,3
Oman	648	992,5	541	1 553,1	637	1 911,5	714	2 192,0	827	2 749,3
Singapour	356,0	730,6	278	827,0	393	1 078,3	1 811	8 746,8	218	1 515,6
Chine	...	3,5	341	2 463,3	1 022	1 799,6	940	2 885,4	235	4 690,6
Inde	-	-	-	-	-	-	85	153,4	180	590,0
Arabie Saoudite	-	-	-	-	18	52,3	192	267,8	-	-
Pakistan	3 247	4 991,9	2 717	7 848,3	3 066	9 221,4	3 570	10 959,8	3 977	13 419,5
<b>III. AFRIQUE</b>	<b>9 618</b>	<b>9 784,9</b>	<b>15 027</b>	<b>13 709,7</b>	<b>11 884</b>	<b>14 663,7</b>	<b>11 150</b>	<b>15 096,7</b>	<b>23 801</b>	<b>27 933,4</b>
RDC(2)	3 545	1 494,3	7 182	1 983,4	3 475	2 824,3	4 249	3 175,4	7 906	5 065,0
Tanzanie	273	59,1	28	11,6	1 282	824,8	244	340,7	227	177,2
Kenya	1 376	2 330,4	1 105	1 767,9	475	488,3	1 762	1 865,9	1 967	4 939,6
Rwanda	2 411	2 366,7	4 582	4 104,3	4 020	3 795,3	2 260	2 033,3	9 958	6 345,1
Zambie	-	-	1	2,6	-	-	19	79,3	1	4,8
Ouganda	393	1 030,3	777	1 950,6	1 133	2 313,7	831	2 122,3	1 744	4 636,6
République Sud-Africaine	2	22,9	1	6,6	24	6,4	-	-	10	55,4
Egypte	1 618	2 481,2	1 351	3 882,7	1 475	4 410,9	1 785	5 479,8	1 988	6 709,7
<b>IV. AMERIQUE</b>	<b>257</b>	<b>527,2</b>	<b>205</b>	<b>651,9</b>	<b>584</b>	<b>1 323,1</b>	<b>2</b>	<b>1,8</b>	<b>136</b>	<b>903,2</b>
Etats-Unis	142,0	291,9	115	380,1	215	506,2	...	0,2	116	764,1
Canada	115,0	235,3	90	271,8	369	816,9	2	1,6	20,0	139,1
<b>V. OCEANIE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>22</b>	<b>120</b>	<b>112</b>	<b>1 104</b>
Australie	-	-	-	-	-	-	22	119,9	112	1 104,1
<b>VI. DIVERS</b>	<b>1 428</b>	<b>3 056,2</b>	<b>816</b>	<b>2 200,8</b>	<b>3 526</b>	<b>6 645,6</b>	<b>460</b>	<b>1 642,3</b>	<b>166</b>	<b>552,1</b>
<b>TOTAL</b>	<b>37 078</b>	<b>63 653,2</b>	<b>38 189</b>	<b>82 581,2</b>	<b>36 352</b>	<b>84 161,5</b>	<b>38 998</b>	<b>124 596,5</b>	<b>47 476</b>	<b>156 350,4</b>

(\*) : FOB Bujumbura.

(1) : Produits expédiés vers l'Union Européenne sans que les pays de destination soient connus.

(2) : République Démocratique du Congo (ex-Zaïre).

Sources :Office Burundais des Recettes(OBR) et l'OTB .

## ANNEXE 20 : POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU BURUNDI (en millions de BIF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Position extérieure nette</b>	<b>-1 262 378,1</b>	<b>-1 395 520,5</b>	<b>-1 368 084,5</b>	<b>-380 826,1</b>	<b>-381 843,5</b>	<b>-389 678,4</b>
<b>Avoirs</b>	<b>247 285,8</b>	<b>352 083,9</b>	<b>517 993,0</b>	<b>623 900,0</b>	<b>700 099,1</b>	<b>739 039,4</b>
Investissements directs à l'étranger	1 008,0	1 046,0	1 735,0	1 735,0	1 735,0	1 735,0
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Autres investissements</b>	<b>113 572,8</b>	<b>150 609,9</b>	<b>187 130,9</b>	<b>222 687,0</b>	<b>276 307,0</b>	<b>335 344,4</b>
<b>crédits commerciaux</b>	<b>39 048,0</b>	<b>50 237,0</b>	<b>59 290,0</b>	<b>64 160,0</b>	<b>110 626,0</b>	<b>157 637,2</b>
Monnaie fiduciaire et dépôts	74 464,8	98 300,9	125 768,9	155 769,0	162 923,0	174 949,2
Autres avoires	60,0	2 072,0	2 072,0	2 758,0	2 758,0	2 758,0
<b>Avoirs de réserve</b>	<b>132 705,0</b>	<b>200 428,0</b>	<b>329 127,1</b>	<b>399 478,0</b>	<b>422 057,1</b>	<b>401 960,0</b>
<b>Engagements</b>	<b>1 509 663,9</b>	<b>1 747 604,4</b>	<b>1 886 077,5</b>	<b>1 004 726,1</b>	<b>1 081 942,6</b>	<b>1 128 717,8</b>
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	719,0	1 260,2	5 805,0	6 234,0	7 195,0	11 425,9
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits financiers dérivés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Autres investissements</b>	<b>1 508 944,9</b>	<b>1 746 344,2</b>	<b>1 880 272,5</b>	<b>998 492,1</b>	<b>1 074 747,6</b>	<b>1 117 291,9</b>
<b>Crédits commerciaux</b>	<b>57 504,0</b>	<b>52 880,0</b>	<b>112 800,0</b>	<b>266 054,0</b>	<b>390 208,0</b>	<b>410 221,1</b>
<b>Prêts</b>	<b>1 423 680,9</b>	<b>1 662 222,2</b>	<b>1 733 462,5</b>	<b>697 008,1</b>	<b>648 677,6</b>	<b>675 538,7</b>
Autorités monétaires	82 878,0	109 830,0	145 084,0	111 460,0	135 170,0	172 860,5
Administrations publiques	1 325 323,9	1 530 543,0	1 567 958,6	561 392,0	478 170,4	464 105,4
Banques	15 479,0	21 849,2	20 419,9	24 156,1	35 337,2	38 572,8
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres engagements	27 760,0	31 242,0	34 010,0	35 430,0	35 862,0	31 532,1